

## Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2013

BMO Groupe financier annonce un bénéfice net élevé pour le premier trimestre de 2013

### Points saillants des résultats financiers

Comparaison du premier trimestre de 2013 et du premier trimestre de 2012 :

- Bénéfice net de 1 048 millions de dollars, en baisse de 5 %, et bénéfice net ajusté<sup>1</sup> de 1 041 millions, en hausse de 7 %
- BPA<sup>2</sup> de 1,53 \$, en baisse de 6 %, et BPA ajusté<sup>1,2</sup> de 1,52 \$, en hausse de 7 %
- RCP de 14,9 %, comparativement à 17,2 %, et RCP ajusté<sup>1</sup> de 14,8 %, en regard de 15,0 %
- Dotations à la provision pour pertes sur créances de 178 millions de dollars, contre 141 millions, et dotations ajustées<sup>1</sup> de 96 millions, contre 91 millions
- Le ratio des capitaux propres ordinaires établi selon Bâle III a été élevé, s'établissant à 9,4 %
- Le dividende a augmenté de 0,02 \$, ou de 3 %, pour se situer à 0,74 \$ par action ordinaire

**Toronto, le 26 février 2013** – Pour le premier trimestre clos le 31 janvier 2013, BMO Groupe financier a annoncé un bénéfice net comptable de 1 048 millions de dollars ou 1,53 \$ par action et un bénéfice net ajusté de 1 041 millions ou 1,52 \$ par action.

« BMO a connu un bon premier trimestre, tous nos secteurs d'activité ont progressé et notre assise financière est solide. En nous tournant vers l'avenir, nous voyons que nous sommes bien positionnés pour tirer parti de notre plateforme nord-américaine et assurer la croissance soutenue de notre bénéfice net, a déclaré Bill Downe, président et chef de la direction, BMO Groupe financier. Le bénéfice net ajusté a été supérieur à un milliard de dollars pour le troisième trimestre de suite.

Nos services de détail aux États-Unis sont maintenant regroupés sous la bannière de BMO Harris Bank et, profitant de la plus grande campagne publicitaire que nous ayons jamais menée aux États-Unis, PE États-Unis affiche une bonne croissance de son bénéfice net et du total de ses prêts.

Au cours du trimestre, nos services bancaires aux entreprises ont progressé de façon continue des deux côtés de la frontière. Les services aux entreprises apportent une contribution importante aux résultats de la Banque et ils nous permettent de bénéficier d'une bonne position dans un contexte de développement des affaires.

Pour le reste de l'année, nous continuerons à nous efforcer d'offrir la meilleure expérience client du secteur, à soutenir le développement des entreprises et à aider les clients à prendre leurs finances en main, à prendre des décisions financières judicieuses, en s'appuyant sur une meilleure information, et à avoir confiance dans les choix qu'ils font. Parallèlement, nous maintiendrons une approche prudente de la gestion des risques et nous améliorerons notre efficacité », a conclu M. Downe.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 0,74 \$ par action ordinaire pour le deuxième trimestre de 2013, ce qui signale une hausse de 0,02 \$ en regard du dividende du trimestre précédent et correspond à un dividende annuel de 2,96 \$ par action ordinaire. L'augmentation de notre dividende reflète notre excellente position en matière de capital et les bons résultats que donnent nos stratégies commerciales.

Notre Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2013, incluant nos états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 31 janvier 2013, est disponible dans son intégralité à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs) ainsi qu'à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

<sup>1</sup> Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments. Les éléments exclus des résultats du premier trimestre de 2013 au fins du calcul des résultats ajustés ont représenté une tranche de 7 millions de dollars après impôts du bénéfice net, soit un avantage net après impôts d'éléments liés au crédit de 79 millions eu égard au portefeuille de prêts productifs acquis de Marshall & Ilsley Corporation (M&I), des coûts de 92 millions (57 millions après impôts) en vue de l'intégration de l'entreprise acquise, un avantage de 7 millions, avant et après impôts, découlant des activités de crédit structuré en voie de liquidation et une charge de 31 millions (22 millions après impôts) au titre de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à toutes les acquisitions. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail dans la section intitulée Bénéfice net ajusté et (pour toutes les périodes indiquées) dans celle intitulée Mesures non conformes aux PCGR, où sont également présentés ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

<sup>2</sup> Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du bénéfice par action (BPA) dans ce document, il s'agit toujours du bénéfice dilué par action. Le BPA est calculé au moyen du bénéfice net après déduction du bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales et des dividendes sur actions privilégiées.

Note : Tous les ratios et variations de pourcentage figurant dans ce document sont fondés sur des chiffres qui n'ont pas été arrondis.

## Revue des résultats des groupes d'exploitation

Au premier trimestre de 2013, nous avons changé le mode d'évaluation des résultats de nos groupes d'exploitation afin de refléter les dotations à la provision pour pertes sur créances en fonction des pertes sur créances réelles. Ce changement de méthode de ventilation rehausse la comparaison de notre rendement et de celui de notre groupe de référence.

Antérieurement, nous imputions à ces groupes les pertes sur créances en utilisant une méthode de provisionnement selon les pertes prévues, méthode aux termes de laquelle les écarts entre les dotations à la provision pour pertes sur créances de la période attribuées aux secteurs des groupes d'exploitation et établies selon cette méthode et les dotations requises par les PCGR étaient imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise. Les résultats des périodes antérieures ont été retraités en conséquence. Les dotations aux provisions relatives aux portefeuilles de prêts productifs acquis et de prêt douteux acquis continuent d'être évaluées et présentées dans les Services d'entreprise.

### PE Canada

Le bénéfice net de PE Canada s'est chiffré à 458 millions de dollars, pour une hausse de 17 millions ou de 4 %. Les résultats reflètent l'élargissement marqué des volumes de la plupart des produits, l'incidence de la contraction de la marge nette d'intérêts et la baisse des dotations à la provision pour pertes sur créances. Sur douze mois, les soldes des prêts ont progressé de 9 % et ceux des dépôts se sont accrus de 4 %. Les charges n'ont que légèrement augmenté, soit de à peine 1 %, ce qui témoigne de la rigueur avec laquelle nous gérons nos charges tout en continuant d'investir dans nos activités.

Nous cherchons toujours à clarifier les questions d'argent pour nos clients, à leur proposer des produits plus simples et à leur offrir une expérience client exceptionnelle. Nos clients ont plus d'options que jamais lorsqu'ils traitent avec BMO. Nous avons élargi notre réseau en inaugurant ou en rénovant neuf succursales durant le trimestre et avons continué d'investir dans nos services bancaires en ligne ou mobiles. Les investissements dans ces services font une réelle différence puisque de plus en plus de clients utilisent nos solutions technologiques, tels les relevés électroniques, les alertes sous forme de message texte ou par courriel, les services de prise de rendez-vous en ligne et le service de paiement mobile *PayPass*. Comme en témoigne notre taux de recommandation net, nous continuons d'enregistrer des résultats supérieurs pour ce qui est de la loyauté de la clientèle.

Le rendement des services bancaires aux particuliers s'améliore sans cesse et la productivité du personnel de vente s'accroît. Nous tirons parti du succès de nos campagnes de financement hypothécaire et offrons des produits qui répondent véritablement aux besoins de nos clients. Le nombre moyen de produits qu'ils utilisent continue d'augmenter car nous tissons des liens encore plus étroits avec nos clients existants et en recrutons de nouveaux. Au cours du trimestre, nous avons rehaussé notre Compte d'épargne bonifiée en versant de l'intérêt sur chaque dollar d'épargne sans exiger de solde minimal, proposant ainsi à nos clients un produit concurrentiel et facile à comprendre. Nous avons également lancé un compte d'épargne libre d'impôt des plus attrayants, lancement qui génère déjà d'excellents résultats.

Quant aux services bancaires aux entreprises, notre personnel de vente veille à offrir des solutions, des conseils ainsi que des produits et services intégrés qui sont adaptés à leur clientèle diversifiée et formée d'entreprises. Notre plateforme primée des Services bancaires en ligne pour entreprises aide nos clients à mieux gérer leurs affaires. Comme le démontre notre taux de recommandation net, notre clientèle nous est toujours aussi fidèle et c'est ainsi que nous continuons d'occuper le deuxième rang pour ce qui est de la part du marché canadien des prêts aux entreprises de petite et moyenne taille.

### PE États-Unis (tous les montants sont en dollars américains)

Le bénéfice net, d'un montant de 183 millions de dollars, a dépassé de 26 millions ou de 17 % les 157 millions dégagés il y a un an. Le bénéfice net ajusté s'est établi à 197 millions, en hausse de 23 millions ou de 13 % en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui a résulté des avantages de la réduction des charges et des dotations à la provision pour pertes sur créances. Les revenus se sont affaiblis de 3 % puisque la hausse des profits à la vente de nouveaux prêts hypothécaires et l'accroissement des commissions sur prêts aux entreprises ont été plus qu'annulés par les conséquences du recul de la marge nette d'intérêts, des profits sur titres et des frais de service des dépôts.

En comparaison du quatrième trimestre de 2012, le bénéfice net a progressé de 30 % et le bénéfice net ajusté, de 25 %. En regard de cette période, le solde moyen des prêts a augmenté étant donné que le portefeuille de base de prêts aux entreprises et de prêts industriels a encore connu une forte hausse. De fait, ce portefeuille s'est accru de 3,3 milliards de dollars ou de 18 % depuis un an et a affiché une progression constante d'un trimestre à l'autre.

Nous avons recruté 131 entreprises clientes au cours du trimestre et recherchons sans cesse des occasions d'expansion dans de nouvelles régions et par voie de spécialités qui cadrent avec notre stratégie de croissance. En outre, nous avons ajouté une équipe chevronnée de banquiers et avons mis sur pied un groupe spécialisé dans le financement des franchises afin de nous accaparer une part de ce créneau en croissance aux États-Unis.

Au cours du trimestre, la Federal Home Loan Bank de Chicago (FHLBC) nous a attribué 16 projets dans le cadre du Affordable Housing Program. Ces projets nous permettent d'offrir un soutien aux collectivités par la construction de logements abordables en plus de nous procurer des occasions de ventes croisées de produits et de services. La FHLBC nous a également décerné, conjointement avec Habitat For Humanity du comté de DuPage, le prix Community First Partnership Award pour 2012, lequel souligne un rendement exceptionnel en matière de construction de logement abordables et de développement économique des collectivités grâce au partenariat d'institutions membres de la FHLBC et d'organismes sans but lucratif.

## Groupe Gestion privée

Le bénéfice net, soit 163 millions de dollars, a bondi de 59 millions ou de 56 % depuis un an. Le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 169 millions, ayant augmenté de 60 millions ou de 54 % en regard du même trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté du groupe Gestion privée, exclusion faite des activités d'assurance, s'est dégagé à 105 millions, soit 8 millions ou 8 % de plus qu'il y a un an. Les résultats reflètent la hausse des revenus, ce qui est imputable à l'essor des actifs des clients, et une gestion rigoureuse des coûts. Il y a un an, les résultats avaient bénéficié d'un montant exceptionnellement élevé de revenus de gestion d'actifs par suite d'un placement stratégique. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance a augmenté de 52 millions, pour atteindre 64 millions, grâce à la forte amélioration des revenus, laquelle a résulté de l'incidence moins marquée des variations des taux d'intérêt à long terme en regard d'il y a un an, et à l'essor continu des primes d'assurance crédit et d'assurance vie.

Les actifs sous gestion et sous administration ont augmenté de 44 milliards de dollars ou de 10 % sur douze mois, pour s'établir à 479 milliards, en raison de la meilleure tenue des marchés et des nouveaux actifs des clients.

Vers la fin de janvier, nous avons mené à terme l'acquisition d'une entreprise de services de gestion de patrimoine ayant son siège social à Hong Kong et à Singapour. Exploitée sous la bannière des services bancaires privés de BMO en Asie, cette entreprise offrira ces services à des clients à valeur nette élevée de la région Asie-Pacifique. Son intégration s'inscrit dans le projet qu'a BMO de créer des services de portée internationale destinés aux particuliers fortunés qui cherchent à gérer leurs placements en Asie et en Amérique du Nord.

BMO Ligne d'action a été nommée meilleure firme de courtage en ligne appartenant à une banque au Canada pour la deuxième année consécutive dans le cadre du 14<sup>e</sup> sondage annuel du *Globe and Mail* portant sur les courtiers en ligne. Au classement général, BMO Ligne d'action s'est classée parmi les trois premières firmes de courtage en ligne au Canada.

BMO Gestion mondiale d'actifs aux États-Unis s'est classée trois fois dans la catégorie Kings du *Wall Street Journal*. Sur plus de 600 fonds, les fonds BMO TCH Corporate Income Fund et BMO TCH Core Plus Bond Fund se sont classés parmi les dix premiers au chapitre du rendement pour un an en 2012 et le BMO Intermediate Tax-Free Fund a fait de même, et ce, sur près de 400 fonds.

## BMO Marchés des capitaux

À 310 millions de dollars, le bénéfice net du trimestre à l'étude a été fort élevé et reflète une hausse de 86 millions ou de 38 % depuis un an. Notre stratégie, soit mener nos activités en conservant un portefeuille diversifié d'entreprises et nous concentrer sur notre clientèle ont contribué à l'atteinte de ce résultat. Conjugués à de meilleures perspectives économiques, ces facteurs ont généré des revenus élevés pour le secteur de banque d'affaires et de services aux sociétés et pour celui des produits de négociation. Plus particulièrement, les activités de fusion et acquisition se sont intensifiées, les commissions de prise ferme de titres de créance ont augmenté dans l'ensemble de notre plateforme nord-américaine et les revenus de négociation se sont accrus. Les revenus ont progressé de 129 millions ou de 17 % en regard d'il y a un an et se sont établis à 904 millions.

Reflète de l'attention que nous accordons à notre clientèle de base, BMO Marchés des capitaux s'est vu décerner le titre de Meilleure société canadienne de titres de participation pour 2012 par le magazine *International Financing Review*, une publication de Thomson Reuters. Cet honneur témoigne de notre capacité à mettre au point des solutions novatrices aux problèmes les plus complexes de nos clients, et ce, tout en leur offrant des services qui se démarquent par leur qualité.

Durant le trimestre à l'étude, BMO Marchés des capitaux a participé à 169 nouvelles émissions, soit 55 émissions de titres de créance de sociétés, 48 émissions de titres de créance d'administrations publiques, 58 émissions d'actions ordinaires et huit émissions d'actions privilégiées, pour un total de 57 milliards de dollars.

## Services d'entreprise

Les Services d'entreprise ont enregistré une perte de 65 millions de dollars pour le trimestre, alors qu'ils avaient inscrit un bénéfice net de 181 millions il y a un an. La dégradation des résultats comptables a été nettement plus forte que celle des résultats ajustés. Leur écart a découlé essentiellement des revenus élevés provenant des activités de crédit structuré en liquidation qui avaient été pris en compte dans les résultats comptables du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Après ajustement, la perte a été de 94 millions de dollars, comparativement à un bénéfice net ajusté de 20 millions il y a un an. Les éléments d'ajustement sont décrits en détail dans les sections Bénéfice net ajusté et Mesures non conformes aux PCGR. Les charges ajustées ont augmenté de 80 millions en raison surtout de la hausse des coûts des avantages du personnel, dont ceux de retraite, du calendrier des investissements dans la technologie et de l'augmentation des coûts des indemnités de licenciement dans le trimestre à l'étude. Le montant ajusté des recouvrements de pertes sur créances a fléchi de 72 millions pour s'établir à 51 millions, ce qui s'explique par une réduction de 83 millions des recouvrements sur le portefeuille de prêts douteux acquis de M&I. Les revenus ajustés ont fléchi de 58 millions en raison du recul des profits sur titres, d'un montant plus élevé de compensation sur la base d'imposition comparable (bic) des groupes et de la diminution des revenus associés à divers éléments, tels ceux liés à la trésorerie, éléments qui ont tous été négligeables pris isolément.

### Bénéfice net ajusté

Le bénéfice net ajusté du premier trimestre de 2013 a été de 1 041 millions de dollars, en hausse de 69 millions ou de 7 % en regard de ce qu'il était un an plus tôt. Le bénéfice par action ajusté s'est établi à 1,52 \$, ayant augmenté de 7 % par rapport à celui de 1,42 \$ au premier trimestre de 2012.

La direction a désigné certains montants comme éléments d'ajustement et a ajusté les résultats établis selon les PCGR afin de pouvoir en traiter et de les présenter en ignorant les effets des éléments d'ajustement et ainsi faciliter la compréhension du rendement et des tendances connexes. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures conformes aux PCGR et de mesures ajustées, et considère qu'elles sont toutes utiles pour l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et, à l'instar des éléments qui ont été exclus de leur calcul, ils sont décrits plus en détail dans la section Mesures non conformes aux PCGR, tout comme le sont nos commentaires sur l'utilisation et les limites de telles mesures. Les éléments qui ont été retranchés des résultats du premier trimestre de 2013 aux fins du calcul des résultats ajustés ont représenté une tranche de 7 millions de dollars du bénéfice net ou 0,01 \$ par action, et ont été les suivants :

- l'avantage net après impôts d'éléments liés au crédit de 79 millions de dollars eu égard au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I, ce qui englobe une somme de 210 millions au titre de la constatation, dans les revenus nets d'intérêts, d'une portion de l'ajustement au titre des pertes sur créances du portefeuille (y compris une reprise de 65 millions sur cet ajustement en lien avec le remboursement anticipé de prêts), déduction faite d'une dotation de 82 millions à la provision spécifique pour pertes sur créances et des impôts sur le résultat connexes de 49 millions. Ces éléments liés au crédit et ayant trait au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I peuvent influencer de façon importante sur les revenus nets d'intérêts et sur la dotation à la provision pour pertes sur créances dans différentes périodes au cours de la durée de ce portefeuille;

- des coûts d'intégration de l'entreprise acquise de 92 millions de dollars (57 millions après impôts), ce qui comprend des montants liés à la conversion des systèmes, des charges de restructuration et d'autres charges associées au personnel, des honoraires de consultation ainsi que des frais de commercialisation en lien avec le renouvellement de la marque;
- l'avantage de 7 millions de dollars, avant et après impôts, découlant des activités de crédit structuré en voie de liquidation (notre entité de protection de crédit et notre entité de gestion de placements structurés). Ces entités sont consolidées dans notre bilan, et les résultats reflètent essentiellement des changements d'évaluation associés à ces activités et pris en compte dans les revenus de négociation;
- l'amortissement, au montant de 31 millions de dollars (22 millions après impôts), des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions.

Tous les éléments d'ajustement indiqués ci-dessus ont été comptabilisés par les Services d'entreprise, à l'exception de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions qui, lui, est imputé aux groupes d'exploitation.

La section Mesures non conformes aux PCGR donne des détails sur l'incidence des éléments d'ajustement des périodes correspondantes.

### Mise en garde

Les sections précédentes renferment des déclarations prospectives. Voir la mise en garde qui suit et qui concerne les déclarations prospectives.

Elles contiennent également des résultats et mesures ajustés, lesquels ne sont pas conformes aux PCGR. Voir la section qui en traite.

# Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont en date du 26 février 2013. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Sauf indication contraire, toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Le présent Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 31 janvier 2013, des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre

2012 et du Rapport de gestion pour l'exercice 2012. L'information qui précède cette section fait partie du présent Rapport de gestion.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans le Rapport de gestion annuel, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs). Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

## Sommaire des résultats comptables

## Tableau 1

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2013	T1-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T1-2012	T4-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T4-2012
<b>Sommaire de l'état des résultats</b>					
Revenus nets d'intérêts	2 216	2 318	(4)	2 145	3
Revenus autres que d'intérêts	1 865	1 799	4	2 031	(8)
Revenus	4 081	4 117	(1)	4 176	(2)
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	178	122	46	216	(18)
Dotation à la provision générale pour (recouvrement de) pertes sur créances	-	19	(100)	(24)	100
Dotation totale à la provision pour pertes sur créances	178	141	26	192	(8)
Charges autres que d'intérêts	2 590	2 554	1	2 701	(4)
Charge d'impôts sur le résultat	265	313	(15)	201	32
Bénéfice net	1 048	1 109	(5)	1 082	(3)
Attribuable aux actionnaires de la Banque	1 030	1 090	(6)	1 064	(3)
Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	18	19	(4)	18	-
Bénéfice net	1 048	1 109	(5)	1 082	(3)
<b>Données relatives aux actions ordinaires</b> (en dollars, sauf indication contraire)					
Bénéfice par action	1,53	1,63	(6)	1,59	(4)
Dividendes déclarés par action	0,72	0,70	3	0,72	-
Valeur comptable d'une action	40,87	37,85	8	40,25	2
Cours de clôture de l'action	62,99	58,29	8	59,02	7
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	41,1	37,3	10	38,4	7
Rendement de l'action (%)	4,6	4,8	n. s.	4,9	n. s.
Ratio cours/bénéfice (nombre de fois)	10,4	11,3	n. s.	9,6	n. s.
Ratio cours/valeur comptable (nombre de fois)	1,5	1,5	n. s.	1,5	n. s.
<b>Mesures et ratios financiers (%)</b>					
Rendement des capitaux propres	14,9	17,2	(2,3)	15,6	(0,7)
Ratio d'efficacité	63,5	62,0	1,5	64,7	(1,2)
Levier d'exploitation	(2,3)	(5,4)	n. s.	(1,7)	n. s.
Marge nette d'intérêts sur les actifs productifs	1,85	2,05	(0,20)	1,83	0,02
Taux d'impôt effectif	20,2	22,0	(1,8)	15,7	4,5
Rendement des actifs moyens	0,74	0,81	(0,07)	0,77	(0,03)
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances/solde moyen des prêts et acceptations (annualisé)	0,28	0,23	0,05	0,31	(0,03)
Ratio du solde brut des prêts et acceptations douteux/capitaux propres et provision pour pertes sur créances	8,98	8,74	0,24	9,30	(0,32)
<b>Mesures de la valeur</b> (% , sauf indication contraire)					
Rendement total moyen des capitaux propres annualisé sur trois ans	11,8	27,2	(15,4)	10,8	1,0
Rendement total moyen des capitaux propres sur douze mois	13,5	5,7	7,8	5,2	8,3
Profit économique net (en millions de dollars)	318	434	(27)	361	(12)
<b>Bilan</b> (en milliards de dollars)					
Actifs	542	538	1	525	3
Solde net des prêts et acceptations	259	242	7	254	2
Dépôts	351	317	11	324	8
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	26,6	24,2	10	26,2	2
Ratio trésorerie et valeurs mobilières/total des actifs (%)	30,6	32,2	(1,6)	29,4	1,2
<b>Ratios de capital</b> (%)	<b>Bâle III</b>	<b>Bâle II</b>		<b>Bâle II</b>	
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	9,4	9,7	n. s.	10,5	n. s.
Ratio du capital de première catégorie	11,1	11,7	n. s.	12,6	n. s.
Ratio du capital total	13,4	14,6	n. s.	14,9	n. s.
<b>Bénéfice net par groupe d'exploitation</b>					
Services bancaires Particuliers et entreprises	640	600	7	582	10
PE Canada	458	441	4	442	3
PE États-Unis	182	159	15	140	31
Groupe Gestion privée	163	104	56	164	-
BMO Marchés des capitaux	310	224	38	314	(2)
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations (T&O)	(65)	181	(+100)	22	(+100)
Bénéfice net de BMO Groupe financier	1 048	1 109	(5)	1 082	(3)

n. s. - non significatif

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2013	T1-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T1-2012	T4-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T4-2012
<b>Sommaire de l'état des résultats</b>					
Revenus nets d'intérêts ajustés	2 004	2 092	(4)	1 956	2
Revenus autres que d'intérêts ajustés	1 857	1 651	13	1 964	(5)
Revenus ajustés	3 861	3 743	3	3 920	(2)
Dotation à la provision spécifique et à la provision totale pour pertes sur créances, après ajustement	96	91	5	113	(16)
Charges autres que d'intérêts ajustées	2 464	2 378	4	2 436	1
Charge d'impôts sur le résultat ajustée	260	302	(14)	246	5
Bénéfice net ajusté	1 041	972	7	1 125	(7)
Attribuable aux actionnaires de la Banque	1 023	953	7	1 107	(8)
Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	18	19	(4)	18	-
Bénéfice net ajusté	1 041	972	7	1 125	(7)
<b>Données relatives aux actions ordinaires (\$)</b>					
Bénéfice ajusté par action	1,52	1,42	7	1,65	(8)
<b>Mesures et ratios financiers (%)</b>					
Rendement des capitaux propres ajusté	14,8	15,0	(0,2)	16,3	(1,5)
Ratio d'efficience ajusté	63,8	63,5	0,3	62,2	1,6
Levier d'exploitation ajusté	(0,4)	(7,6)	n. s.	2,7	n. s.
Marge nette d'intérêts sur les actifs productifs, après ajustement	1,67	1,85	(0,18)	1,67	-
Taux d'impôt effectif ajusté	19,9	23,7	(3,8)	17,9	2,0
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances/solde moyen des prêts et acceptations, après ajustement (annualisé)	0,16	0,17	(0,01)	0,20	(0,04)
<b>Bénéfice net ajusté par groupe d'exploitation</b>					
Services bancaires Particuliers et entreprises	656	619	6	600	9
PE Canada	461	443	4	444	3
PE États-Unis	195	176	11	156	26
Groupe Gestion privée	169	109	54	169	-
BMO Marchés des capitaux	310	224	38	315	(2)
Services d'entreprise, y compris T&O	(94)	20	(+100)	41	(+100)
Bénéfice net ajusté de BMO Groupe financier	1 041	972	7	1 125	(7)

1) Les résultats et statistiques indiqués ci-dessus sont présentés après ajustement. Il s'agit de montants ou de mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.  
n. s. - non significatif

### Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef des finances de la Banque de Montréal ont signé des attestations certifiant l'exactitude de l'information financière contenue dans notre Rapport de gestion intermédiaire et dans nos états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 31 janvier 2013 et portant également sur la conception de nos contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière. La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 31 janvier 2013, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Le contrôle interne de la Banque de Montréal à l'égard de l'information financière comprend des normes et méthodes qui : concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés pour donner une image précise et fidèle des transactions et des sorties d'actifs de BMO; fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées comme il se doit pour permettre l'établissement des états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus canadiens et aux exigences de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, le cas échéant; assurent que les encaissements et décaissements de BMO ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et des administrateurs de la Banque de Montréal et fournissent une assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de BMO qui pourrait avoir une incidence importante sur ses états financiers consolidés est interdite ou détectée à temps.

En raison de ses limites intrinsèques, le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peut fournir qu'une assurance raisonnable et il est possible qu'il ne permette pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes. De plus, les projections d'une appréciation d'efficacité sur les périodes futures comportent le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions ou que le degré de conformité aux normes et méthodes se détériore.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2013, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné le présent document et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal l'a approuvé.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans le Rapport de gestion figurant dans le Rapport annuel pour 2012 de BMO, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs). Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

### Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris nos documents intermédiaires, Rapport de gestion annuel, États financiers consolidés audités, Notice annuelle et Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs), sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, au [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

---

**La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.**

---

### **Mise en garde concernant les déclarations prospectives**

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2013 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions, et les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de facteurs.

De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, des marchés financiers ou du crédit faibles, volatils ou illiquides, les fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change, les changements de politique monétaire, budgétaire ou économique, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de capital, de taux d'intérêt et de liquidités, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, les estimations comptables critiques et l'incidence des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations, les risques opérationnels et infrastructurels, les modifications de nos cotes de solvabilité, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, les changements technologiques et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques liés aux facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. La section ci-dessous donne plus d'informations sur l'incidence que pourraient avoir certains facteurs clés sur les résultats futurs de la Banque de Montréal. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Le capital réglementaire, les actifs pondérés en fonction des risques et les ratios de capital réglementaire du premier trimestre de 2013 ont été calculés conformément aux lignes directrices concernant les exigences en matière de suffisance du capital qu'a publiées le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) en décembre 2012 en vue de l'instauration de l'Accord de Bâle III au Canada. Aux fins du calcul, dans les périodes antérieures, de l'incidence pro forma de Bâle III sur notre capital réglementaire, nos actifs pondérés en fonction des risques (y compris le risque de contrepartie et le risque de marché) et nos ratios de capital réglementaire, nous avons présumé que notre interprétation du projet de lignes directrices du BSIF concernant l'instauration des règles et modifications annoncées par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et que les modèles que nous utilisons pour évaluer ces exigences concorderaient avec les exigences définitives qui seraient promulguées par le BSIF. Nous avons également présumé que les changements proposés à l'égard des déductions du capital, des actifs pondérés en fonction des risques, du traitement du capital réglementaire pour les instruments de capital autres que des actions ordinaires (à savoir les instruments de capital faisant l'objet d'une clause de droits acquis) et des ratios de capital réglementaire minimums seraient adoptés par le BSIF dans leur version proposée par le CBCB, sauf si le BSIF émettait des directives contraires. De plus, nous avons présumé que les instruments de capital existants qui ne respectent pas Bâle III mais respectent Bâle II pourraient être entièrement pris en compte dans les calculs pro forma pertinents. Nous n'avons pas recalculé notre capital réglementaire, nos actifs pondérés en fonction des risques ou nos ratios de capital pro forma, selon Bâle III, en nous fondant sur les lignes directrices concernant la suffisance du capital et toute mention des éléments pro forma selon Bâle III renvoie aux éléments estimés antérieurement. Aux fins de la présentation de notre prévision selon laquelle nous serons en mesure de refinancer certains de nos instruments de capital à l'avenir lorsque nécessaire pour respecter les exigences en matière de capital réglementaire, nous avons présumé que les facteurs échappant à notre contrôle, y compris l'état de la conjoncture économique et de la conjoncture des marchés financiers, n'entraveront pas notre capacité de le faire.

Les hypothèses relatives aux ventes d'actifs, aux prix de vente prévus pour les actifs, au coût net de mobilisation des fonds, à la qualité du crédit et au risque de défaillance et de pertes sur défaillance des actifs sous-jacents de l'entité de gestion de placements structurés sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos attentes concernant cette entité et dont il est question dans le présent Rapport de gestion intermédiaire, y compris le caractère adéquat de la protection de premier niveau. Selon certaines de nos principales hypothèses, des actifs continueront à être vendus dans le but de réduire la taille de l'entité de gestion de placements structurés, selon diverses hypothèses de prix d'actifs, et le niveau des défauts et des pertes sera conforme à la qualité du crédit des actifs sous-jacents et à nos attentes actuelles concernant la persistance des difficultés sur les marchés.

Les hypothèses relatives au niveau de défaut et aux pertes en cas de défaut sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos attentes concernant les résultats futurs des opérations que notre entité de protection du crédit a conclues. Selon certaines de nos principales hypothèses, le niveau des défauts et les pertes en cas de défaut seront comparables à ceux de l'expérience historique. En établissant nos attentes concernant le risque de pertes sur créances lié à notre entité de protection du crédit et le risque de perte par BMO à l'avenir, nous avons tenu compte de facteurs importants dont la diversification sectorielle dans les portefeuilles, la qualité initiale du crédit de chaque portefeuille, la protection de premier niveau intégrée à la structure et les couvertures que BMO a conclues.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine, ainsi que sur la conjoncture de marché globale et leur effet combiné sur nos activités, sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences. Se reporter à la section Perspectives économiques et survol du présent Rapport de gestion intermédiaire.

---

## Perspectives économiques et survol

Freinée par la vigueur du dollar canadien, l'endettement élevé des ménages et des politiques budgétaires contraignantes, la croissance économique demeure faible au Canada. En outre, le marché de l'habitation a ralenti à cause du resserrement des règles hypothécaires et d'une moins grande abordabilité dans certaines régions. Même si ce marché ainsi que les dépenses de consommation devraient afficher un essor modéré en 2013, la croissance économique devrait se faire plus forte dans la deuxième moitié de l'exercice par suite d'une poussée de la demande mondiale. Qui plus est, il est à prévoir que les investissements des entreprises augmenteront à la faveur de meilleurs prix de produits et des faibles taux de vacance des immeubles commerciaux, soutenant ainsi la récente augmentation des prêts aux entreprises. Les provinces riches en ressources que sont Terre-Neuve-et-Labrador, l'Alberta et la Saskatchewan seront sans doute les véritables moteurs de l'expansion économique. Le taux de chômage devrait demeurer près de 7 % en 2013 et l'inflation, à moins de 2 %. Le dollar canadien devrait se négocier près de la parité avec le dollar américain en 2013, incitant ainsi la banque centrale à maintenir à 1 % les taux de financement à un jour pour une troisième année consécutive.

L'économie américaine se redresse graduellement. Même si le PIB réel a stagné dans les derniers mois de 2012, son apathie a résulté essentiellement d'un repli des dépenses de la défense américaine et d'une baisse des stocks des entreprises par suite du passage de l'ouragan Sandy. La forte progression des dépenses des entreprises et des consommateurs ainsi que l'intensification de la construction résidentielle stimulent actuellement la demande intérieure. Cependant, il y a fort à parier que le resserrement des politiques budgétaires freinera l'expansion économique en 2013. Même si les législateurs ont renoncé à la plupart des hausses d'impôts prévues pour le 1<sup>er</sup> janvier 2013, l'accroissement des impôts sur les salaires et des taux sur les revenus élevés réduiront sans doute les dépenses des ménages. Qui plus est, de nombreuses réductions des dépenses au palier fédéral devraient être instaurées cette année et l'incertitude, sur le plan politique, que soulève le financement public pourrait freiner les dépenses des entreprises et nuire à l'embauche. Par contre, si les questions politiques sont résolues, ces investissements et l'emploi devraient s'accroître. Conjugué à l'assainissement des finances des ménages ainsi qu'à la progression de la demande pour des logements et des véhicules à moteur, ces conditions devraient soutenir l'expansion économique dans le dernier semestre de l'année et ramener le taux de chômage au taux le plus bas des cinq dernières années, soit 7,5 %. Malgré l'embellie économique, la Réserve fédérale maintiendra sans doute à près de zéro ses taux d'intérêt pour une cinquième année consécutive et continuera, pendant un certain temps, à acheter des titres de créance.

Stimulé par la hausse de la production automobile, le taux d'expansion économique de la région du Midwest des États-Unis est comparable à celui du reste du pays malgré des politiques budgétaires restrictives. Cette croissance devait s'accroître cette année au fil de la reprise du marché de l'habitation et au fur et à mesure que le secteur manufacturier tirera parti du raffermissement de la demande mondiale et que la production agricole se renforcera après une année où la sécheresse a fait de grands ravages.

La présente section qui traite des perspectives économiques et qui en fait le survol contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

## Change

Les équivalents en dollars canadiens du bénéfice net, des revenus, des charges, des dotations à la provision pour pertes sur créances et des impôts sur le résultat en dollars américains de BMO ont baissé en regard du premier trimestre de 2012 à cause de la dépréciation du dollar américain, mais ont augmenté depuis le quatrième trimestre de 2012 en raison de son renforcement. En regard de ce qu'il était il y a un an, le cours de change moyen du dollar canadien et du dollar américain, exprimé par le coût de un dollar américain en dollars canadiens, a reculé de 1,8 % dans le trimestre à l'étude, mais s'est accru de 0,6 % par rapport à la moyenne du quatrième trimestre. Le tableau ci-après fait état des cours de change moyens des dollars canadien et américain et de l'incidence de leurs fluctuations.

**Effets des fluctuations des cours de change par rapport au dollar américain sur les résultats de BMO** **Tableau 3**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2013	
	c. T1-2012	c. T4-2012
Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)		
Période à l'étude	0,9953	0,9953
Période antérieure	1,0133	0,9894
<b>Incidence sur les résultats comptables</b>		
Revenus nets d'intérêts augmentés (diminués)	(16)	5
Revenus autres que d'intérêts augmentés (diminués)	(10)	3
Revenus augmentés (diminués)	(26)	8
Charges diminuées (augmentées)	17	(6)
Dotation à la provision pour pertes sur créances diminuée (augmentée)	1	-
Impôts sur le résultat diminués (augmentés)	-	-
Bénéfice net augmenté (diminué)	(8)	2
<b>Incidence sur les résultats ajustés</b>		
Revenus nets d'intérêts augmentés (diminués)	(13)	4
Revenus autres que d'intérêts augmentés (diminués)	(9)	3
Revenus augmentés (diminués)	(22)	7
Charges diminuées (augmentées)	15	(5)
Dotation à la provision pour pertes sur créances diminuée (augmentée)	(1)	-
Impôts sur le résultat diminués (augmentés)	-	-
Bénéfice net ajusté augmenté (diminué)	(8)	2

Les résultats ajustés figurant dans la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## Autres mesures de la valeur

Pour la période de trois ans close le 31 janvier 2013, le rendement total des capitaux propres annuel moyen de BMO a été de 11,8 %.

Le profit économique net s'est établi à 318 millions de dollars, comparativement à 361 millions au quatrième trimestre de 2012 et à 434 millions au premier trimestre de 2012. Le profit économique net ajusté s'est situé à 289 millions, contre 380 millions au trimestre précédent et 273 millions au premier trimestre de 2012. Les variations du profit économique net ajusté depuis le premier trimestre de 2012 reflètent l'accroissement du capital de même que la progression du bénéfice. Le profit économique net de 318 millions représente le bénéfice net

attribuable aux actionnaires (1 030 millions), moins les dividendes sur actions privilégiées (33 millions), plus l'amortissement après impôts des immobilisations incorporelles (22 millions), déduction faite d'une charge au titre du capital (701 millions), et est considéré comme une mesure efficace de la valeur économique ajoutée. Le profit économique net ajusté se calcule de la même manière, mais au moyen du bénéfice net ajusté plutôt que du bénéfice net comptable et en omettant d'ajouter l'amortissement des immobilisations incorporelles.

Le profit économique net et celui ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR. Se reporter à la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR pour des commentaires sur l'utilisation et les limites de telles mesures.

#### **Bénéfice net**

##### **Comparaison du premier trimestre de 2013 et du premier trimestre de 2012**

Le bénéfice net s'est chiffré à 1 048 millions de dollars au premier trimestre de 2013, en baisse de 61 millions ou de 5 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le bénéfice par action a enregistré un recul de 6 %, se situant à 1,53 \$, contre 1,63 \$ il y a un an.

Le bénéfice net ajusté a été de 1 041 millions de dollars, en hausse de 69 millions ou de 7 % en regard de ce qu'il était un an plus tôt. Le bénéfice par action ajusté s'est établi à 1,52 \$, ayant augmenté de 7 % par rapport à celui de 1,42 \$ au premier trimestre de 2012. Les résultats ajustés et les éléments qui ont été exclus de leur calcul sont décrits plus en détail dans la section précédente qui traite du bénéfice net ajusté et dans celle intitulée Mesures non conformes aux PCGR, tout comme le sont nos commentaires sur l'utilisation et les limites de telles mesures.

Après ajustement, les revenus ont augmenté plus fortement que les charges, la hausse des revenus autres que d'intérêts ayant été particulièrement importante. Le bénéfice net ajusté de BMO Marchés des capitaux s'est grandement amélioré grâce à de meilleures conditions de marché, lesquelles ont favorisé la réalisation d'un montant élevé de revenus tirés des activités de banque d'investissement et de négociation. Les résultats du groupe Gestion privée (groupe GP) ont eux aussi grandement augmenté grâce à l'amélioration des résultats des activités d'assurance et à l'essor des actifs des clients. Le bénéfice net ajusté de PE États-Unis a progressé en regard de celui dégagé un an plus tôt, ce qui a résulté de l'effet positif de la réduction des charges et des dotations à la provision pour pertes sur créances. Quant aux résultats de PE Canada, ils se sont améliorés grâce au montant moins élevé des dotations à la provision pour pertes sur créances et à l'élargissement des volumes de la plupart des produits, ce qui a été contrebalancé en partie par la contraction de la marge nette d'intérêts. En regard de ceux d'il y a un an, les résultats ajustés des Services d'entreprise se sont dégradés à cause de la réduction du recouvrement sur les dotations à la provision pour pertes sur créances du portefeuille de prêts douteux acquis de M&I, de la hausse des charges et du repli des revenus. Les résultats de BMO ont bénéficié de la baisse du taux d'impôt effectif.

##### **Comparaison du premier trimestre de 2013 et du quatrième trimestre de 2012**

Le bénéfice net a diminué de 34 millions de dollars ou de 3 % par rapport au quatrième trimestre, et le bénéfice par action s'est comprimé de 0,06 \$ ou de 4 %. Le bénéfice net ajusté a fléchi de 84 millions ou de 7 %, et le bénéfice par action ajusté a reculé de 0,13 \$ ou de 8 %.

Les résultats du trimestre à l'étude se sont affaiblis depuis le quatrième trimestre à cause des coûts, au montant de 73 millions de dollars, de la rémunération liée au rendement du personnel admissible à la retraite, coûts qui sont toujours passés en charges au premier trimestre de l'exercice, ainsi que de la hausse des coûts des avantages du personnel, lesquels sont généralement plus élevés dans cette période. Après ajustement, une hausse importante a été inscrite par PE États-Unis et une croissance moins prononcée l'a été par PE Canada, tandis que les résultats du groupe GP sont demeurés inchangés. Le bénéfice net de BMO Marchés des capitaux a quelque peu diminué car le montant du recouvrement d'impôts avait été plus élevé au trimestre précédent. Les résultats ajustés des Services d'entreprise ont fléchi en raison de la baisse des revenus provenant de divers éléments, dont ceux liés à la trésorerie, éléments dont aucun n'a été important pris isolément. En outre, les recouvrements de pertes sur créances n'ont pas, tel qu'il est indiqué ci-dessus, été aussi élevés et les charges ont augmenté, notamment celles associées aux avantages du personnel et à la rémunération liée au rendement du personnel admissible à la retraite, charges qui, dans les deux cas, sont généralement plus élevées au premier trimestre de l'exercice.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

#### **Revenus**

Le total des revenus a baissé de 36 millions de dollars ou de 1 % depuis le premier trimestre de l'exercice précédent et s'est situé à 4 081 millions de dollars. Les revenus ajustés ont augmenté de 118 millions ou de 3 %, pour atteindre 3 861 millions. Les revenus de BMO Marchés des capitaux ont affiché une forte hausse puisque de bonnes conditions de marché ont généré d'excellents résultats au chapitre des activités de banque d'investissement et de négociation. Les revenus du groupe GP ont eux aussi nettement augmenté, et ce, grâce principalement à la progression des résultats des activités d'assurance et à la hausse des actifs des clients. Quant aux revenus de PE Canada, ils sont demeurés inchangés, ce qui reflète l'élargissement des volumes de la plupart des produits et le recul de la marge nette d'intérêts. Les revenus de PE États-Unis ont diminué à cause de la contraction de la marge nette d'intérêts, des profits sur titres et des frais de service des dépôts, ce qui a été compensé en partie par la hausse des profits à la vente de nouveaux prêts hypothécaires et des commissions sur prêts aux entreprises. Les revenus ajustés des Services d'entreprise ont eux aussi baissé, ce qui a résulté du recul des profits sur titres, d'un montant plus élevé de compensation sur une base d'imposition comparable (bic) des groupes au cours du trimestre à l'étude ainsi que de la baisse des revenus provenant de divers éléments, dont ceux liés à la trésorerie, éléments dont aucun n'a été important pris isolément. Le recul du dollar américain a retranché 22 millions ou 1 % de la croissance des revenus ajustés.

Les revenus ont fléchi de 95 millions de dollars ou de 2 % depuis le quatrième trimestre. Les revenus ajustés ont baissé de 59 millions ou de 2 %. Les revenus de tous les groupes d'exploitation se sont légèrement renforcés, sauf dans le cas du groupe GP où la croissance de ceux tirés des services de gestion de patrimoine a été plus qu'annulée par le recul des revenus d'assurance. Les revenus des Services d'entreprise ont accusé une baisse, qui a découlé essentiellement des revenus moins élevés générés par divers éléments, tel qu'il est indiqué ci-dessus. L'appréciation du dollar américain a ajouté 7 millions à la hausse des revenus ajustés.

Les variations des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts sont analysées dans les sections qui suivent.

La présente section renferme des résultats ajustés et des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

#### Revenus nets d'intérêts

À 2 216 millions de dollars, les revenus nets d'intérêts du trimestre écoulé ont été de 102 millions de dollars ou de 4 % inférieurs à ceux du premier trimestre de 2012. Les revenus nets d'intérêts comptables comprennent des montants relatifs à la constatation d'une portion de l'ajustement au titre des pertes sur créances du portefeuille de prêts productifs acquis de M&I. Après ajustement, les revenus nets d'intérêts ont baissé de 88 millions ou de 4 % et se sont établis à 2 004 millions. Toujours après ajustement, ces revenus ont baissé dans le cas du groupe GP, de PE États-Unis, de PE Canada et des Services d'entreprise, mais ont augmenté dans celui de BMO Marchés des capitaux.

La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est contractée de 20 points de base depuis un an pour s'établir à 1,85 %. Après ajustement, elle s'est repliée de 18 points de base et s'est située à 1,67 %, des baisses ayant été enregistrées par tous les groupes

d'exploitation. Ses variations sont traitées dans la section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

Au premier trimestre de 2013, l'actif productif moyen a progressé de 26 milliards de dollars ou de 6 % comparativement à il y a un an, résultat qui tient compte d'une baisse de 3 milliards résultant du repli du dollar américain. L'actif de tous les groupes d'exploitation a progressé. Les hausses les plus importantes ont été inscrites par BMO Marchés des capitaux par suite de l'accroissement des titres de négociation en raison d'occasions de placement, et par PE Canada par suite de l'essor des volumes de la plupart des produits.

Par rapport au quatrième trimestre, les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 71 millions de dollars ou de 3 %. Après ajustement, ils se sont accrus de 48 millions ou de 2 %. BMO Marchés des capitaux a constaté une forte hausse à ce chapitre étant donné qu'une charge à la résiliation d'un contrat de l'unité américaine avait été constatée au trimestre précédent. Quant au groupe GP, à PE Canada et à PE États-Unis, leurs revenus nets d'intérêts ont eux aussi augmenté.

La marge nette d'intérêts globale de BMO avant et après ajustement est demeurée pour ainsi dire la même que celle du quatrième trimestre. Après ajustement, les baisses constatées par les unités de PE ont été annulées par les hausses enregistrées par le groupe GP et BMO Marchés des capitaux.

L'actif productif moyen a progressé de 9 milliards de dollars ou de 2 % par rapport au quatrième trimestre et, de cette hausse, une tranche de 1 milliard est imputable à un dollar américain plus fort. Chaque groupe d'exploitation a enregistré une saine croissance à ce chapitre.

Dans la présente section, les résultats ajustés sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

#### Marge nette d'intérêts sur l'actif productif, après ajustement (bic)\*

#### Tableau 4

(en points de base)	T1-2013	T1-2012	Augmentation (Diminution) c. T1-2012	T4-2012	Augmentation (Diminution) c. T4-2012
PE Canada	265	292	(27)	268	(3)
PE États-Unis	421	447	(26)	430	(9)
Services bancaires Particuliers et entreprises	305	334	(29)	310	(5)
Groupe Gestion privée	290	383	(93)	285	5
BMO Marchés des capitaux	59	62	(3)	55	4
Services d'entreprise, y compris T&O**	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.
Total de la marge nette d'intérêts de BMO, après ajustement 1)	167	185	(18)	167	-
Total de la marge nette d'intérêts comptable de BMO	185	205	(20)	183	2
Total de la marge des services de détail au Canada (avant et après ajustement)***	265	292	(27)	267	(2)

\* La marge nette d'intérêts est calculée et présentée par rapport à l'actif productif moyen plutôt que par rapport à l'actif total. Cette méthode produit une mesure plus pertinente des marges et de leurs variations. Les marges des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic), tandis que la marge globale de BMO l'est selon les PCGR.

\*\* Les revenus nets d'intérêts ajustés des Services d'entreprise sont négatifs dans toutes les périodes et leur variabilité influe sur les changements de la marge nette d'intérêts.

\*\*\* Le total de la marge des services de détail au Canada représente la marge nette d'intérêts des activités combinées des secteurs canadiens de PE Canada et du groupe Gestion privée.

1) Montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

n. s. - non significatif

### Revenus autres que d'intérêts

Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 66 millions de dollars ou de 4 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent, s'établissant ainsi à 1 865 millions. Les éléments d'ajustement de ces revenus ont trait à la liquidation des activités de crédit structuré, ce qui est pris en compte dans les revenus de négociation. Après ajustement, les revenus autres que d'intérêts se sont accrus de 206 millions ou de 13 %, pour se situer à 1 857 millions. Il s'est produit une forte hausse des commissions de prise ferme et de consultation, soit surtout celles sur fusions et acquisitions et les commissions de prise ferme de titres de créance. Les revenus d'assurance se sont eux aussi fortement améliorés car les fluctuations des taux d'intérêt à long terme ont eu moins d'incidence qu'il y a un an et aussi parce que le volume de ces activités s'est accru. Les revenus tirés des fonds communs de placement et les commissions sur prêts ont nettement progressé, alors que l'essor des frais de services de cartes et des revenus de négociation ajustés a été moins important.

Par rapport au quatrième trimestre, les revenus autres que d'intérêts se sont repliés de 166 millions de dollars ou de 8 % et, après ajustement, ils se sont affaiblis de 107 millions ou de 5 %. Tant les revenus d'assurance que les profits sur titres et les revenus de négociation ajustés ont diminué. Les autres revenus ont fléchi depuis le quatrième trimestre. Les baisses indiquées ci-dessus ont été atténuées par la forte hausse des commissions de prise ferme et de consultation, soit surtout celles sur fusions et acquisitions et les commissions de prise ferme de titres de créance, ainsi que par l'amélioration des revenus des fonds communs de placement et des commissions sur prêts.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités donnent plus de détails sur les revenus autres que d'intérêts.

Dans la présente section, les résultats ajustés sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

### Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 36 millions de dollars ou de 1 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent, s'établissant ainsi à 2 590 millions. Après ajustement, elles ont augmenté de 86 millions ou de 4 %, pour se situer à 2 464 millions, ce qui a résulté essentiellement de l'augmentation des frais de personnel et de la rémunération liée au rendement, ce qui témoigne de la hausse des revenus. La dépréciation du dollar américain a retranché 15 millions ou 1 % de la hausse des charges ajustées.

En comparaison du quatrième trimestre, les charges autres que d'intérêts ont baissé de 111 millions ou de 4 %. Après ajustement, elles ont augmenté de 28 millions ou de 1 %. Les charges ajustées ont tenu compte d'une rémunération liée au rendement de 73 millions eu égard au personnel admissible à la retraite, cette rémunération étant toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice, et de la hausse des coûts des avantages du personnel, lesquels sont généralement plus élevés durant ce trimestre. Les éléments précités ont été contrebalancés en majeure partie par la poursuite des initiatives de gestion des coûts. Le renforcement du dollar américain a ajouté 5 millions à la hausse de ces charges après ajustement. Le levier d'exploitation comptable a été de 1,8 % et après ajustement, il s'est situé à -2,7 %. Après un ajustement au titre de la rémunération fondée sur des actions du trimestre à l'étude dont il a été fait mention ci-dessus, le levier d'exploitation ajusté s'est établi à 0,3 %.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités donnent plus de détails sur les charges autres que d'intérêts.

Dans la présente section, les résultats ajustés sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

### Gestion des risques

Nos méthodes de gestion des risques et les principales mesures de ceux-ci n'ont pas changé de manière significative en regard de celles décrites aux pages 75 à 92 du Rapport de gestion annuel pour 2012 de BMO.

### Dotations à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 178 millions de dollars au premier trimestre de 2013 et après ajustement, elle s'est située à 96 millions. Les éléments d'ajustement ont compris une dotation à la provision spécifique de 82 millions relativement au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I. Eu égard à ce portefeuille ou à d'autres portefeuilles de prêts, la provision générale n'a pas changé. Le montant ajusté de la dotation à la provision pour pertes sur créances, soit 96 millions, représente un résultat annualisé de 16 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, contre 113 millions ou 20 points de base annualisés au quatrième trimestre de 2012 et 91 millions ou 17 points de base annualisés au premier trimestre de 2012. Le montant ajusté de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances tient compte d'un recouvrement de 59 millions sur les prêts douteux acquis de M&I qui a été constaté ce trimestre, comparativement à des recouvrements de 132 millions au trimestre précédent et de 142 millions au premier trimestre de 2012.

Sur le plan géographique, les dotations à la provision spécifique au Canada et dans tous les autres pays, exclusion faite des États-Unis, ont totalisé 128 millions de dollars au premier trimestre de 2013, 143 millions au quatrième trimestre de 2012 et 153 millions au premier trimestre de 2012. Quant à celles constatées aux États-Unis, elles ont été de 50 millions au premier trimestre de 2013, contre 73 millions au quatrième trimestre de 2012 et un recouvrement de 31 millions il y a un an. Après ajustement, des recouvrements de 32 millions, de 30 millions et de 62 millions, respectivement, ont été enregistrés aux États-Unis au cours de ces mêmes périodes.

À compter du premier trimestre de 2013, les dotations à la provision pour pertes sur créances des groupes d'exploitation sont présentées en fonction des pertes réelles et non des pertes prévues. Les résultats des périodes antérieures ont été retraités en conséquence. Les dotations de chaque groupe d'exploitation sont présentées dans les tableaux 6 et 13.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances de PE Canada et du groupe GP ont, d'un trimestre à l'autre, baissé de 18 millions de dollars et de 9 millions, respectivement. La dotation à la provision de PE États-Unis a reculé de 43 millions depuis le trimestre précédent, pour se situer à 32 millions dans le trimestre à l'étude. Quant à la dotation de BMO Marchés des capitaux, elle s'est améliorée d'un trimestre à l'autre grâce à la hausse des recouvrements de montants déjà sortis du bilan. Après ajustement, le recouvrement des Services d'entreprise a été de 51 millions, contre 115 millions au dernier trimestre, ce qui a été causé par le recul des recouvrements liés aux prêts douteux acquis de M&I.

**Dotation à la provision pour pertes sur créances**
**Tableau 5**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2013	T4-2012	T1-2012
Nouvelles dotations à la provision spécifique	<b>418</b>	506	412
Reprises sur les provisions établies précédemment	<b>(82)</b>	(60)	(67)
Recouvrements de prêts sortis du bilan précédemment	<b>(158)</b>	(230)	(223)
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	<b>178</b>	216	122
Augmentation (diminution) de la provision générale	-	(24)	19
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>178</b>	192	141
Dotation à la provision pour pertes sur créances, après ajustement 1)	<b>96</b>	113	91
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée) 2)	<b>0,28</b>	0,31	0,23
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations, exclusion faite des portefeuilles acquis (annualisée) 2) 3)	<b>0,29</b>	0,39	0,48
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	<b>0,28</b>	0,34	0,20
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations, après ajustement (annualisée) 1)	<b>0,16</b>	0,20	0,17

1) La dotation à la provision pour pertes sur créances, après ajustement ne tient pas compte des dotations liées au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I ni des variations de la provision générale.

2) Certains ratios de 2012 ont été retraités afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour le bilan retraité.

3) Le ratio est présenté compte non tenu des portefeuilles acquis afin de permettre de meilleures comparaisons avec les données historiques.

Le tableau ci-dessus renferme des résultats ajustés et des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

**Dotation à la provision pour pertes sur créances par groupe d'exploitation 1)**
**Tableau 6**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2013	T4-2012	T1-2012
PE Canada	<b>128</b>	146	155
PE États-Unis	<b>32</b>	75	63
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>160</b>	221	218
Groupe Gestion privée	<b>2</b>	11	5
BMO Marchés des capitaux	<b>(15)</b>	(4)	(9)
Services d'entreprise, y compris T&O 2) 3)			
Portefeuille de prêts douteux garantis par des biens immobiliers	<b>8</b>	17	19
Prêts douteux acquis	<b>(59)</b>	(132)	(142)
Dotation à la provision pour pertes sur créances, après ajustement	<b>96</b>	113	91
Dotations à la provision spécifique relativement aux prêts productifs acquis 3)	<b>82</b>	103	31
Variation de la provision générale	-	(24)	19
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>178</b>	192	141

1) À compter du T1-2013, les dotations liées aux intérêts sur les prêts douteux sont attribuées aux groupes d'exploitation. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités en conséquence.

2) Les montants des Services d'entreprise tiennent compte de la dotation à la provision pour pertes sur créances à l'égard des prêts transférés de PE États-Unis aux Services d'entreprise au T3-2011.

3) Les dotations à la provision à l'égard des portefeuilles de prêts productifs acquis et de prêts douteux acquis sont présentées par les Services d'entreprise.

Le tableau ci-dessus renferme des résultats ajustés et des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

**Variations du solde brut des prêts et acceptations douteux (SBPAD) 1)**
**Tableau 7**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2013	T4-2012	T1-2012
SBPAD au début de la période	<b>2 976</b>	2 867	2 685
Augmentation des prêts et acceptations douteux	<b>630</b>	787	624
Diminution des prêts et acceptations douteux 2)	<b>(459)</b>	(367)	(379)
Montants sortis du bilan 3)	<b>(235)</b>	(311)	(273)
SBPAD à la fin de la période 1)	<b>2 912</b>	2 976	2 657
SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations 4)	<b>1,12</b>	1,17	1,10
SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations, exclusion faite des portefeuilles acquis 4) 5)	<b>0,80</b>	0,84	1,02
SBPAD en pourcentage du total des capitaux propres et des provisions pour pertes sur créances	<b>8,98</b>	9,30	8,74
SBPAD en pourcentage du total des capitaux propres et des provisions pour pertes sur créances, exclusion faite des portefeuilles acquis 5)	<b>5,96</b>	6,18	7,39

1) Le SBPAD ne tient pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

2) Comprend le montant des éléments douteux classés de nouveau dans les éléments productifs, les ventes de prêts, les remboursements et l'incidence des fluctuations des cours de change et des prêts aux particuliers sortis du bilan qui n'ont pas été comptabilisés dans les nouveaux prêts et acceptations douteux.

3) Ne tient pas compte de certains prêts qui sont directement sortis du bilan et qui ne sont pas classés dans les nouveaux prêts douteux (91 millions de dollars au T1-2013, 99 millions au T4-2012 et 104 millions au T1-2012).

4) Certains ratios de 2012 ont été retraités afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour le bilan retraité.

5) Le ratio est présenté compte non tenu des portefeuilles acquis afin de permettre de meilleures comparaisons avec les résultats passés.

Le tableau ci-dessus renferme des résultats ajustés et des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Dans le contexte actuel, les risques liés aux prêts hypothécaires à l'habitation et aux marges de crédit sur valeur domiciliaire figurent parmi nos préoccupations. BMO soumet régulièrement ses portefeuilles de prêts hypothécaires et de marges de crédit sur valeur domiciliaire à des simulations de crise afin d'évaluer les répercussions que pourraient avoir des événements extrêmes. Ces simulations de crise font intervenir des scénarios défavorables modérés et graves. Les pertes sur créances qui en découlent varient selon la gravité du scénario et elles sont considérées comme gérables.

#### Prêts douteux

Le solde brut des prêts douteux, compte non tenu des prêts douteux acquis, totalisait 2 912 millions de dollars à la fin du trimestre à l'étude, comparativement à 2 976 millions à la fin du trimestre précédent et à 2 657 millions il y a un an. Le montant, à la fin du trimestre, qui est indiqué ci-dessus comprend le solde brut des prêts douteux liés aux portefeuilles acquis, soit 991 millions. De ce solde, une tranche de 128 millions est visée par une entente de partage des pertes qui expire en 2015 dans le cas des prêts aux entreprises et en 2020 dans celui des prêts aux particuliers.

Les nouveaux prêts douteux (excluant le portefeuille de prêts productifs acquis de M&I) ont totalisé 355 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, contre 428 millions au quatrième trimestre de 2012 et 392 millions il y a un an. Les nouveaux prêts douteux liés au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I se sont situés à 275 millions durant le trimestre à l'étude, comparativement à 359 millions au quatrième trimestre de 2012 et à 232 millions il y a un an.

#### Risque de marché

Le total de la VaR associée à nos activités de négociation a légèrement baissé durant le trimestre grâce à la diminution des positions exposées aux facteurs de risque relevant des titres de participation et des taux d'intérêt ainsi que d'une plus grande diversification. Une gestion plus serrée du risque est le principal facteur à l'origine de l'augmentation modérée du total de la VaR associée aux titres disponibles à la vente. Le calcul de

la VaR liée au crédit a été modifiée en fonction de notre modèle mettant en jeu le risque propre aux titres de créance, modèle qui a été présenté aux organismes de réglementation afin qu'ils autorisent son utilisation comme modèle interne de capital réglementaire. Le total de la VaR associée à nos activités de négociation et la VaR en période de tension ont été retraités au 31 octobre 2012. Dans le cas du total de la VaR associée à nos activités de négociation, les chiffres de la VaR relatifs au crédit et au taux d'intérêt ont été retraités, le risque de crédit général ayant été reclassé de la VaR liée aux taux d'intérêt à la VaR liée au crédit. Le total de la VaR associée aux titres disponibles à la vente a été modifié pour inclure le risque de crédit spécifique. Les chiffres de la VaR en période de tension ont été retraités en raison de la mise en œuvre de nouveaux modèles de calibrage dans le cadre de la présentation du modèle interne.

Aucun changement majeur n'a été apporté à nos méthodes de gestion du risque structurel de marché durant le trimestre. Le risque structurel lié à la valeur de marché provient de la hausse des taux d'intérêt et reflète essentiellement le recul de la valeur de marché des prêts à taux fixe.

Le risque structurel de volatilité du résultat découle du recul des taux d'intérêt et reflète essentiellement la possibilité qu'au moment de la révision des taux, les prêts dont les taux sont fondés sur le taux préférentiel se voient attribuer des taux moins élevés. Le risque lié à la valeur de marché a fléchi par rapport au trimestre précédent en raison principalement de la diminution de la volatilité modélisée. La volatilité du résultat et le risque lié au résultat dans le cas de scénarios de baisse des taux d'intérêt ont diminué depuis le trimestre précédent en raison surtout du recul des taux planchers des dépôts. L'incidence positive sur le résultat aux termes de scénarios de hausses des taux d'intérêt a dépassé celle du trimestre précédent en raison de l'élargissement des marges sur les dépôts qui ont été modélisées et de la plus grande sensibilité des actifs. Les méthodes de gestion du risque de marché de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites aux pages 82 à 86 de son Rapport annuel pour 2012.

#### Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) – Négociation (en millions de dollars)\*

#### Tableau 8

(équivalent en dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2013				Au 31 octobre 2012
	À la fin du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la fin du trimestre
VaR liée aux produits de base	(0,5)	(0,7)	(1,0)	(0,5)	(0,6)
VaR liée aux actions	(5,2)	(6,1)	(7,3)	(5,2)	(6,6)
VaR liée au change	(2,8)	(2,6)	(4,4)	(0,1)	(0,2)
VaR liée aux taux d'intérêt	(3,7)	(5,3)	(10,6)	(3,2)	(4,5)
VaR liée au crédit	(5,4)	(6,4)	(9,4)	(4,2)	(5,5)
Diversification	9,3	10,3	n. s.	n. s.	6,7
<b>Total de la VaR – Négociation</b>	<b>(8,3)</b>	<b>(10,8)</b>	<b>(15,7)</b>	<b>(8,1)</b>	<b>(10,7)</b>
<b>Total de la VaR liée aux titres disponibles à la vente</b>	<b>(11,8)</b>	<b>(11,2)</b>	<b>(12,4)</b>	<b>(8,5)</b>	<b>(8,9)</b>

\* Le total de la VaR liée aux activités de négociation indiqué ci-dessus est assujéti au cadre de gestion des activités de négociation de BMO Marchés des capitaux.  
n. s. - non significatif

(équivalent en dollars canadiens avant impôts)	À la fin du trimestre	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2013			Au 31 octobre 2012 À la fin du trimestre
		Moyenne	Haut	Bas	
VaR liée aux produits de base en période de tension	(1,8)	(2,3)	(3,1)	(1,7)	(2,1)
VaR liée aux actions en période de tension	(8,9)	(10,1)	(12,6)	(7,4)	(10,5)
VaR liée au change en période de tension	(4,8)	(4,8)	(7,0)	(0,4)	(0,3)
VaR liée aux taux d'intérêt en période de tension	(8,4)	(10,7)	(15,2)	(8,0)	(11,4)
VaR liée au crédit en période de tension	(10,5)	(11,0)	(15,1)	(7,7)	(9,3)
Diversification	21,6	22,4	n. s.	n. s.	18,9
<b>VaR en période de tension – Négociation</b>	<b>(12,8)</b>	<b>(16,5)</b>	<b>(21,4)</b>	<b>(11,8)</b>	<b>(14,7)</b>

\* La VaR en période de tension est établie sur une base hebdomadaire.  
n. s. - non significatif

## Risque structurel lié à la valeur de marché, au bilan, et volatilité du résultat (en millions de dollars)\*

## Tableau 10

(équivalent en dollars canadiens)	31 janvier 2013	31 octobre 2012
Risque lié à la valeur de marché (avant impôts)	(546,6)	(590,6)
Volatilité du résultat sur 12 mois (après impôts)	(68,7)	(74,0)

\* Les pertes sont entre parenthèses. Elles sont mesurées selon un niveau de confiance de 99 %.

## Sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, au risque structurel de taux d'intérêt (en millions de dollars)\* \*\*

## Tableau 11

(équivalent en dollars canadiens)	Sensibilité de la valeur économique (avant impôts)		Sensibilité du résultat au cours des 12 prochains mois (après impôts)	
	31 janvier 2013	31 octobre 2012	31 janvier 2013	31 octobre 2012
Hausse de 100 points de base	(542,4)	(537,6)	52,1	20,1
Baisse de 100 points de base	401,5	402,9	(55,1)	(74,6)
Hausse de 200 points de base	(1 206,5)	(1 223,1)	83,1	27,2
Baisse de 200 points de base	789,1	783,6	(45,3)	(75,1)

\* Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

\*\* Dans le cas des activités d'assurance de BMO, une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 janvier 2013 donnerait lieu à une augmentation de 96 millions de dollars de leur résultat après impôts et à une hausse de 497 millions de leur valeur économique avant impôts (94 millions et 560 millions, respectivement, au 31 octobre 2012). Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 janvier 2013 donnerait lieu à une diminution de 80 millions de leur résultat après impôts et à une diminution de 575 millions de leur valeur économique avant impôts (74 millions et 634 millions, respectivement, au 31 octobre 2012). Ces incidences ne sont pas reflétées dans le tableau ci-dessus.

## Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est géré au moyen du cadre de gestion qui convient. Aucun changement important n'a été apporté à ce cadre durant le trimestre.

Les actifs liquides de BMO sont détenus essentiellement par nos secteurs qui mènent des activités de négociation et sont regroupés en lots d'actifs liquides supplémentaires qui sont conservés afin de parer aux éventualités. Les actifs liquides comprennent des actifs de grande qualité qui sont négociables, qui peuvent être cédés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidité et de financement. Ils ne comprennent pas les actifs potentiels qui pourraient être réalisés aux termes de programmes d'emprunt auprès de banques centrales ou d'autres sources sur les marchés. Au 31 janvier 2013, les actifs liquides totalisaient 227 milliards de dollars, contre 211 milliards au 31 octobre 2012. Leur hausse a découlé essentiellement de l'augmentation de la trésorerie en dépôt auprès de banques centrales ainsi que des soldes des titres pris en pension. La trésorerie et les valeurs mobilières de BMO représentaient 30,6 % du total de ses actifs au 31 janvier 2013, contre 29,4 % au 31 octobre 2012.

Les actifs liquides sont essentiellement détenus par la banque mère, par notre entité juridique américaine, BMO Harris Bank, et par les activités de courtage de BMO au Canada et à l'échelle internationale. Dans certains cas, une partie de ces actifs liquides est cédée en garantie entre des entités en échange de fonds de financement.

Dans le cadre normal des activités quotidiennes de la Banque, une partie de la trésorerie, des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés est donnée en garantie afin de soutenir les activités de négociation et la participation aux systèmes de compensation et de paiement. BMO peut également transporter des actifs en nantissement afin de mobiliser des fonds garantis ou de garantir les dépôts reçus de certaines contreparties. Les actifs liquides non grevés, soit le total des actifs liquides moins ceux cédés en garantie se chiffraient à 161 milliards, contre 145 milliards au 31 octobre 2012, le montant du trimestre à l'étude résultant des facteurs précités. Au 31 janvier 2013, les actifs cédés en garantie totalisaient 107 milliards de dollars, contre 109 milliards au 31 octobre 2012. Ces actifs ont diminué au premier trimestre en raison surtout des titres de financement à terme garantis qui sont venus à échéance. Au 31 janvier 2013, les actifs cédés en garantie représentaient 19,8 % du total des actifs.

Selon nos principes de financement, le financement de gros garanti et non garanti qui sert à financer les prêts et les actifs moins liquides doit être à plus long terme (généralement d'un terme de deux à dix ans) afin de mieux correspondre à la durée à courir de ces actifs.

La diversification de nos sources de financement de gros constitue un aspect important de notre stratégie globale de gestion de la liquidité. Au premier trimestre, BMO a, à des fins de financement de gros à terme, émis pour 7,2 milliards de dollars d'instruments au Canada et à l'échelle internationale. Au 31 janvier 2013, l'encours du financement de gros à terme totalisait 74,6 milliards, contre 72,1 milliards au 31 octobre

2012. Sa hausse a servi à financer la croissance des actifs nets ainsi qu'à refinancer les titres de financement de gros à terme dont l'échéance était imminente. La Banque prévoit avoir encore accès aux marchés du financement de gros à terme en 2013, soit essentiellement afin de refinancer les titres de financement de gros à terme qui viendront à échéance ainsi que de financer la croissance des actifs nets qui pourrait survenir au fil de l'exercice. Les méthodes de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites aux pages 86 à 88 de son Rapport annuel pour 2012.

## Liquidité des actifs

Tableau 12

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	31 janvier 2013	31 octobre 2012
<b>Actifs liquides, incluant ceux cédés en garantie</b>		
Trésorerie et valeurs mobilières		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	31 519	19 941
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	6 149	6 341
Valeurs mobilières		
Titres d'administrations publiques	63 921	66 251
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires 1)	7 209	7 961
Titres de créance d'entreprises	22 666	22 271
Actions d'entreprises	34 566	31 841
Total des valeurs mobilières	128 362	128 324
Total de la trésorerie et des valeurs mobilières 2) 3)	166 030	154 606
Titres pris en pension ou empruntés	52 957	47 011
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation (LNH)</i> (présentés comme des prêts au coût amorti) 1)	8 484	9 094
Actifs liquides 3)	227 471	210 711

### Actifs liquides par entité juridique

BMO	143 119	122 623
BMO Harris Bank	32 802	30 602
Firmes de courtage	51 550	57 486
Actifs liquides	227 471	210 711
Ratio trésorerie et valeurs mobilières/total des actifs (%)	30,6	29,4

### Actifs cédés en garantis 2)

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2013	31 octobre 2012
Actifs cédés en garantie inclus dans le total de la trésorerie et des valeurs mobilières	44 866	46 623
Actifs cédés en garantie inclus dans le total des titres pris en pension ou empruntés	21 378	18 796
Actifs liquides cédés en garantie 2)	66 244	65 419
Autres actifs cédés en garantie	40 863	43 229
Total des actifs cédés en garantis	107 107	108 648

1) Aux termes des IFRS, les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *LNH* qui comprennent les prêts hypothécaires montés par BMO à titre de sûretés sous-jacentes sont classés dans les prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *LNH* non grevés sont liquides et sont inclus à titre d'actifs liquides aux termes du cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de la Banque. Ce montant est présenté comme un poste distinct appelé Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*.

2) Les actifs liquides comprennent la trésorerie et les valeurs mobilières qui ont été donnés en garantie de titres prêtés, empruntés ou mis en pension et d'autres passifs garantis. Bien qu'ils soient garantis, ces actifs ne peuvent servir à répondre à nos besoins de liquidités. Les actifs liquides ne comprennent pas les garanties obtenues de clients qui ont été redonnées en garantie dans le cadre des activités de la Banque.

3) La trésorerie, les valeurs mobilières et les actifs liquides ne comprennent pas les autres sources de liquidités importantes, notamment les garanties obtenues de tiers ayant une cote de crédit élevée pouvant faire l'objet d'un nouveau prêt hypothécaire ou les liquidités qui pourraient être réalisées aux termes de programmes d'emprunts auprès de banques centrales ou d'autres sources sur les marchés. Le total de la trésorerie et des valeurs mobilières comprend également certains instruments qui, de l'avis de la direction, ne sont pas rapidement disponibles pour répondre aux exigences de la Banque en matière de liquidité (p. ex., les dépôts minimaux requis auprès de banques centrales de 1 045 millions de dollars, les titres détenus par la filiale d'assurance de BMO de 5 893 millions, l'entité de gestion de placements structurés de 1 128 millions et l'entité de protection du crédit de 1 343 millions, de même que certains investissements détenus par notre unité de banque d'affaires de 657 millions).

### Risque d'assurance

Aucun changement majeur dans nos méthodes de gestion de ce risque ni dans le degré de risque que posent nos activités d'assurance n'est survenu durant le trimestre. Les méthodes de gestion du risque d'assurance de BMO sont décrites à la page 89 de son Rapport annuel pour 2012.

### Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Dans la présente section, les résultats ajustés sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## Impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat a diminué de 48 millions de dollars depuis le premier trimestre de 2012, mais a augmenté de 64 millions par rapport au quatrième trimestre de 2012, pour s'établir à 265 millions. Le taux d'impôt effectif a été de 20,2 % pour le trimestre, contre 22,0 % il y a un an et 15,7 % au quatrième trimestre.

Après ajustement, la charge d'impôts sur le résultat s'est établie à 260 millions de dollars, soit 42 millions de moins qu'il y a un an, mais 14 millions de plus qu'au quatrième trimestre. Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 19,9 % pour le trimestre, contre 23,7 % au premier trimestre de 2012 et 17,9 % au quatrième trimestre de 2012. En regard du premier trimestre de 2012, la

baisse du taux d'impôt effectif ajusté dans le trimestre à l'étude a résulté essentiellement de recouvrements plus élevés des impôts de périodes antérieures et de la progression du bénéfice exonéré d'impôts. La hausse du taux d'impôt effectif ajusté entre le quatrième trimestre de 2012 et celui à l'étude est essentiellement attribuable au recul des recouvrements des impôts de périodes antérieures. Le taux d'impôt effectif ajusté est établi au moyen du bénéfice net ajusté et non du bénéfice net servant au calcul du bénéfice assujéti à l'impôt.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section sont des montants ou des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice 1)

Tableau 13

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2013	T4-2012	T3-2012	T2-2012	T1-2012	T4-2011	T3-2011	T2-2011
Total des revenus	<b>4 081</b>	4 176	3 878	3 959	4 117	3 822	3 320	3 333
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances (voir ci-dessous)	<b>178</b>	216	229	195	122	299	245	265
Dotation à la provision générale pour pertes sur créances	-	(24)	8	-	19	63	(15)	32
Charges autres que d'intérêts	<b>2 590</b>	2 701	2 484	2 499	2 554	2 432	2 221	2 030
Bénéfice net comptable (voir ci-dessous)	<b>1 048</b>	1 082	970	1 028	1 109	768	708	813
Bénéfice net ajusté (voir ci-dessous)	<b>1 041</b>	1 125	1 013	982	972	832	856	770
Bénéfice de base par action (\$)	<b>1,53</b>	1,59	1,42	1,52	1,65	1,12	1,10	1,34
Bénéfice dilué par action (\$)	<b>1,53</b>	1,59	1,42	1,51	1,63	1,11	1,09	1,32
Bénéfice dilué par action, après ajustement (\$)	<b>1,52</b>	1,65	1,49	1,44	1,42	1,20	1,34	1,25
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%)	<b>1,85</b>	1,83	1,88	1,89	2,05	2,01	1,76	1,82
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif, après ajustement (%)	<b>1,67</b>	1,67	1,70	1,76	1,85	1,78	1,78	1,83
Taux d'impôt effectif (%)	<b>20,2</b>	15,7	16,2	18,7	22,0	25,3	18,5	19,2
Taux d'impôt effectif, après ajustement (%)	<b>19,9</b>	17,9	16,9	19,5	23,7	20,7	19,7	21,7
Cours de change moyen entre les dollars canadien et américain	<b>1,00</b>	0,99	1,02	0,99	1,01	1,01	0,96	0,96
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances 2)								
PE Canada	<b>128</b>	146	147	167	155	178	154	166
PE États-Unis	<b>32</b>	75	76	60	63	71	60	85
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>160</b>	221	223	227	218	249	214	251
Groupe Gestion privée	<b>2</b>	11	5	1	5	2	(1)	5
BMO Marchés des capitaux	<b>(15)</b>	(4)	-	19	(9)	12	10	4
Services d'entreprise, y compris T&O	<b>31</b>	(12)	1	(52)	(92)	36	22	5
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de BMO Groupe financier	<b>178</b>	216	229	195	122	299	245	265
Bénéfice net comptable								
PE Canada	<b>458</b>	442	459	433	441	419	436	400
PE États-Unis	<b>182</b>	140	139	142	159	162	90	21
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>640</b>	582	598	575	600	581	526	421
Groupe Gestion privée	<b>163</b>	164	109	147	104	138	109	90
BMO Marchés des capitaux	<b>310</b>	314	250	233	224	156	288	250
Services d'entreprise, y compris T&O	<b>(65)</b>	22	13	73	181	(107)	(215)	52
Bénéfice net de BMO Groupe financier	<b>1 048</b>	1 082	970	1 028	1 109	768	708	813
Bénéfice net ajusté								
PE Canada	<b>461</b>	444	462	436	443	422	437	401
PE États-Unis	<b>195</b>	156	155	157	176	179	99	26
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>656</b>	600	617	593	619	601	536	427
Groupe Gestion privée	<b>169</b>	169	114	153	109	143	111	92
BMO Marchés des capitaux	<b>310</b>	315	250	233	224	156	289	250
Services d'entreprise, y compris T&O	<b>(94)</b>	41	32	3	20	(68)	(80)	1
Bénéfice net ajusté de BMO Groupe financier	<b>1 041</b>	1 125	1 013	982	972	832	856	770

1) Les résultats ajustés qui sont présentés dans ce tableau sont des montants ou des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

2) Les soldes des périodes antérieures ont été retraités afin de refléter un changement dans la méthode comptable utilisée pour la répartition des dotations à la provision pour pertes sur créances. Voir la section Analyse des résultats des groupes d'exploitation pour obtenir plus de détails à ce sujet.

## Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice (suite)

Les tendances trimestrielles relatives au bénéfice de BMO sont examinées en détail aux pages 96 et 97 de son Rapport de gestion annuel pour 2012. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. Le tableau 13 présente un sommaire des résultats obtenus entre le deuxième trimestre de 2011 et le premier trimestre de 2013, inclusivement.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et unités soient transférés d'un groupe d'exploitation client à un autre afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période à l'étude. Nous avons, durant le trimestre écoulé, commencé à imputer les dotations à la provision pour pertes sur créances aux groupes d'exploitation de la Banque en fonction de leurs pertes sur créances réelles. Antérieurement, nous leur imputions les pertes sur créances au moyen d'une méthode de provisionnement selon les pertes prévues. Les résultats des périodes antérieures ont été retraités en conséquence.

Nous avons maintenu le cap sur l'enracinement d'une culture qui place le client au centre de tout ce que nous faisons. La conjoncture économique a parfois représenté un défi pour certains de nos secteurs en 2011 et en 2012, mais dans l'ensemble, les conditions se sont améliorées et les résultats trimestriels ajustés ont, en général, affiché des tendances à la hausse au cours des deux derniers exercices. Dans les plus récents trimestres, nous avons mis davantage l'accent sur l'amélioration de notre productivité.

Les volumes de la majeure partie des produits des secteurs des services aux particuliers et aux entreprises de PE Canada ont affiché une saine croissance. En général, le bénéfice net a montré des tendances à la hausse tout au long de 2012 ainsi que dans le premier trimestre de 2013, les revenus et les charges ayant légèrement augmenté et les dotations à la provision pour pertes sur créances ayant baissé durant ce trimestre. L'essor du bénéfice et des revenus a été freiné par la contraction de la marge nette d'intérêts, laquelle a résulté de la faiblesse des taux d'intérêt.

Le bénéfice net de PE États-Unis a augmenté. Ses résultats ont commencé à s'améliorer grandement vers la fin du troisième trimestre de 2011 grâce à l'incidence positive de l'acquisition de M&I ainsi qu'à la hausse de soldes des prêts aux entreprises, soldes qui connaissaient une croissance anémique depuis le début du ralentissement économique en 2007.

Les résultats opérationnels du groupe GP ont été excellents dans les derniers trimestres. Stimulés par l'essor des actifs des clients au fil du redressement des marchés, ses résultats trimestriels, compte non tenu de ceux des activités d'assurance, se sont améliorés de manière plutôt constante. Au troisième trimestre de 2011, ses résultats ont commencé à refléter l'acquisition des activités de gestion de patrimoine de M&I. Quant aux résultats trimestriels des activités d'assurance, ils ont fluctué.

Les résultats de BMO Marchés des capitaux pour les neuf premiers mois de 2011 ont été très solides, mais ils ont reculé au quatrième trimestre de cet exercice en raison de la conjoncture difficile des marchés. Les résultats des neuf premiers mois de 2012 ont été généralement satisfaisants, mais ils ont été moins

élevés que ceux de 2011 étant donné les conditions moins favorables des marchés. Les résultats se sont améliorés au dernier trimestre de 2012 en raison de l'accroissement des revenus et d'un recouvrement d'impôts sur le résultat de périodes antérieures. Le bénéfice net de 2012 a été supérieur à celui de 2011. Les résultats du plus récent trimestre reflètent également un bénéfice net élevé qui a découlé de la meilleure tenue des marchés, laquelle a entraîné des niveaux fort élevés de revenus tirés des activités de banque d'investissement et de négociation.

Dans l'ensemble, les dotations à la provision pour pertes sur créances de BMO en pourcentage des prêts et acceptations ont diminué de 2011 à 2012, et cette tendance se maintient depuis le début de 2013. Les dotations après ajustement, qui ne tiennent pas compte des dotations relatives au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I ni des variations de la provision générale, ont peu fluctué en 2012 et depuis le début de 2013, mais ont été moins importantes qu'en 2011 en raison notamment des recouvrements sur les provisions relatives au portefeuille de prêts douteux acquis de M&I et d'une amélioration des conditions de crédit aux États-Unis.

Le bénéfice net trimestriel des Services d'entreprise peut varier, et ce, en grande partie à cause de la prise en compte d'éléments d'ajustement, ces éléments étant pour la plupart constatés par ce secteur. Les résultats ajustés des Services d'entreprise ont été relativement stables en 2012 et supérieurs à ceux de 2011. Cette amélioration s'explique essentiellement par une baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances après ajustement comptabilisée par les Services d'entreprise en 2012, baisse qui reflète d'importants recouvrements sur les dotations à l'égard du portefeuille de prêts douteux acquis de M&I. Ces recouvrements peuvent varier et leur recul au premier trimestre de 2013, la baisse des revenus et la hausse des charges ont affaibli les résultats des Services d'entreprise pour ce trimestre.

Le dollar américain s'est déprécié au premier semestre de 2011 avant de se raffermir au quatrième trimestre et d'atteindre un niveau proche de la parité. En 2012 et depuis le début de 2013, les fluctuations des cours de change ont été moins prononcées. Un dollar américain faible fait diminuer les valeurs converties des revenus, des charges, des dotations à la provision pour pertes sur créances, des impôts sur le résultat et du bénéfice net libellés en dollars américains.

Le taux d'impôt effectif varie car il dépend du moment de la résolution de certaines questions fiscales, des recouvrements d'impôts sur le résultat de périodes antérieures ainsi que de la proportion relative du bénéfice attribuable à chaque territoire dans lequel nous exerçons des activités. Le taux effectif ajusté a diminué de 2011 à 2012, et ce, en raison principalement d'une réduction de 1,6 point de pourcentage du taux d'impôt prévu par la loi au Canada en 2012 ainsi que de la hausse des recouvrements d'impôts sur le résultat de périodes antérieures. Le taux s'est accru en 2013 à cause de la baisse des recouvrements.

## Mise en garde

La présente section portant sur les tendances trimestrielles relatives au bénéfice contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

## Bilan

Au 31 janvier 2013, le total des actifs atteignait 542,3 milliards de dollars, ayant augmenté de 16,8 milliards depuis le 31 octobre 2012, le renforcement du dollar américain ayant eu très peu de conséquences sur ce total. Sa hausse reflète essentiellement les augmentations de 11,4 milliards de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques, de 5,9 milliards des titres pris en pension ou empruntés et de 5,3 milliards du solde net des prêts et acceptations, facteurs qui ont été contrebalancés en partie par la diminution de 5,8 milliards des autres actifs.

La hausse de 11,4 milliards de dollars de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques a résulté essentiellement de l'augmentation des soldes auprès de banques centrales.

L'accroissement de 5,9 milliards de dollars des titres pris en pension ou empruntés vient principalement de l'intensification des opérations réalisées pour les clients.

La hausse de 5,3 milliards de dollars du solde net des prêts et acceptations a résulté surtout d'une augmentation des prêts aux entreprises et aux administrations publiques consentis par PE États-Unis et PE Canada ainsi que d'une hausse des prêts hypothécaires à l'habitation qu'a enregistrée principalement PE Canada.

La diminution de 5,8 milliards de dollars des autres actifs est essentiellement attribuable au recul des actifs financiers dérivés, soit surtout des contrats sur taux d'intérêt. Une baisse correspondante des passifs financiers dérivés a été constatée.

Les passifs et les capitaux propres se sont accrus de 16,8 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2012, ce qui reflète essentiellement la progression de 27,2 milliards des dépôts, ce qui a été annulé en partie par des diminutions de 5,2 milliards des passifs financiers dérivés, de 2,0 milliards des titres mis en pension ou prêtés, de 2,0 milliards des titres vendus à découvert et de 2,2 milliards des autres passifs. Le reste des passifs et des capitaux propres s'est accru d'un total de 1,0 milliard.

L'accroissement de 27,2 milliards de dollars des dépôts a résulté principalement d'une augmentation de 17,1 milliards des dépôts des entreprises et des administrations publiques par suite de l'accroissement des dépôts aux États-Unis et du financement de gros en dollars américains. Les dépôts des particuliers ont augmenté de 5,5 milliards et ceux des banques ont progressé de 4,6 milliards.

Le tableau 23, à la page 113 du Rapport annuel pour 2012 de BMO, indique les obligations contractuelles par année d'échéance. Il ne s'est produit aucun changement important dans les obligations contractuelles hors du cadre normal des activités. La note 19 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités donne plus de renseignements sur les échéances contractuelles des actifs et des passifs à la fin du trimestre.

## Gestion du capital

### Analyse du capital réglementaire du premier trimestre de 2013

La situation de BMO en matière de capital demeure excellente, son ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, selon Bâle III, étant de 9,4 % au 31 janvier 2013, ce qui est nettement supérieur au ratio cible de 7 % des banques auquel s'attend le Bureau du surintendant des institutions financière (BSIF), tel qu'il est expliqué dans le paragraphe ci-dessous.

Depuis le premier trimestre de 2013, les exigences en matière de capital réglementaire de BMO sont déterminées en fonction de Bâle III. En 2013, les ratios de capital minimums exigés par Bâle III sont de 3,5 % dans le cas du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, de 4,5 % dans celui du ratio de première catégorie et de 8 % dans celui du capital total, ces ratios étant calculés en fonction de l'application, sur cinq ans, d'ajustements réglementaires et du retrait, sur neuf ans, des instruments qui ne sont plus admissibles en tant que capital réglementaire en vertu des règles de Bâle III. Cependant, les lignes directrices du BSIF exigent des institutions canadiennes qui acceptent des dépôts qu'elles respectent dès 2013 les exigences en matière de capital de Bâle III prévues pour 2019 (selon une formule de calcul « tout compris »), si ce n'est de celles concernant le retrait graduel du capital non admissible, et que ces institutions atteignent un ratio cible des capitaux propres ordinaires de première catégorie selon Bâle III d'au moins 7 % (ratio minimal de 4,5 % plus un coussin de conservation du capital de 2,5 %) au plus tard le 31 janvier 2013.

Le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie a augmenté d'environ 75 points de base par rapport au ratio pro forma au 31 octobre 2012 en raison de la hausse du capital de première catégorie sous forme d'actions ordinaires et de la baisse des actifs pondérés en fonction des risques, tel qu'il est décrit ci-dessous.

Au 31 janvier 2013, le capital de première catégorie sous forme d'actions ordinaires s'établissait à 19,9 milliards de dollars, dépassant ainsi de 0,6 milliard le montant pro forma de 19,3 milliards au 31 octobre 2012, ce qui s'explique principalement par l'essor des résultats non distribués et par l'émission d'actions ordinaires aux termes du Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et de l'exercice d'options sur actions.

Au 31 janvier 2013, les actifs pondérés en fonction des risques, selon Bâle III, s'élevaient à 211 milliards de dollars, soit 11 milliards de moins que le montant estimatif pro forma, selon Bâle III, de 222 milliards au 31 octobre 2012, ce qui a découlé principalement d'une réduction des actifs pondérés en fonction des risques, compte tenu d'un ajustement d'évaluation du crédit. Cette réduction a résulté de la décision du BSIF, annoncée en décembre 2012, de repousser à janvier 2014 la date d'entrée en vigueur de l'imposition d'une charge sur le capital au titre du risque inhérent aux ajustements d'évaluation du crédit. Ce report vise à synchroniser l'implantation de cette charge avec l'entrée en vigueur de Bâle III aux États-Unis et dans les pays de l'Union européenne, et il a donné lieu à une amélioration d'environ 35 points de base de notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie au 31 janvier 2013.

Le ratio du capital de première catégorie et celui du capital total de la Banque, selon Bâle III, se situaient respectivement à 11,1 % et 13,4 % au 31 janvier 2013, contre 10,5 % et 12,9 % sur une base pro forma au 31 octobre 2012. Ces ratios se sont améliorés grâce à la hausse du capital de première catégorie sous forme d'actions ordinaires et à la baisse des actifs pondérés en fonction des risques dont il est fait mention ci-dessus, ce qui a été atténué par le retrait graduel d'instruments autres que des actions ordinaires qui ne remplissent pas les exigences de Bâle III imposées par le BSIF, dont celles concernant le capital conditionnel en cas de non-viabilité, ainsi que par le rachat de 200 millions de dollars d'actions privilégiées qui a été annoncé en janvier 2013.

Le ratio transitoire de l'actif au capital de BMO, ratio de levier financier que surveille le BSIF, était de 16,1 au 31 janvier 2013. Ce ratio a dépassé celui de 15,2 au 31 octobre 2012, selon Bâle II, en raison surtout de l'essor du bilan et des modifications transitoires de Bâle III.

La section Gestion globale du capital, qui figure aux pages 60 à 64 du Rapport annuel pour 2012 de BMO, renferme d'autres renseignements sur les changements apportés au capital réglementaire par Bâle III.

Les investissements de BMO dans ses établissements américains sont essentiellement libellés en dollars américains. Les profits ou pertes de change découlant de la conversion, en dollars canadiens, de ces investissements sont pris en compte dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires (même s'ils ne sont assujettis à l'impôt que lorsqu'ils sont réalisés). Conjugué à l'incidence de la conversion des actifs pondérés en fonction des risques libellés en dollars américains sur ceux en dollars canadiens et aux répercussions des déductions du capital en dollars américains sur son capital en dollars canadiens, cela peut rendre volatils les ratios de capital de la Banque. BMO peut couvrir partiellement ce risque de change en finançant ses investissements à l'étranger en dollars américains et peut conclure des contrats dérivés, tels des contrats de change à terme, ou choisir de financer ses investissements en dollars canadiens afin d'atténuer l'incidence des fluctuations des cours de change sur ses ratios de capital.

#### Autres faits nouveaux touchant le capital

Au cours du trimestre, 1 280 000 actions ordinaires ont été émises aux termes du Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et de l'exercice d'options sur actions. Le 30 janvier 2013, nous avons annoncé que la Bourse de Toronto (TSX) et le BSIF nous avaient autorisé à procéder à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités par voie des installations de la TSX afin de racheter, à des fins d'annulation, jusqu'à 15 millions d'actions ordinaires de BMO entre le 1<sup>er</sup> février 2013 et le 31 janvier 2014. Le calendrier et le montant des rachats aux termes de cette offre seront à la discrétion de la direction qui appuiera ses décisions sur des facteurs tels la tenue des marchés et la suffisance du capital. La Banque ne procédera à un rachat aux termes de cette offre qu'après avoir consulté le BSIF.

Le 26 février 2013, BMO a annoncé que son Conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel de 0,74 \$ par action ordinaire payable aux détenteurs d'actions ordinaires, ce qui correspond à une augmentation de 0,02 \$ par action comparativement à celui du trimestre précédent. La hausse de notre dividende reflète notre excellente situation en matière de capital ainsi que le succès de nos stratégies commerciales.

Le dividende doit être versé le 28 mai 2013 aux actionnaires inscrits le 1<sup>er</sup> mai 2013. Les détenteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de le réinvestir dans des actions ordinaires supplémentaires en vertu du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires de BMO (le Régime). Aux termes de ce régime, la Banque a déterminé que les actions ordinaires visées seront des actions nouvellement émises.

#### Mise en garde

Les sections précédentes qui traitent de la gestion du capital renferment des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Ces sections contiennent également des résultats et mesures ajustés, lesquels ne sont pas conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

#### Capital réglementaire admissible et actifs pondérés en fonction des risques

Tableau 14

Capital réglementaire et actifs pondérés en fonction des risques, selon Bâle III (en millions de dollars canadiens)	1) Tout compris	2) Transitoire
	T1-2013	T1-2013
<b>Capital de première catégorie sous forme d'actions ordinaires : instruments et réserves</b>		
Actions ordinaires admissibles émises directement (et leurs équivalents dans le cas de sociétés qui ne sont pas des sociétés par actions) plus la prime d'émission	12 241	12 241
Résultats non distribués	14 002	14 079
Cumul des autres éléments du résultat global (et autres réserves)	290	290
Actions ordinaires émises par des filiales et détenues par des tiers (montant permis dans le capital de première catégorie sous forme d'actions ordinaires du groupe)	-	-
<b>Capital de première catégorie sous forme d'actions ordinaires : ajustements réglementaires</b>		
Ajustements réglementaires appliqués au capital de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, selon Bâle III	(6 640)	-
<b>Capital de première catégorie sous forme d'actions ordinaires</b>	<b>19 893</b>	<b>26 610</b>
<b>Capital de première catégorie supplémentaire : instruments</b>		
Instruments supplémentaires admissibles de première catégorie émis directement plus la prime d'émission	-	-
Instruments de capital émis directement qui seront retirés graduellement du capital de première catégorie supplémentaire	3 543	3 543
Instruments supplémentaires de première catégorie admissibles (et le capital de première catégorie sous forme d'actions ordinaires non inclus autrement) émis par des filiales et détenus par des tiers (montant permis dans le capital de première catégorie supplémentaire du groupe)	-	-
Instruments supplémentaires de première catégorie (et le capital de première catégorie sous forme d'actions ordinaires non inclus autrement) émis par des filiales et détenus par des tiers (montant permis dans le capital de première catégorie supplémentaire du groupe)	347	347
<b>Capital de première catégorie supplémentaire : ajustements réglementaires</b>		
Ajustements réglementaires appliqués au capital de première catégorie supplémentaire, selon Bâle III	(419)	(3 811)
<b>Capital de première catégorie supplémentaire</b>	<b>3 471</b>	<b>79</b>
<b>Capital de première catégorie (Capital de première catégorie sous forme d'actions ordinaires et capital de première catégorie supplémentaire)</b>	<b>23 364</b>	<b>26 689</b>

**Capital réglementaire admissible et actifs pondérés en fonction des risques (suite)**
**Tableau 14**

Capital réglementaire et actifs pondérés en fonction des risques, selon Bâle III (en millions de dollars canadiens)	1) Tout compris	2) Transitoire
	T1-2013	T1-2013
<b>Capital de première catégorie (Capital de première catégorie sous forme d'actions ordinaires et capital de première catégorie supplémentaire)</b>	<b>23 364</b>	26 689
<b>Capital de deuxième catégorie : instruments et réserves</b>		
Instruments admissibles de deuxième catégorie émis directement plus la prime d'émission	-	-
Instruments de capital émis directement qui seront retirés graduellement du capital de deuxième catégorie	4 405	4 405
Instruments de deuxième catégorie admissibles (et le capital de première catégorie sous forme d'actions ordinaires et les instruments de première catégorie supplémentaires non inclus autrement) émis par des filiales et détenus par des tiers (montant permis dans le capital de deuxième catégorie du groupe)	-	-
Instruments de deuxième catégorie (et le capital de première catégorie sous forme d'actions ordinaires et les instruments de première catégorie supplémentaires non inclus autrement) émis par des filiales et détenus par des tiers (montant permis dans le capital de deuxième catégorie du groupe) qui seront retirés progressivement	215	215
Provisions	270	270
<b>Capital de deuxième catégorie : ajustements réglementaires</b>		
Ajustements réglementaires appliqués au capital de deuxième catégorie, selon Bâle III	(50)	(30)
<b>Capital de deuxième catégorie</b>	<b>4 840</b>	4 860
<b>Capital total (capital de première catégorie et capital de deuxième catégorie)</b>	<b>28 204</b>	31 549
<b>Total des actifs pondérés en fonction des risques</b>	<b>210 671</b>	214 298
<b>Ratios de capital (%)</b>		
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	9,4	12,4
Ratio du capital de première catégorie	11,1	12,4
Ratio du capital total	13,4	14,7

- 1) Le capital réglementaire établi selon une formule de calcul « tout compris » suppose que les ajustements réglementaires de Bâle III ont été instaurés en date du 1<sup>er</sup> janvier 2013 et que la valeur en capital des instruments qui ne sont plus admissibles en tant que capital réglementaire selon les règles de Bâle III sera retirée progressivement au rythme de 10 % par année entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 1<sup>er</sup> janvier 2022.
- 2) Le capital réglementaire transitoire suppose que les ajustements réglementaires de Bâle III seront appliqués progressivement entre le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et que la valeur en capital des instruments qui ne sont plus admissibles en tant que capital réglementaire selon les règles de Bâle III sera retirée progressivement au rythme de 10 % par année entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

**Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires**
**Tableau 15**

Au 20 février 2013	Nombre d'actions ou montant en dollars
Actions ordinaires	652 017 000
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 5 1)	200 000 000 \$
Série 13	350 000 000 \$
Série 14	250 000 000 \$
Série 15	250 000 000 \$
Série 16	300 000 000 \$
Série 18	150 000 000 \$
Série 21	275 000 000 \$
Série 23	400 000 000 \$
Série 25	290 000 000 \$
Options sur actions	
- droits acquis	9 158 000
- droits non acquis	7 848 000

1) Les actions de série 5 ont été rachetées le 25 février 2013.

La note 20 afférente aux états financiers consolidés audités, aux pages 156 et 157 du Rapport annuel pour 2012 de BMO, traite en détail du capital social.

**Désignation des dividendes admissibles**

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

**Cotes de crédit**

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à ceux à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important dans sa capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès à des fonds sur les marchés financiers, et ce, à des taux attractifs. Si nos cotes se détérioraient de manière importante, il est probable que le coût de nos fonds augmenterait fortement et qu'il nous serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés financiers. Un abaissement majeur de nos cotes aurait également d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 10 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 143 du Rapport annuel pour 2012 de BMO.

Le 28 janvier 2013, Moody's a mené à terme un examen de la plupart des banques canadiennes et a abaissé d'un cran les cotes des titres d'emprunt à long terme de BMO et de ceux des autres banques visées par cet examen. Moody's a également réduit la cote des titres d'emprunt subordonnés de BMO et de toutes les autres banques canadiennes comparables. Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de premier rang de BMO par les trois autres agences de notation sont demeurées inchangées au cours du trimestre et ses quatre cotes sont assorties de perspectives stables. Ces cotes sont celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité, et sont les suivantes : AA pour DBRS, AA- pour Fitch, Aa3 pour Moody's et A+ pour Standard & Poor's (S&P).

#### **Transactions avec des parties liées**

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à du personnel de direction clé, à nos coentreprises et à des entreprises associées selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients. Nous proposons à nos employés un éventail précis de produits de prêts hypothécaires et autres prêts qui sont assortis des taux que nous accordons généralement à nos clients privilégiés. Nous offrons également aux employés une subvention à l'égard des frais annuels de cartes de crédit basée sur ces frais.

Les paiements fondés sur des actions qui sont attribués à du personnel de direction clé sont analysés à la note 27 afférente aux états financiers consolidés audités, aux pages 168 et 169 du Rapport annuel pour 2012 de BMO.

#### **Arrangements hors bilan**

Dans le cadre normal de ses activités, BMO conclut un certain nombre d'arrangements hors bilan, dont les plus importants sont les instruments de crédit, les entités ad hoc et les garanties, arrangements décrits aux pages 64, 65, 66 et 70 de son Rapport annuel pour 2012 ainsi qu'aux notes 5 et 7 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non audités. Nous consolidons toutes nos entités ad hoc, si ce n'est de certaines entités de titrisation des clients canadiennes et de certaines entités à financement structuré. La section qui porte sur les instruments financiers désignés donne plus de détails sur les changements importants dans ces arrangements au cours du trimestre clos le 31 janvier 2013.

#### **Méthodes comptables et principales estimations comptables**

Les notes afférentes aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2012 renferment la description de nos principales méthodes comptables ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications.

#### **Modifications futures de méthodes comptables**

En date du 1<sup>er</sup> novembre 2013, BMO adoptera les nouvelles normes concernant les avantages du personnel, l'évaluation de la juste valeur, les états financiers consolidés, les participations dans des entreprises associées et des coentreprises, la compensation et les informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités. La note 1 afférente aux états financiers consolidés audités figurant aux pages 124 à 127 du Rapport annuel pour 2012 de BMO renferme d'autres renseignements sur les nouvelles normes et les modifications aux normes existantes.

La présente section qui traite des modifications futures de méthodes comptables contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

#### **Évolution de la réglementation aux États-Unis**

Nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de réglementation américaine, dont les réformes financières en vertu de la loi intitulée *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* (la loi *Dodd-Frank*), et de nous y préparer. La présente section décrit sommairement ces faits nouveaux. Pour une analyse plus poussée, il y a lieu de se reporter à la section qui porte le même titre et qui est présentée à la page 69 du Rapport de gestion annuel pour 2012 de BMO.

En vertu de la loi *Dodd-Frank*, les swaps seront assujettis à un régime de réglementation étendu. Certains swaps devront faire l'objet d'une compensation centrale ou être négociés en bourse. BMO s'est inscrit en tant qu'opérateur sur swaps auprès de la CFCT des États-Unis le 31 décembre 2012. Les exigences de communication de l'information et de conduite des affaires relativement aux swaps devraient entrer en vigueur progressivement au cours des six prochains mois. Quant à celles concernant le capital et les marges eu égard aux swaps, elles sont actuellement en voie d'être examinées par les organismes de réglementation américains et internationaux.

En décembre 2012, le CRF a publié, afin de recueillir des commentaires, un projet de règlement qui établirait des normes prudentielles plus rigoureuses et qui imposeraient des exigences portant sur l'application anticipée de mesures correctives à certaines banques étrangères ayant des établissements aux États-Unis, dont BMO. Le projet de règlement comporte de nouvelles exigences portant sur la structure organisationnelle, la gestion des risques, le capital, la liquidité, les simulations de crise et l'application anticipée de mesures correctives qui visent toutes les entités américaines des banques étrangères. Les exigences s'appliquant à BMO Financial Corp. sont semblables à celles imposées aux banques américaines. Le Conseil de la Réserve fédérale a indiqué que les exigences entreraient en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2015. BMO est actuellement en voie d'examiner le projet de règlement.

#### **Mise en garde**

La présente section qui traite de l'évolution de la réglementation aux États-Unis contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

### **Instruments financiers désignés**

Les pages 64 à 66 du Rapport de gestion annuel pour 2012 de BMO renferment de l'information supplémentaire sur des instruments financiers désignés qui, à compter de 2008 et d'après des évaluations ultérieures, ont commencé à être perçus par les marchés comme comportant un risque accru. Nous invitons les lecteurs à passer en revue cette information qui les aidera à comprendre la nature et l'ampleur des expositions de BMO. En mars 2011, le CSF a publié un rapport d'analyse par les pairs qui consiste en un examen thématique des pratiques de communication de l'information sur les risques dans le but de mettre à jour ses perceptions sur les pratiques de communication de l'information. Le 29 octobre 2012, le groupe de travail sur l'enrichissement des informations à fournir (l'« Enhanced Disclosure Task Force ») du CSF a publié un rapport sur l'enrichissement des informations sur les risques que les banques doivent fournir, intitulé « Enhancing the Risk Disclosures of Banks ». À l'heure actuelle, nous nous conformons à plusieurs des recommandations et nous continuerons d'examiner les informations à fournir dans des documents futurs qui seront déposés et de les rehausser au besoin.

Nous avons pour pratique de signaler dans notre Rapport de gestion intermédiaire tout changement important dans les instruments financiers désignés, s'il en est, depuis la fin de l'exercice. Il ne s'est produit aucun changement important depuis la présentation de notre rapport de gestion annuel.

### **Expositions dans certaines régions**

L'exposition de BMO dans certaines régions est présentée et analysée aux pages 67, 68, 112 et 113 de son Rapport annuel pour 2012. Notre exposition dans certaines régions au 31 janvier 2013 est présentée dans les tableaux ci-après, lesquels résument nos expositions en Grèce, en Irlande, en Italie, au Portugal et en Espagne (pays GIPE) ainsi que dans un groupe plus vaste de pays européens dans lesquels notre exposition brute est de plus de 500 millions de dollars. Le tableau 16 indique les montants bruts et nets des expositions associées aux prêts, aux titres (dont des swaps sur défaillance), aux opérations de type mise en pension et aux dérivés. Ces montants sont présentés plus en détail, soit par type de contrepartie, dans les tableaux 17 à 19. Afin de permettre une meilleure comparaison, nous y présentons également un sommaire de nos positions au 31 octobre 2012. Les changements dans ces positions ont été mineurs.

Pour permettre une meilleure compréhension, les expositions de BMO en Europe associées aux swaps sur défaillance sont présentées séparément dans le tableau 20. Le risque inhérent aux swaps sur défaillance qui sont achetés est contrôlé par voie d'une liste de contreparties approuvées qui est examinée régulièrement, processus qui fait partie de notre cadre de gestion du risque de crédit. La majorité de ces swaps est de nature compensatoire, est habituellement assortie de modalités contractuelles concordantes et découle des anciennes stratégies de négociation de produits de crédit qui sont abandonnées progressivement depuis 2008.

Au 31 janvier 2013

Pays	Prêts 1)		Titres 2)		Opérations de type mise en pension 3)		Dérivés 4)		Total	
	Engagements	Tranche financée	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net
<b>Pays GIPE</b>										
Grèce	2	2	-	-	-	-	-	-	2	2
Irlande 5)	-	-	25	-	143	3	41	-	209	3
Italie	2	2	214	-	135	-	7	2	358	4
Portugal	-	-	125	-	-	-	1	-	126	-
Espagne	68	68	127	-	-	-	10	4	205	72
<b>Total – pays GIPE 8)</b>	<b>72</b>	<b>72</b>	<b>491</b>	<b>-</b>	<b>278</b>	<b>3</b>	<b>59</b>	<b>6</b>	<b>900</b>	<b>81</b>
<b>Zone euro (exclusion faite des pays GIPE)</b>										
France	20	20	621	461	2 563	-	294	53	3 498	534
Allemagne	55	18	2 095	1 764	1 087	1	60	71	3 297	1 854
Pays-Bas	238	173	509	439	781	8	100	8	1 628	628
Autres 6)	366	257	623	428	4	-	78	14	1 071	699
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE) 9)</b>	<b>679</b>	<b>468</b>	<b>3 848</b>	<b>3 092</b>	<b>4 435</b>	<b>9</b>	<b>532</b>	<b>146</b>	<b>9 494</b>	<b>3 715</b>
<b>Reste de l'Europe</b>										
Danemark	1	1	1 155	1 154	308	-	3	3	1 467	1 158
Norvège	15	15	1 289	1 289	277	-	22	22	1 603	1 326
Suède	88	25	247	207	571	-	2	2	908	234
Suisse	397	388	47	1	301	8	31	31	776	428
Royaume-Uni	411	185	643	324	3 726	5	405	114	5 185	628
Autres 6)	313	313	432	-	-	-	-	-	745	313
<b>Total – reste de l'Europe 7)</b>	<b>1 225</b>	<b>927</b>	<b>3 813</b>	<b>2 975</b>	<b>5 183</b>	<b>13</b>	<b>463</b>	<b>172</b>	<b>10 684</b>	<b>4 087</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>1 976</b>	<b>1 467</b>	<b>8 152</b>	<b>6 067</b>	<b>9 896</b>	<b>25</b>	<b>1 054</b>	<b>324</b>	<b>21 078</b>	<b>7 883</b>

Des détails sur les montants sommaires présentés dans les colonnes ci-dessus sont donnés dans les tableaux 17 à 19.

Pays	Prêts 1)		Titres 2)		Opérations de type mise en pension 3)		Dérivés 4)		Total	
	Engagements	Tranche financée	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net
<b>Total – pays GIPE</b>	<b>116</b>	<b>69</b>	<b>500</b>	<b>-</b>	<b>242</b>	<b>8</b>	<b>69</b>	<b>6</b>	<b>927</b>	<b>83</b>
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE) 7)</b>	<b>934</b>	<b>608</b>	<b>4 074</b>	<b>3 306</b>	<b>3 746</b>	<b>10</b>	<b>600</b>	<b>76</b>	<b>9 354</b>	<b>4 000</b>
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>1 167</b>	<b>916</b>	<b>3 711</b>	<b>2 771</b>	<b>3 986</b>	<b>15</b>	<b>468</b>	<b>126</b>	<b>9 332</b>	<b>3 828</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>2 217</b>	<b>1 593</b>	<b>8 285</b>	<b>6 077</b>	<b>7 974</b>	<b>33</b>	<b>1 137</b>	<b>208</b>	<b>19 613</b>	<b>7 911</b>

1) Les prêts comprennent les prêts et les produits de financement commercial. Les montants sont présentés déduction faite de ceux sortis du bilan et du montant brut des provisions spécifiques, ces éléments étant considérés comme négligeables.

2) Les titres comprennent les produits de trésorerie, les investissements des activités d'assurance et les titres de crédit négociables. Le montant brut des titres de crédit négociables ne comprend que les positions acheteur et exclut les positions vendeur compensatoires.

3) Les opérations de type mise en pension sont effectuées avec des contreparties qui sont des banques.

4) Les dérivés sont évalués à la valeur de marché, ce qui comprend la compensation des transactions, et dans le cas des contreparties à l'égard desquelles un soutien du crédit est en vigueur, les compensations liées aux garanties. Le risque lié au remplacement des dérivés, déduction faite des garanties, se chiffre à environ 2,8 milliards de dollars pour toute l'Europe.

5) Exclut les réserves de 85 millions de dollars de notre filiale irlandaise auprès de la Banque centrale d'Irlande.

6) Comprend les pays dans lesquels l'exposition brute est de moins de 500 millions de dollars. Le poste Autres de la catégorie Zone euro comprend les expositions à l'Autriche, à la Belgique, à la Finlande, au Luxembourg, à la Slovaquie et à la Slovaquie. Le poste Autres de la catégorie Reste de l'Europe comprend les

expositions à la Croatie, à la République tchèque, à la Hongrie, à l'Islande, à la Pologne et à la Fédération de Russie.

7) L'exposition directe de BMO dans les pays GIPE a essentiellement trait à des produits de financement commercial et des produits de négociation offerts par des banques. L'exposition nette demeure faible, s'établissant à 81 millions de dollars, et il n'existe aucun engagement non financé.

8) Les États souverains comprennent les produits de trésorerie de banques garantis par des États souverains.

9) Notre exposition directe nette dans les autres pays de la zone euro (soit les 12 autres pays qui ont l'euro comme monnaie commune) totalisait environ 3,7 milliards de dollars, dont une proportion de 76 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels Moody's et S&P ont attribué une cote de Aaa ou AAA, et une proportion d'environ 84 % s'est vu attribuer la cote Aaa ou AAA par l'une des deux agences de notation. Notre exposition directe nette dans le reste de l'Europe totalisait environ 4,1 milliards, dont une proportion de 92 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels Moody's et S&P ont attribué une cote de Aaa ou AAA. Une partie importante de l'exposition à des États souverains est constituée de produits de trésorerie négociables, alors que l'exposition liée à des banques a trait à des instruments de négociation, à des titres de créance à court terme, à des positions sur dérivés, à des lettres de crédit et à des garanties.

10) **Les autres expositions (incluant les expositions indirectes) qui ne sont pas incluses dans les tableaux au 31 janvier 2013 sont comme suit :**

- BMO a également des expositions à des entités situées dans divers pays européens en raison de son entité de protection de crédit et de son entité de titrisation des clients américaine. Ces expositions ne sont pas incluses dans les tableaux ci-dessus parce que leur structure comporte déjà une protection de crédit.
  - BMO a une exposition directe à ces entités de crédit qui sont, à leur tour, exposées à un risque en raison des prêts ou des titres provenant d'entités situées en Europe. Tel qu'il est indiqué aux pages 65 et 66 des sections Entité de protection de crédit et Entité de gestion de placements structurés du Rapport de gestion annuel pour 2012 de BMO, ces entités comportent toutes une protection de premier niveau, et des couvertures ont été conclues pour notre entité de protection de crédit.
  - L'exposition notionnelle de notre entité de protection de crédit à des émetteurs situés en Grèce, en Italie et en Espagne représentait 0,6 %, 0,9 % et 1,1 %, respectivement, de son exposition notionnelle totale. Cette entité avait une exposition notionnelle dans sept des 12 autres pays dont la monnaie est l'euro. Cette exposition représentait 11,2 % du total de l'exposition notionnelle et, de ce pourcentage, une proportion de 82,4 % avait obtenu une cote de première qualité de la part de S&P (71,4 % par Moody's). L'exposition notionnelle dans le reste de l'Europe représentait 13,0 % du total de l'exposition notionnelle et, de ce pourcentage, une proportion de 66,9 % avait obtenu une cote de première qualité de la part de S&P (61,1 % par Moody's). BMO est bien protégé grâce à la protection de premier niveau et aux couvertures qui sont en place.

- Notre entité de titrisation des clients américaine nous expose aux pays GIPE et à d'autres pays européens puisqu'elle a des engagements qui s'appuient sur des sûretés dont une proportion de 0,98 % représente des prêts ou des titres provenant d'entités situées en Europe. À la clôture de l'exercice, l'exposition à l'Allemagne, qui se chiffrait à 0,25 %, représentait la composante la plus importante. Quant à celle à l'Espagne, elle était d'environ 0,11 %. Nous n'avions aucune exposition à l'Italie, à l'Irlande, à la Grèce ou au Portugal.
- L'exposition de l'entité de gestion de placements structurés à des entités situées dans les pays européens avait une valeur nominale de 471 millions de dollars au 31 janvier 2013, dont 0,1 million dans les pays GIPE, 204 millions dans les autres pays de la zone euro et 267 millions dans le reste de l'Europe. Les expositions les plus importantes comprennent celles de 213 millions au Royaume-Uni et de 114 millions dans les Pays-Bas. Ces positions englobent une exposition par voie de placements sous forme de titres garantis par des créances, de titres garantis par des prêts et de titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, ce qui est exposé au risque de crédit inhérent à des emprunteurs ou à des émetteurs qui mènent des activités en Europe.
  - BMO est exposé à des institutions européennes supranationales à hauteur de 0,5 milliard de dollars, et ce, essentiellement par voie de produits de trésorerie négociables.
  - L'exposition indirecte de BMO en Europe sous forme de garanties libellées en euros destinées à soutenir des opérations de commerce correspondant à des titres émis par des entités situées dans des pays européens de 880 millions d'euros, dont une tranche de 2 millions d'euros était détenue sous forme de titres dans les pays GIPE et 282 millions d'euros l'étaient dans des titres allemands. De plus, des garanties en trésorerie de 281 millions d'euros étaient détenues au 31 janvier 2013.
  - L'exposition indirecte sous forme de garanties émises par des entités situées dans des pays européens totalisait 421 millions de dollars, dont 3 millions dans les pays GIPE, 198 millions dans les autres pays de la zone euro et 221 millions dans le reste de l'Europe.

**Exposition aux prêts en Europe par pays et par contrepartie (en millions de dollars canadiens) 10)**

**Tableau 17**

Au 31 janvier 2013

Pays	Prêts 1)							
	Engagements				Tranche financée			
	Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total
<b>Pays GIPE</b>								
Grèce	2	-	-	2	2	-	-	2
Irlande 5)	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	2	-	-	2	2	-	-	2
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	68	-	-	68	68	-	-	68
<b>Total - pays GIPE</b>	<b>72</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>72</b>	<b>72</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>72</b>
<b>Zone euro (exclusion faite des pays GIPE)</b>								
France	20	-	-	20	20	-	-	20
Allemagne	13	42	-	55	13	5	-	18
Pays-Bas	39	199	-	238	39	134	-	173
Autres 6)	314	52	-	366	209	48	-	257
<b>Total - zone euro (exclusion faite des pays GIPE)</b>	<b>386</b>	<b>293</b>	<b>-</b>	<b>679</b>	<b>281</b>	<b>187</b>	<b>-</b>	<b>468</b>
<b>Reste de l'Europe</b>								
Danemark	1	-	-	1	1	-	-	1
Norvège	15	-	-	15	15	-	-	15
Suède	23	65	-	88	23	2	-	25
Suisse	16	381	-	397	16	372	-	388
Royaume-Uni	89	322	-	411	89	96	-	185
Autres 6)	313	-	-	313	313	-	-	313
<b>Total - reste de l'Europe</b>	<b>457</b>	<b>768</b>	<b>-</b>	<b>1 225</b>	<b>457</b>	<b>470</b>	<b>-</b>	<b>927</b>
<b>Total - Europe</b>	<b>915</b>	<b>1 061</b>	<b>-</b>	<b>1 976</b>	<b>810</b>	<b>657</b>	<b>-</b>	<b>1 467</b>

Voir les notes du tableau 16.

Au 31 janvier 2013

Pays	Titres 2)							
	Montant brut				Montant net			
	Banques	Sociétés	États souverains 8)	Total	Banques	Sociétés	États souverains 8)	Total
<b>Pays GIPE</b>								
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 5)	-	-	25	25	-	-	-	-
Italie	54	48	112	214	-	-	-	-
Portugal	-	-	125	125	-	-	-	-
Espagne	41	41	45	127	-	-	-	-
<b>Total – pays GIPE</b>	<b>95</b>	<b>89</b>	<b>307</b>	<b>491</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Zone euro (exclusion faite des pays GIPE)</b>								
France	31	129	461	621	-	-	461	461
Allemagne	151	232	1 712	2 095	13	31	1 720	1 764
Pays-Bas	332	77	100	509	332	7	100	439
Autres 6)	59	84	480	623	8	44	376	428
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE)</b>	<b>573</b>	<b>522</b>	<b>2 753</b>	<b>3 848</b>	<b>353</b>	<b>82</b>	<b>2 657</b>	<b>3 092</b>
<b>Reste de l'Europe</b>								
Danemark	420	1	734	1 155	420	-	734	1 154
Norvège	393	-	896	1 289	393	-	896	1 289
Suède	206	40	1	247	206	-	1	207
Suisse	11	36	-	47	-	1	-	1
Royaume-Uni	111	336	196	643	53	75	196	324
Autres 6)	-	-	432	432	-	-	-	-
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>1 141</b>	<b>413</b>	<b>2 259</b>	<b>3 813</b>	<b>1 072</b>	<b>76</b>	<b>1 827</b>	<b>2 975</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>1 809</b>	<b>1 024</b>	<b>5 319</b>	<b>8 152</b>	<b>1 425</b>	<b>158</b>	<b>4 484</b>	<b>6 067</b>

Voir les notes du tableau 16.

**Exposition aux opérations de type mise en pension et aux dérivés en Europe**  
**par pays et par contrepartie** (en millions de dollars canadiens) 10)

**Tableau 19**

Au 31 janvier 2013

Pays	Opérations de type mise en pension 3)			Dérivés 4)							
	Montant brut	Déduction faite des garanties		Montant brut			Déduction faite des garanties				
	Total	Total		Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total
<b>Pays GIPE</b>											
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 5)	143	3	41	-	-	-	41	-	-	-	-
Italie	135	-	7	-	-	-	7	2	-	-	2
Portugal	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-
Espagne	-	-	10	-	-	-	10	4	-	-	4
<b>Total – pays GIPE</b>	<b>278</b>	<b>3</b>	<b>59</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>59</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>
<b>Zone euro (exclusion faite des pays GIPE)</b>											
France	2 563	-	294	-	-	-	294	53	-	-	53
Allemagne	1 087	1	60	-	-	-	60	3	-	68	71
Pays-Bas	781	8	100	-	-	-	100	8	-	-	8
Autres 6)	4	-	78	-	-	-	78	14	-	-	14
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE)</b>	<b>4 435</b>	<b>9</b>	<b>532</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>532</b>	<b>78</b>	<b>-</b>	<b>68</b>	<b>146</b>
<b>Reste de l'Europe</b>											
Danemark	308	-	3	-	-	-	3	3	-	-	3
Norvège	277	-	4	-	-	18	22	4	-	18	22
Suède	571	-	2	-	-	-	2	2	-	-	2
Suisse	301	8	31	-	-	-	31	31	-	-	31
Royaume-Uni	3 726	5	332	10	-	63	405	41	10	63	114
Autres 6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>5 183</b>	<b>13</b>	<b>372</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>81</b>	<b>463</b>	<b>81</b>	<b>10</b>	<b>81</b>	<b>172</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>9 896</b>	<b>25</b>	<b>963</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>81</b>	<b>1 054</b>	<b>165</b>	<b>10</b>	<b>149</b>	<b>324</b>

Voir les notes du tableau 16.

Au 31 janvier 2013

Pays	Juste valeur					Valeur nominale							
	Achetés		Vendus		Exposition totale	Achetés			Vendus				
	Première qualité	Qualité inférieure	Première qualité	Qualité inférieure		Première qualité	Qualité inférieure	Total	Première qualité	Qualité inférieure	Total	Exposition totale	
<b>Pays GIIPE</b>													
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 5)	2	-	(2)	-	-	(25)	-	(25)	25	-	25	-	-
Italie	5	-	(5)	-	-	(214)	-	(214)	214	-	214	-	-
Portugal	11	-	(11)	-	-	(125)	-	(125)	125	-	125	-	-
Espagne	5	-	(5)	-	-	(136)	-	(136)	136	-	136	-	-
<b>Total – pays GIIPE</b>	<b>23</b>	<b>-</b>	<b>(23)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(500)</b>	<b>-</b>	<b>(500)</b>	<b>500</b>	<b>-</b>	<b>500</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>													
France	(1)	-	-	-	(1)	(188)	-	(188)	160	-	160	(28)	-
Allemagne	(1)	-	1	-	-	(484)	-	(484)	459	-	459	(25)	-
Pays-Bas	-	-	-	-	-	(75)	-	(75)	57	14	71	(4)	-
Autres 6)	(1)	-	1	-	-	(172)	-	(172)	213	-	213	41	-
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>	<b>(3)</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>(1)</b>	<b>(919)</b>	<b>-</b>	<b>(919)</b>	<b>889</b>	<b>14</b>	<b>903</b>	<b>(16)</b>	<b>-</b>
<b>Reste de l'Europe</b>													
Danemark	-	-	-	-	-	(1)	-	(1)	1	-	1	-	-
Norvège	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suède	-	-	1	-	1	(41)	-	(41)	41	-	41	-	-
Suisse	(2)	-	1	-	(1)	(282)	-	(282)	60	-	60	(222)	-
Royaume-Uni	2	-	(1)	-	1	(325)	-	(325)	298	14	312	(13)	-
Autres 6)	-	-	(1)	-	(1)	(457)	(10)	(467)	460	7	467	-	-
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(1 106)</b>	<b>(10)</b>	<b>(1 116)</b>	<b>860</b>	<b>21</b>	<b>881</b>	<b>(235)</b>	<b>-</b>
<b>Total – Europe</b>	<b>20</b>	<b>-</b>	<b>(21)</b>	<b>-</b>	<b>(1)</b>	<b>(2 525)</b>	<b>(10)</b>	<b>(2 535)</b>	<b>2 249</b>	<b>35</b>	<b>2 284</b>	<b>(251)</b>	<b>-</b>

Voir les notes du tableau 16.

- Notes :
- Tous les swaps sur défaillance achetés et vendus l'ont été auprès de contreparties qui sont des banques.
  - Des tranches de 30 % des swaps sur défaillance achetés et de 37 % de ceux vendus sont assujetties à des événements déclencheurs relatifs à une restructuration intégrale. Aux termes de ces contrats, tout événement relatif à une restructuration constitue un événement touchant le crédit, et toute obligation dont l'échéance est de moins de 30 ans doit être livrée contre le contrat.
  - Des tranches de 70 % des swaps sur défaillance achetés et de 63 % de ceux vendus sont assujetties à des événements déclencheurs relatifs à une restructuration à clauses dites « modifiées-modifiées ». Aux termes de ces contrats, les ententes de restructuration constituent un événement touchant le crédit. Cependant, l'obligation à livrer contre le contrat a une durée se limitant à 60 mois pour les obligations restructurées et à 30 mois pour toutes les autres obligations.
  - Le tableau exclut une protection de 27 millions de dollars acquise par l'intermédiaire de l'indice de swaps sur défaillance iTraxx. L'indice comprend 25 titres d'une pondération égale provenant des régions suivantes : GIIPE (16 %), zone euro (exclusion faite des pays GIIPE) (44 %) et reste de l'Europe (40 %).

## Analyse des résultats des groupes d'exploitation

### État sommaire des résultats et statistiques des groupes d'exploitation pour le premier trimestre de 2013

Tableau 21

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2013				Total BMO
	Services bancaires PE	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise	
Revenus nets d'intérêts (bic) 1)	1 702	137	298	79	<b>2 216</b>
Revenus autres que d'intérêts	613	642	606	4	<b>1 865</b>
Total des revenus (bic) 1)	2 315	779	904	83	<b>4 081</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	160	2	(15)	31	<b>178</b>
Charges autres que d'intérêts	1 262	569	515	244	<b>2 590</b>
Bénéfice avant impôts sur le résultat	893	208	404	(192)	<b>1 313</b>
Impôts sur le résultat (recouvrement) (bic) 1)	253	45	94	(127)	<b>265</b>
Bénéfice net comptable T1-2013	640	163	310	(65)	<b>1 048</b>
Bénéfice net comptable T4-2012	582	164	314	22	<b>1 082</b>
Bénéfice net comptable T1-2012	600	104	224	181	<b>1 109</b>
Bénéfice net ajusté T1-2013	656	169	310	(94)	<b>1 041</b>
Bénéfice net ajusté T4-2012	600	169	315	41	<b>1 125</b>
Bénéfice net ajusté T1-2012	619	109	224	20	<b>972</b>
<b>Autres statistiques</b> (% , sauf indication contraire)					
Profit économique net (en millions de dollars) 2)	287	95	153	(217)	<b>318</b>
Rendement des capitaux propres	18,7	23,2	21,3	n. s.	<b>14,9</b>
Rendement des capitaux propres ajusté	19,1	24,1	21,3	n. s.	<b>14,8</b>
Levier d'exploitation	1,5	9,8	10,3	n. s.	<b>(2,3)</b>
Levier d'exploitation ajusté	1,2	10,1	10,3	n. s.	<b>(0,4)</b>
Ratio d'efficience (bic)	54,5	73,0	56,9	n. s.	<b>63,5</b>
Ratio d'efficience ajusté (bic)	53,6	71,9	56,9	n. s.	<b>63,8</b>
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	3,05	2,90	0,59	n. s.	<b>1,85</b>
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif, après ajustement (bic)	3,05	2,90	0,59	n. s.	<b>1,67</b>
Capitaux propres ordinaires moyens (en millions de dollars)	13 206	2 764	5 573	4 985	<b>26 528</b>
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	221	19	201	34	<b>475</b>
Effectif – équivalent temps plein	24 554	6 108	2 205	13 633	<b>46 500</b>

1) Les revenus, les impôts sur le résultat et la marge nette d'intérêts des groupes d'exploitation sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Les ajustements sur une bic des groupes s'annulent dans la colonne Services d'entreprise, et le total des revenus, les impôts sur le résultat et la marge nette d'intérêts de BMO sont présentés selon les PCGR.

2) Le profit économique net est une mesure non conforme aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les Services d'entreprise englobent l'unité Technologie et opérations.

n. s. – non significatif

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le premier trimestre de 2013.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soient transférés d'un groupe client à un autre afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. Les résultats des périodes antérieures ont été retraités en fonction du mode de présentation adopté pour la période à l'étude.

Les résultats des Services d'entreprise reflètent certains éléments relatifs au portefeuille de prêts acquis, dont la constatation d'une portion de l'ajustement au titre des pertes sur créances qui est inscrit dans les revenus nets d'intérêts sur la durée des prêts acquis ainsi que les dotations à la provision pour pertes sur créances du portefeuille acquis. Les coûts d'intégration et de restructuration sont également pris en compte par les Services d'entreprise.

Depuis le premier trimestre de 2013, nous avons changé le mode d'évaluation des résultats de nos groupes d'exploitation afin de refléter les dotations à la provision pour pertes sur créances en fonction des pertes sur créances réelles. Ce changement dans la méthode de ventilation rehausse la comparaison de notre rendement et de celui de notre groupe de référence.

Antérieurement, nous imputions à ces groupes les pertes sur

créances en utilisant une méthode de provisionnement selon les pertes prévues, méthode aux termes de laquelle les écarts entre les dotations à la provision pour pertes sur créances de la période attribuées aux secteurs des groupes d'exploitation et établies selon cette méthode et les dotations requises par les PCGR étaient imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise. Par suite de ce changement, les revenus d'intérêts associés à la désactualisation de la valeur actuelle nette des prêts douteux sont également pris en compte dans les revenus nets d'intérêts des groupes d'exploitation. Les résultats des périodes antérieures ont été retraités en conséquence. Les dotations aux provisions relatives aux portefeuilles de prêts productifs acquis et de prêt douteux acquis continuent d'être évaluées et présentées dans les Services d'entreprise.

Durant le trimestre écoulé, nous avons perfectionné notre méthode de répartition de certains revenus des Services d'entreprise par région géographique. Par conséquent, nous avons réattribué certains revenus constatés par les Services d'entreprise dans des périodes antérieures en les transférant du Canada aux États-Unis.

À l'instar des membres de son groupe de référence au Canada, BMO analyse ses revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans ses états financiers consolidés plutôt que sur une bic. Comme plusieurs autres banques, BMO analyse

toujours les revenus de ses groupes d'exploitation sur une bic. Selon cette méthode, on procède à un ajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la charge d'impôts sur le résultat déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains éléments exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'impôt prévu par la loi. La compensation des ajustements sur une bic des

groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise. Au premier trimestre de 2013, les ajustements sur une bic ont totalisé 64 millions de dollars, contre 92 millions au quatrième trimestre de 2012 et 52 millions au premier trimestre de 2012.

### Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)

Tableau 22

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2013	T1-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T1-2012	T4-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T4-2012
Revenus nets d'intérêts (bic)	1 702	1 754	(3)	1 684	1
Revenus autres que d'intérêts	613	596	3	616	(1)
Total des revenus (bic)	2 315	2 350	(2)	2 300	1
Dotation à la provision pour pertes sur créances	160	218	(26)	221	(28)
Charges autres que d'intérêts	1 262	1 301	(3)	1 272	(1)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	893	831	7	807	11
Impôts sur le résultat (bic)	253	231	9	225	12
Bénéfice net comptable	640	600	7	582	10
Bénéfice net ajusté	656	619	6	600	9
Rendement des capitaux propres (%)	18,7	15,8	2,9	17,9	0,8
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	19,1	18,5	0,6	18,4	0,7
Levier d'exploitation (%)	1,5	(7,8)	n. s.	(1,9)	n. s.
Levier d'exploitation ajusté (%)	1,2	(6,1)	n. s.	(2,0)	n. s.
Ratio d'efficacité (%) (bic)	54,5	55,4	(0,9)	55,3	(0,8)
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	53,6	54,2	(0,6)	54,2	(0,6)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%) (bic)	3,05	3,34	(0,29)	3,10	(0,05)
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	221	209	6	216	2

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.  
n. s. - non significatif

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis). Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

### Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada)

Tableau 23

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2013	T1-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T1-2012	T4-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T4-2012
Revenus nets d'intérêts (bic)	1 102	1 116	(1)	1 088	1
Revenus autres que d'intérêts	461	447	3	470	(2)
Total des revenus (bic)	1 563	1 563	-	1 558	-
Dotation à la provision pour pertes sur créances	128	155	(18)	146	(13)
Charges autres que d'intérêts	813	808	1	810	-
Bénéfice avant impôts sur le résultat	622	600	4	602	3
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	164	159	3	160	3
Bénéfice net comptable	458	441	4	442	3
Bénéfice net ajusté	461	443	4	444	3
Revenus des services aux particuliers	980	974	1	980	-
Revenus des services aux entreprises	583	589	(1)	578	1
Levier d'exploitation (%)	(0,7)	(5,4)	n. s.	(1,2)	n. s.
Ratio d'efficacité (%) (bic)	52,0	51,7	0,3	51,9	0,1
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%) (bic)	2,65	2,92	(0,27)	2,68	(0,03)
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	165	152	8	161	2

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.  
n. s. - non significatif

## **Comparaison du premier trimestre de 2013 et du premier trimestre de 2012**

Le bénéfice net de PE Canada s'est chiffré à 458 millions de dollars, pour une hausse de 17 millions ou de 4 %. Les revenus n'ont pas changé depuis un an, ce qui reflète l'accroissement des volumes de la plupart des produits et la contraction de la marge nette d'intérêts. Celle-ci s'est comprimée de 27 points de base, pour s'établir à 2,65 %, en raison surtout de la réduction des marges sur les dépôts dans un contexte de faibles taux d'intérêt et de changements dans la composition des produits, en raison notamment du fait que la croissance des prêts a surpassé celle des dépôts.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont diminué de 27 millions de dollars, pour s'établir à 128 millions, grâce à la hausse des recouvrements et à la baisse des dotations.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 5 millions de dollars, ce qui reflète la rigueur avec laquelle nous avons géré nos charges tout en investissant de manière sélective dans nos activités.

Dans l'unité des services bancaires aux particuliers, les revenus ont augmenté de 6 millions de dollars en regard d'il y a un an, l'élargissement des volumes de la plupart des produits ayant été contrebalancé en partie par l'incidence du rétrécissement de la marge nette d'intérêts. Le total des soldes du crédit aux particuliers (dont les prêts hypothécaires, la MargExpress sur valeur domiciliaire et d'autres produits de prêt à la consommation, mais non les cartes de crédit) a augmenté de 9,5 % depuis un an. Notre part totale du marché du crédit aux particuliers (exclusion faite des cartes de crédit) s'est élargie de 8 points de base. Après ajustement pour tenir compte de l'incidence d'une acquisition réalisée par l'un de nos pairs au premier trimestre de 2013, notre part totale du marché du crédit aux particuliers a bondi de 39 points de base.

Notre objectif est d'accroître notre part de marché, tout en continuant de surveiller de près la qualité du crédit du portefeuille. Nous mettons toujours l'accent sur l'amélioration des activités globales de crédit aux particuliers grâce à des investissements ciblés et à l'amélioration de la productivité de notre personnel de vente.

Les soldes des dépôts des particuliers se sont accrus de 3 % sur douze mois grâce principalement à l'augmentation des dépôts à vue et à préavis. Notre part du marché des dépôts des particuliers s'est contractée de 27 points de base par rapport à la même période de l'exercice précédent à cause de la lenteur de la croissance des dépôts à terme.

Dans le cas de l'unité des services bancaires aux entreprises, ses revenus ont diminué de 6 millions de dollars, car l'incidence de l'essor des volumes de la plupart des produits a été plus qu'annulée par celle de la baisse de la marge nette d'intérêts.

Les soldes des prêts aux entreprises ont augmenté de 9,4 % sur douze mois et ceux des dépôts des entreprises se sont accrus de 6 %. Au chapitre des prêts aux petites et moyennes entreprises, nous détenons toujours la deuxième part du marché canadien des services bancaires aux entreprises.

Le solde moyen des prêts et acceptations a progressé de 14 milliards de dollars ou de 9 % par rapport à il y a un an, et les dépôts des particuliers et des entreprises se sont accrus de 4 milliards ou de 4 %.

## **Comparaison du premier trimestre de 2013 et du quatrième trimestre de 2012**

Le bénéfice net a progressé de 16 millions de dollars ou de 3 % depuis le quatrième trimestre en raison de la diminution des dotations à la provision pour pertes sur créances. Les revenus se sont accrus de 5 millions en raison de l'essor des volumes de la plupart des produits, ce qui a été contrebalancé par le recul de la marge nette d'intérêts. Celle-ci s'est comprimée de 3 points de base, ce qui a découlé surtout de changements dans la composition des produits, en raison notamment du fait que la croissance des prêts a surpassé celle des dépôts, ainsi que du recul des marges sur les dépôts dans un contexte de faibles taux d'intérêt.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont diminué de 18 millions de dollars en raison de la baisse de leur montant net dans le cas de tous les produits.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 3 millions de dollars à cause de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges dans le premier trimestre de l'exercice. Nous continuons de gérer avec soin nos charges tout en investissant de manière sélective dans nos activités.

Les revenus tirés des services bancaires aux particuliers n'ont pour ainsi dire pas changé d'un trimestre à l'autre. Notre part du marché du crédit aux particuliers s'est contractée de 15 points de base. Après ajustement pour tenir compte de l'incidence d'une acquisition réalisée par l'un de nos pairs au premier trimestre de 2013, notre part totale du marché du crédit aux particuliers s'est élargie de 16 points de base. Quant à notre part du marché des dépôts des particuliers, elle s'est repliée de 13 points de base.

Les revenus tirés des services aux entreprises ont progressé de 5 millions de dollars grâce à l'élargissement des volumes de la plupart des produits, facteur annulé en partie par les répercussions de la contraction de la marge nette d'intérêts.

Le solde moyen des prêts et acceptations a progressé de 3 milliards de dollars ou de 2 % depuis le trimestre précédent, et les dépôts des particuliers et des entreprises se sont accrus de 2 milliards ou de 2 %.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2013	T1-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T1-2012	T4-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T4-2012
Revenus nets d'intérêts (bic)	600	638	(6)	596	1
Revenus autres que d'intérêts	152	149	2	146	5
Total des revenus (bic)	752	787	(5)	742	1
Dotations à la provision pour pertes sur créances	32	63	(49)	75	(57)
Charges autres que d'intérêts	449	493	(9)	462	(3)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	271	231	17	205	32
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	89	72	22	65	35
Bénéfice net comptable	182	159	15	140	31
Bénéfice net ajusté	195	176	11	156	26
Levier d'exploitation (%)	4,3	6,8	n. s.	(3,7)	n. s.
Levier d'exploitation ajusté (%)	3,9	11,9	n. s.	(4,1)	n. s.
Ratio d'efficacité (%) (bic)	59,8	62,7	(2,9)	62,3	(2,5)
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	57,1	59,6	(2,5)	59,2	(2,1)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%) (bic)	4,21	4,47	(0,26)	4,30	(0,09)
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	56	57	-	55	3

**États-Unis – Points saillants**

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

Revenus nets d'intérêts (bic)	603	630	(4)	603	-
Revenus autres que d'intérêts	152	148	3	147	4
Total des revenus (bic)	755	778	(3)	750	1
Charges autres que d'intérêts	451	487	(7)	467	(3)
Bénéfice net comptable	183	157	17	141	30
Bénéfice net ajusté	197	174	13	156	25
Actif productif moyen (en milliards de dollars américains)	57	56	2	56	2

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.  
n. s. - non significatif

**Comparaison du premier trimestre de 2013 et du premier trimestre de 2012 (en dollars américains)**

Le bénéfice net, d'un montant de 183 millions de dollars, a dépassé de 26 millions ou de 17 % les 157 millions dégagés il y a un an. Le bénéfice net ajusté s'est établi à 197 millions, en hausse de 23 millions ou de 13 % en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui a résulté essentiellement des avantages de la réduction des charges et des dotations à la provision pour pertes sur créances.

Les revenus se sont chiffrés à 755 millions de dollars, s'étant affaiblis de 23 millions ou de 3 % par rapport à il y a un an puisque la hausse des profits à la vente de nouveaux prêts hypothécaires et l'accroissement des commissions sur prêts aux entreprises ont été plus qu'annulés par les conséquences du recul de la marge nette d'intérêts, des profits sur titres et des frais de service des dépôts.

La marge nette d'intérêts s'est contractée de 26 points de base à cause du recul des marges sur les dépôts, ce qui a découlé en grande partie de la faiblesse des taux d'intérêt, ainsi que de la diminution des marges sur les prêts.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances sont passées de 62 millions de dollars qu'elles étaient il y a un an à 33 millions grâce surtout aux meilleures conditions de crédit, qui ont donné lieu à la progression des recouvrements et à des reprises sur des dotations déjà constatées à l'égard de prêts.

Les charges autres que d'intérêts ont baissé de 36 millions de dollars ou de 7 %, pour se situer à 451 millions. Après ajustement, elles ont totalisé 431 millions, ayant fléchi de 32 millions ou de

7 %, ce qui reflète principalement la constatation de frais liés à un litige un an plus tôt, les économies découlant de synergies au cours du trimestre à l'étude ainsi que diverses réductions de moindre importance qui ont été réalisées grâce à notre initiative globale portant sur l'efficacité. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'incidence d'investissements sélectifs dans les activités.

Le solde moyen des prêts et des acceptations, à savoir 51 milliards de dollars, n'a pas évolué depuis un an. Le portefeuille de prêts aux entreprises et de prêts industriels de base continue de s'élargir, s'étant accru de 3,3 milliards ou de 18 % depuis un an. Comme prévu, des baisses se sont produites dans certains portefeuilles de prêts ainsi que dans les soldes des prêts aux particuliers, et ce, en raison notamment du contexte économique et des répercussions de notre stratégie qui consiste à vendre sur le marché secondaire la majeure partie des prêts hypothécaires que nous montons.

À 60 milliards de dollars, le solde moyen des dépôts a augmenté de 1,3 milliard ou de 2 % puisque l'essor de notre entité de services bancaires aux entreprises et la croissance des comptes de chèques et d'épargne des particuliers ont plus qu'annulé la baisse des comptes de dépôt à terme et de comptes du marché monétaire des particuliers, comptes dont les taux sont plus élevés.

## Comparaison du premier trimestre de 2013 et du quatrième trimestre de 2012 (en dollars américains)

Le bénéfice net a augmenté de 42 millions de dollars ou de 30 % depuis le trimestre précédent. Le bénéfice net ajusté a progressé de 41 millions ou de 25 % en raison de l'amélioration des revenus, ainsi que de la forte baisse des dotations à la provision pour pertes sur créances ainsi que des charges.

Les revenus ont augmenté de 5 millions de dollars ou de 1 % en raison de la hausse de ceux tirés de la vente de nouveaux prêts hypothécaires et des commissions sur prêts aux entreprises. Les revenus nets d'intérêts sont demeurés les mêmes puisque l'essor des prêts aux entreprises a été annulé par le repli de la marge nette d'intérêts.

La marge nette d'intérêts s'est comprimée de 9 points de base à cause surtout de la diminution des marges sur les dépôts, ce qui a découlé en grande partie de la faiblesse des taux d'intérêt et de changements dans la composition des produits, l'essor des prêts ayant surpassé celui des dépôts.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont diminué de 43 millions de dollars depuis le trimestre précédent. Le montant inscrit dans cette période tenait compte de dotations supplémentaires résultant de lignes directrices des organismes de

réglementation concernant des changements au classement des pertes de valeur de certains prêts à la consommation.

Les charges autres que d'intérêts ont baissé de 16 millions de dollars ou de 3 % depuis le trimestre précédent. Après ajustement, elles ont fléchi de 13 millions ou de 3 %, ce qui reflète principalement des économies découlant de synergies, ce qui a été atténué par des investissements sélectifs dans les activités.

Le solde moyen des prêts et des acceptations s'est accru de 0,8 milliard de dollars ou de 2 % car la croissance des prêts aux entreprises dans des secteurs clés a été annulée en partie par la baisse des prêts aux particuliers et par une réduction dans certains autres portefeuilles de prêts, comme cela était prévu. Les prêts aux entreprises et les prêts industriels de base ont progressé de 1,4 milliard ou de 7 % depuis le trimestre précédent.

Le solde moyen des dépôts a légèrement augmenté depuis le trimestre précédent, car la hausse des dépôts des entreprises a annulé les réductions causées par l'échéance de comptes du marché monétaire et de dépôts à terme vu la faiblesse des taux d'intérêt.

Dans les paragraphes précédents qui traitent de PE États-Unis, les résultats ajustés sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

### Groupe Gestion privée (groupe GP)

Tableau 25

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2013	T1-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T1-2012	T4-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T4-2012
Revenus nets d'intérêts (bic)	137	166	(17)	133	3
Revenus autres que d'intérêts	642	531	21	652	(2)
Total des revenus (bic)	779	697	12	785	(1)
Dotations à la provision pour pertes sur créances	2	5	(52)	11	(79)
Charges autres que d'intérêts	569	558	2	562	1
Bénéfice avant impôts sur le résultat	208	134	55	212	(2)
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	45	30	53	48	(9)
Bénéfice net comptable	163	104	56	164	-
Bénéfice net ajusté	169	109	54	169	-
Rendement des capitaux propres (%)	23,2	19,6	3,6	29,4	(6,2)
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	24,1	20,5	3,6	30,3	(6,2)
Levier d'exploitation (%)	9,8	(12,2)	n. s.	5,8	n. s.
Ratio d'efficacité (%) (bic)	73,0	80,1	(7,1)	71,6	1,4
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	71,9	79,1	(7,2)	70,7	1,2
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%) (bic)	2,90	3,83	(0,93)	2,85	0,05
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	18,8	17,2	9	18,6	1

### États-Unis - Points saillants

(en millions de dollars américains)

Total des revenus (bic)	172	191	(10)	170	1
Charges autres que d'intérêts	143	139	3	141	2
Bénéfice net comptable	19	31	(41)	13	59
Bénéfice net ajusté	24	34	(33)	16	50
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	2,6	3,0	(12)	2,8	(7)

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

n. s. - non significatif

### **Comparaison du premier trimestre de 2013 et du premier trimestre de 2012**

Le bénéfice net, soit 163 millions de dollars, a bondi de 59 millions ou de 56 % depuis un an. Le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 169 millions, ayant augmenté de 60 millions ou de 54 % en regard du même trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté du groupe GP, exclusion faite des activités d'assurance, s'est dégagé à 105 millions, soit 8 millions ou 8 % de plus qu'il y a un an. Les résultats reflètent la hausse des revenus, ce qui est imputable à l'essor des actifs des clients et à une gestion rigoureuse des coûts. Il y a un an, les résultats avaient bénéficié d'un montant exceptionnellement élevé de revenus de gestion d'actifs par suite d'un placement stratégique. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance a augmenté de 52 millions, pour atteindre 64 millions, grâce à l'amélioration des revenus, laquelle a résulté de l'incidence nettement moins marquée des variations des taux d'intérêt à long terme en regard d'il y a un an, et à l'essor continu des activités d'assurance crédit et d'assurance vie.

Les revenus ont augmenté de 82 millions de dollars ou de 12 % en regard de ce qu'ils étaient il y a un an, pour se situer à 779 millions. Les revenus du groupe GP, exclusion faite des activités d'assurance, ont progressé de 2 % au cours des douze derniers mois et ceux des activités d'assurance ont grandement augmenté, ce qui a résulté des facteurs précités.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 569 millions de dollars, ce qui traduit une hausse de 11 millions ou de 2 %. Les charges autres que d'intérêts ajustées ont totalisé 561 millions, ayant augmenté de 10 millions ou de 2 % en raison de la hausse des charges liées aux revenus, ce qui reflète les résultats obtenus au chapitre des revenus.

Le ratio d'efficience ajusté, soit 71,9 %, s'est amélioré fortement, soit de 720 points de base, depuis un an, ce qui témoigne de la hausse des revenus qu'ont générée les activités d'assurance et la progression des actifs des clients ainsi que de l'attention accordée à la productivité.

Ayant atteint 479 milliards de dollars, les actifs sous gestion et sous administration ont augmenté de 44 milliards ou de 10 % grâce à l'appréciation des marchés et aux nouveaux actifs des clients.

### **Comparaison du premier trimestre de 2013 et du quatrième trimestre de 2012**

Le bénéfice net, avant et après ajustement, est demeuré pour ainsi dire le même qu'au quatrième trimestre. Exclusion faite des activités d'assurance, le bénéfice net ajusté du groupe GP s'est renforcé de 12 millions de dollars ou de 14 %. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance s'est contracté de 12 millions ou de 16 % puisque les revenus du trimestre précédent tenaient compte de l'incidence favorable de l'examen annuel des hypothèses actuarielles.

Les revenus ont diminué de 6 millions de dollars ou de 1 % depuis le trimestre précédent. Exclusion faite des activités d'assurance, les revenus du groupe GP se sont accrus de 2 % grâce à l'essor des actifs des clients au fil de l'amélioration des conditions de marché. Les revenus d'assurance ont chuté de 18 % depuis le trimestre précédent, et ce, principalement à cause des facteurs indiqués ci-dessus.

Les charges autres que d'intérêts ajustées ont augmenté de 6 millions de dollars ou de 1 %. Les résultats du trimestre à l'étude tiennent compte de la hausse de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, cette rémunération étant toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice, ainsi que du recul, depuis le trimestre précédent, des sommes consacrées aux initiatives.

Les actifs sous gestion et sous administration ont augmenté de 14 milliards de dollars ou de 3 % grâce à l'appréciation des marchés et aux nouveaux actifs des clients.

Dans les paragraphes précédents qui traitent du groupe GP, les résultats ajustés sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2013	T1-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T1-2012	T4-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T4-2012
Revenus nets d'intérêts (bic)	298	290	3	271	10
Revenus autres que d'intérêts	606	485	25	630	(4)
Total des revenus (bic)	904	775	17	901	-
Dotations à la provision pour pertes sur créances	(15)	(9)	(69)	(4)	(+100)
Charges autres que d'intérêts	515	484	6	521	(1)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	404	300	35	384	5
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	94	76	26	70	36
Bénéfice net comptable	310	224	38	314	(2)
Bénéfice net ajusté	310	224	38	315	(2)
Revenus de négociation	538	514	5	585	(8)
Revenus d'investissements et de services aux grandes entreprises	366	261	40	316	16
Rendement des capitaux propres (%)	21,3	19,8	1,5	27,2	(5,9)
Levier d'exploitation (%)	10,3	(18,4)	n. s.	22,8	n. s.
Ratio d'efficience (%) (bic)	56,9	62,4	(5,5)	57,8	(0,9)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%) (bic)	0,59	0,62	(0,03)	0,55	0,04
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	201	186	8	196	2

**États-Unis – Points saillants**

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

Total des revenus (bic)	290	247	17	265	9
Charges autres que d'intérêts	212	201	6	221	(4)
Bénéfice net comptable	84	41	+100	29	+100
Actif productif moyen (en milliards de dollars américains)	74	69	7	73	1

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

n. s. – non significatif

**Comparaison du premier trimestre de 2013 et du premier trimestre de 2012**

Le bénéfice net s'est chiffré à 310 millions de dollars, ce qui reflète une hausse de 86 millions ou de 38 % depuis un an. L'attention soutenue qui a été accordée aux clients et la meilleure tenue des marchés ont renforcé l'ensemble des activités durant le trimestre. Le rendement des capitaux propres est passé de 19,8 % qu'il était au trimestre correspondant de l'exercice précédent à 21,3 %. L'unité américaine a également bénéficié d'un recouvrement d'impôts sur le résultat de périodes antérieures.

Les revenus se sont accrus de 129 millions de dollars ou de 17 %, pour se situer à 904 millions, ce qui a résulté de la hausse des revenus autres que d'intérêts, lesquels ont reflété une nette amélioration des commissions sur fusions et acquisitions et de celles de prise ferme de titres de créance. Les revenus d'intérêts et ceux tirés de la négociation d'actions se sont eux aussi améliorés. La dépréciation du dollar américain a affaibli les revenus de 7 millions depuis un an.

À l'instar des revenus, les charges autres que d'intérêts ont augmenté, à savoir de 31 millions de dollars ou de 6 %, ce qui a découlé surtout de la hausse des coûts de rémunération du personnel et de ceux de soutien. Le repli du dollar américain a réduit les charges de 3 millions en regard de ce qu'elles étaient un an plus tôt.

**Comparaison du premier trimestre de 2013 et du quatrième trimestre de 2012**

Les résultats du trimestre à l'étude ont été très vigoureux, enregistrant une légère baisse de 4 millions de dollars ou de 2 % par rapport à ceux du trimestre précédent.

Les revenus se sont renforcés de 3 millions de dollars, reflétant ainsi l'intensification des activités de banque d'investissement, et ce, surtout au chapitre des fusions et acquisitions, et la hausse des commissions de prise ferme de titres de créance. Ces facteurs ont été annulés par le recul des revenus de négociation.

Les charges autres que d'intérêts ont diminué de 6 millions de dollars ou de 1 % grâce surtout à la réduction de la rémunération du personnel. Cette réduction a été atténuée par les coûts de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, cette rémunération étant toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice.

Le recouvrement d'impôts a été moins élevé durant le trimestre. Les résultats du trimestre à l'étude ont bénéficié d'un recouvrement d'impôts sur le résultat de périodes antérieures qui a été constaté par l'unité américaine. Dans le trimestre précédent, un recouvrement d'impôts plus important par l'unité canadienne avait eu une incidence favorable sur les résultats.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2013	T1-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T1-2012	T4-2012	Augmentation (Diminution) (en %) c. T4-2012
Revenus nets d'intérêts avant compensation selon la bic des groupes	143	160	(11)	149	(4)
Compensation selon la bic des groupes	(64)	(52)	(24)	(92)	30
Revenus nets d'intérêts (bic)	79	108	(28)	57	38
Revenus autres que d'intérêts	4	187	(98)	133	(97)
Total des revenus (bic)	83	295	(72)	190	(57)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	31	(73)	+100	(36)	+100
Charges autres que d'intérêts	244	211	16	346	(30)
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	(192)	157	(+100)	(120)	(59)
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat (bic)	(127)	(24)	(+100)	(142)	11
Bénéfice net (perte) comptable	(65)	181	(+100)	22	(+100)
<b>Résultats ajustés</b>					
Total des revenus ajustés (bic)	(137)	(79)	(77)	(66)	(+100)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances, après ajustement	(51)	(123)	58	(115)	55
Charges autres que d'intérêts, après ajustement	149	69	+100	115	29
Bénéfice net (perte), après ajustement	(94)	20	(+100)	41	(+100)
<b>Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances des Services d'entreprise</b>					
Portefeuille de prêts immobiliers douteux	8	19	(58)	17	(53)
Prêts douteux acquis	(59)	(142)	58	(132)	55
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances, après ajustement	(51)	(123)	59	(115)	56
Dotation à la provision générale	-	19	(100)	(24)	100
Prêts productifs acquis	82	31	+100	103	(20)
Dotation comptable à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	31	(73)	+100	(36)	+100
Solde moyen des prêts et acceptations	1 189	2 186	(46)	1 397	(15)
Prêts et acceptations à la fin de la période	1 054	2 122	(50)	1 314	(20)
<b>États-Unis – Points saillants</b>					
(en millions de dollars américains)					
Total des revenus (bic)	116	208	(44)	179	(35)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	24	(103)	+100	(69)	+100
Charges autres que d'intérêts	139	98	40	196	(29)
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat (bic)	(36)	59	(+100)	(16)	(+100)
Bénéfice net (perte) comptable	(11)	154	(+100)	68	(+100)
Total des revenus ajustés (bic)	(96)	(24)	(+100)	(7)	(+100)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances, après ajustement	(55)	(123)	55	(116)	53
Charges autres que d'intérêts, après ajustement	47	(2)	+100	31	52
Bénéfice net (perte), après ajustement	(36)	84	(+100)	84	(+100)

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

n. s. - non significatif

## Services d'entreprise

Les Services d'entreprise sont constitués d'unités fonctionnelles et de l'unité Technologie et opérations.

Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, le droit et la conformité, la commercialisation, les communications et les ressources humaines.

L'unité Technologie et opérations (T&O) assure à BMO Groupe financier la prestation de services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services opérationnels, d'opérations immobilières et d'impartition.

Les coûts des unités fonctionnelles et des services de T&O sont transférés aux trois groupes d'exploitation clients (Services bancaires PE, groupe Gestion privée et BMO Marchés des capitaux), et seules des sommes peu élevées sont prises en compte dans les résultats des Services d'entreprise. Ainsi, les résultats opérationnels ajustés des Services d'entreprise reflètent l'incidence de certaines activités de gestion des actifs et des passifs, l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable, les résultats de certains portefeuilles d'actifs douteux et le recouvrement sur les dotations à la provision pour pertes sur créances du portefeuille de prêts douteux acquis de M&I. Les résultats comptables des Services d'entreprise tiennent également compte d'un certain nombre d'éléments et d'activités qui sont ignorés dans les résultats ajustés de BMO afin de faciliter l'évaluation de son rendement. Ces éléments d'ajustement ne sont pas pris en compte dans les résultats opérationnels de base. Ils sont décrits dans la section Mesures non conformes aux PCGR. Tous les éléments d'ajustement sont constatés par les Services d'entreprise si ce n'est de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, lequel est pris en compte par les groupes d'exploitation.

## Analyse des résultats financiers

Les Services d'entreprise ont enregistré une perte de 65 millions de dollars pour le trimestre, comparativement à un bénéfice net de 181 millions il y a un an. Les résultats des Services d'entreprise tiennent compte de plusieurs éléments et activités qui sont ignorés dans les résultats ajustés de BMO afin de faciliter l'évaluation de son rendement. Tel qu'il est précisé ci-dessus, ces éléments d'ajustement ne reflètent pas les résultats opérationnels de base.

La perte nette ajustée du premier trimestre de 2013 a été de 94 millions de dollars, alors qu'un bénéfice net ajusté de 20 millions avait été inscrit il y a un an. Les charges ajustées ont augmenté de 80 millions en raison surtout de la hausse des coûts des avantages du personnel, dont ceux de retraite, du calendrier des dépenses d'investissement dans la technologie et de la hausse des coûts des indemnités de licenciement. Le montant ajusté des recouvrements de pertes sur créances s'est replié de 72 millions en raison d'une réduction de 83 millions des recouvrements sur le portefeuille de prêts douteux acquis de M&I. Les revenus ajustés ont fléchi de 58 millions en raison du recul des profits sur titres, d'un montant plus élevé de compensation sur la bic des groupes et de la diminution des revenus associés à divers éléments, tels ceux liés à la trésorerie, éléments qui ont tous été négligeables pris isolément.

La perte nette des Services d'entreprise s'est chiffrée à 65 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, comparativement à un bénéfice net de 22 millions au quatrième trimestre. La perte nette ajustée a été de 94 millions de dollars, contre un bénéfice net ajusté de 41 millions le trimestre précédent. Les revenus ajustés ont baissé de 71 millions à cause de plusieurs éléments, dont ceux liés à la trésorerie, éléments qui ont tous été négligeables pris isolément. Le montant ajusté des recouvrements de pertes sur créances a diminué de 64 millions, ce qui rend compte d'une réduction de 73 millions des recouvrements sur les dotations à la provision pour pertes sur créances du portefeuille de prêts douteux acquis de M&I. Les charges ajustées ont augmenté de 34 millions en raison surtout de la hausse des coûts des avantages du personnel et de la rémunération liée au rendement du personnel admissible à la retraite, éléments qui sont tous deux généralement plus élevés au premier trimestre de l'exercice.

Les prêts et acceptations totalisaient 1 054 millions de dollars à la fin du trimestre à l'étude, ce qui représente respectivement 1 068 millions et 260 millions de moins qu'il y a un an et qu'au trimestre précédent et reflète la liquidation du portefeuille de prêts douteux garantis par des biens immobiliers.

Dans les paragraphes précédents qui traitent des Services d'entreprise, les résultats ajustés sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2013	T4-2012	T1-2012
<b>Résultats comptables</b>			
Revenus	4 081	4 176	4 117
Charges autres que d'intérêts	(2 590)	(2 701)	(2 554)
Bénéfice avant dotation et impôts	1 491	1 475	1 563
Dotations à la provision pour pertes sur créances	(178)	(192)	(141)
Charge d'impôts sur le résultat	(265)	(201)	(313)
Bénéfice net	1 048	1 082	1 109
<b>Mesures comptables (% , sauf indication contraire)</b>			
BPA (\$)	1,53	1,59	1,63
Croissance du bénéfice net	(5)	41	34
Croissance du BPA	(6)	43	22
Croissance des revenus	(1)	9	19
Croissance des charges autres que d'intérêts	1	11	24
Ratio d'efficacité	63,5	64,7	62,0
Levier d'exploitation	(2,3)	(1,7)	(5,4)
Rendement des capitaux propres	14,9	15,6	17,2
<b>Éléments d'ajustement (avant impôts)</b>			
Éléments liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I 2)	128	57	184
Coûts d'intégration de M&I 3)	(92)	(153)	(70)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	(31)	(34)	(34)
Diminution (augmentation) de la provision générale pour pertes sur créances	-	49	-
Activités de crédit structuré en voie de liquidation 4)	7	67	136
Coûts de restructuration 3)	-	(74)	(68)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice avant impôts	12	(88)	148
<b>Éléments d'ajustement (après impôts)</b>			
Éléments liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I	79	35	114
Coûts d'intégration de M&I	(57)	(95)	(43)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	(22)	(24)	(24)
Diminution (augmentation) de la provision générale pour pertes sur créances	-	27	-
Activités de crédit structuré en voie de liquidation	7	67	136
Coûts de restructuration	-	(53)	(46)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice net comptable après impôts	7	(43)	137
BPA (\$)	0,01	(0,06)	0,21
<b>Résultats ajustés 1)</b>			
Revenus	3 861	3 920	3 743
Charges autres que d'intérêts	(2 464)	(2 436)	(2 378)
Bénéfice avant dotation et impôts	1 397	1 484	1 365
Dotations à la provision pour pertes sur créances	(96)	(113)	(91)
Charge d'impôts sur le résultat	(260)	(246)	(302)
Bénéfice net ajusté	1 041	1 125	972
<b>Mesures ajustées (% , sauf indication contraire) 1)</b>			
BPA (\$)	1,52	1,65	1,42
Croissance du bénéfice net	7	35	19
Croissance du BPA	7	38	8
Croissance des revenus	3	7	9
Croissance des charges autres que d'intérêts	4	4	16
Ratio d'efficacité	63,8	62,2	63,5
Levier d'exploitation	(0,4)	2,7	(7,6)
Rendement des capitaux propres	14,8	16,3	15,0

1) Les résultats ajustés figurant dans ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR.

2) Comprenant des revenus nets d'intérêts de 210 millions de dollars et des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances de 82 millions au T1-2013; des revenus nets d'intérêts de 185 millions, des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances de 103 millions et des dotations à la provision générale de 25 millions au T4-2012; ainsi que des revenus nets d'intérêts de 234 millions, des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances de 31 millions et des dotations à la provision générale de 19 millions au T1-2012.

3) Inclus dans les charges autres que d'intérêts.

4) Incluses en quasi-totalité dans les revenus de négociation, dans les revenus autres que d'intérêts.

### Mesures non conformes aux PCGR (suite)

Les résultats et mesures figurant dans ce Rapport de gestion sont présentés conformément aux PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments, tel qu'il est indiqué dans le tableau 28. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats en plus de leur permettre d'apprécier l'incidence d'éléments spécifiques sur les résultats des périodes indiquées et de mieux évaluer les résultats compte non tenu des éléments s'ils considèrent que ceux-ci ne reflètent pas les résultats continus. C'est pourquoi ce mode de présentation peut aider les lecteurs à analyser les tendances et à faire des comparaisons avec nos concurrents. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et n'ont donc aucun sens normalisé aux termes de ceux-ci. Ils sont difficilement comparables avec des mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises et ne devraient pas être interprétés de manière isolée ni comme pouvant remplacer les résultats établis aux termes des PCGR. La section qui traite du bénéfice net ajusté renferme également des détails sur les ajustements.

Certains éléments d'ajustement ont trait à des charges qui découlent d'acquisitions, notamment l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, et qui sont désignés comme des éléments d'ajustement puisque l'amortissement de telles immobilisations peut ne pas avoir été considéré comme des charges pertinentes au moment de la décision d'achat. Certains autres frais liés à l'acquisition de l'entreprise acquise ont été désignés comme des éléments d'ajustement compte tenu de l'importance des montants et du fait qu'ils peuvent influencer sur l'analyse des tendances. Divers autres éléments ont également été désignés comme des éléments d'ajustement en raison de leurs répercussions sur l'analyse des tendances. Ils comprennent les variations de la provision générale, des montants liés au crédit eu égard au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I, les activités de crédit structuré en voie de liquidation et les coûts de restructuration.

Le profit économique net équivaut au bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, moins une charge au titre du capital, et est considéré comme une mesure efficace de la valeur économique ajoutée.

Le bénéfice avant dotation et impôts est jugé une mesure du rendement utile puisqu'il ne tient pas compte de l'incidence des pertes sur créances ni des impôts sur le résultat, laquelle peut parfois masquer le rendement en raison de l'importance et de la variabilité de ces éléments.

Au premier trimestre de 2013, les éléments d'ajustement ont accru le bénéfice net comptable de 7 millions de dollars après impôts, montant représentant un avantage net après impôts d'éléments liés au crédit de 79 millions eu égard au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I (y compris des revenus nets d'intérêts de 210 millions, après déduction d'une dotation à la provision pour pertes sur créances de 82 millions et des impôts sur le résultat connexes de 49 millions), des coûts de 92 millions (57 millions après impôts) en

lien avec l'intégration de l'entreprise acquise, une charge de 31 millions (22 millions après impôts) au titre de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à toutes les acquisitions, et un avantage de 7 millions avant et après impôts découlant des activités de crédit structuré en voie de liquidation prises en compte essentiellement dans les revenus de négociation. Les éléments d'ajustement ont été imputés aux Services d'entreprise, sauf dans le cas de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions qui, lui, a été ventilé aux groupes d'exploitation comme suit : 3 millions (3 millions après impôts) à PE Canada; 20 millions (13 millions après impôts) à PE États-Unis; et 8 millions (6 millions après impôts) au groupe Gestion privée.

Au quatrième trimestre de 2012, les éléments d'ajustement avaient réduit le bénéfice net de 43 millions de dollars après impôts et avaient compris un avantage net après impôts de 35 millions découlant d'éléments liés au crédit eu égard au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I (dont des revenus nets d'intérêts de 185 millions, après déduction d'une dotation de 128 millions à la provision pour pertes sur créances et des impôts sur le résultat connexes de 22 millions), des coûts de 153 millions (95 millions après impôts) en lien avec l'intégration de l'entreprise acquise, une charge de 34 millions (24 millions après impôts) au titre de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à toutes les acquisitions, une hausse de 49 millions (27 millions après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances, un avantage de 67 millions avant et après impôts découlant des activités de crédit structuré en voie de liquidation et une charge de restructuration de 74 millions (53 millions après impôts). Les éléments d'ajustement avaient été imputés aux Services d'entreprise, sauf dans le cas de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions qui, lui, avait été ventilé aux groupes d'exploitation comme suit : 3 millions (2 millions après impôts) à PE Canada; 24 millions (16 millions après impôts) à PE États-Unis; et 7 millions (6 millions après impôts) au groupe Gestion privée.

Au premier trimestre de 2012, les éléments d'ajustement avaient accru le bénéfice net comptable de 137 millions de dollars après impôts et avaient compris un avantage net de 114 millions après impôts au titre d'éléments liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis de M&I (y compris des revenus nets d'intérêts de 234 millions, après déduction d'une dotation à la provision pour pertes sur créances de 50 millions et d'impôts sur le résultat connexes de 70 millions), des coûts de 70 millions (43 millions après impôts) en lien avec l'intégration de l'entreprise acquise, une charge de 34 millions (24 millions après impôts) au titre de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à toutes les acquisitions, un avantage de 136 millions avant et après impôts attribuable aux résultats des activités de crédit structuré en voie de liquidation prises en compte essentiellement dans les revenus de négociation et une charge de restructuration de 68 millions (46 millions après impôts). Les éléments d'ajustement avaient été imputés aux Services d'entreprise, sauf dans le cas de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions qui, lui, avait été ventilé aux groupes d'exploitation comme suit : 3 millions (2 millions après impôts) à PE Canada; 24 millions (17 millions après impôts) à PE États-Unis; et 7 millions (5 millions après impôts) au groupe Gestion privée.

Notre Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2013, incluant nos états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 31 janvier 2013, est disponible dans son intégralité sur notre site Web à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs) ainsi que sur le site de SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## État consolidé des résultats

	Pour les périodes de trois mois closes le				
	31 janvier 2013	31 octobre 2012	31 juillet 2012	30 avril 2012	31 janvier 2012
<b>Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions</b>					
Prêts	2 741 \$	2 786 \$	2 807 \$	2 680 \$	2 868 \$
Valeurs mobilières	576	570	568	536	591
Dépôts à d'autres banques	61	58	72	64	45
	<b>3 378</b>	<b>3 414</b>	<b>3 447</b>	<b>3 280</b>	<b>3 504</b>
<b>Charges d'intérêts</b>					
Dépôts	666	700	680	570	628
Dette subordonnée	35	32	37	47	49
Titres de fiducie de capital (note 12)	12	12	12	11	16
Autres passifs	449	525	493	532	493
	<b>1 162</b>	<b>1 269</b>	<b>1 222</b>	<b>1 160</b>	<b>1 186</b>
<b>Revenus nets d'intérêts</b>	<b>2 216</b>	<b>2 145</b>	<b>2 225</b>	<b>2 120</b>	<b>2 318</b>
<b>Revenus autres que d'intérêts</b>					
Commissions et droits sur titres	280	282	276	303	285
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	225	230	232	227	240
Revenus de négociation	223	312	140	228	345
Commissions sur prêts	188	175	169	137	160
Frais de services de cartes	177	181	186	174	167
Frais de gestion de placements et de garde de titres	172	186	188	179	172
Revenus tirés de fonds d'investissement	187	168	161	159	159
Commissions de prise ferme et de consultation	166	111	123	130	78
Profits sur titres, autres que de négociation	26	56	14	40	42
Revenus de change, autres que de négociation	37	35	28	51	39
Revenus d'assurance	107	144	40	105	46
Autres	77	151	96	106	66
	<b>1 865</b>	<b>2 031</b>	<b>1 653</b>	<b>1 839</b>	<b>1 799</b>
<b>Total des revenus</b>	<b>4 081</b>	<b>4 176</b>	<b>3 878</b>	<b>3 959</b>	<b>4 117</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)</b>	<b>178</b>	<b>192</b>	<b>237</b>	<b>195</b>	<b>141</b>
<b>Charges autres que d'intérêts</b>					
Rémunération du personnel (note 15)	1 475	1 454	1 337	1 391	1 446
Bureaux et matériel	455	527	473	461	455
Amortissement des immobilisations incorporelles	87	88	86	82	83
Déplacements et expansion des affaires	123	129	116	118	128
Communications	72	78	79	72	72
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	10	13	10	11	12
Honoraires	126	168	161	141	123
Autres	242	244	222	223	235
	<b>2 590</b>	<b>2 701</b>	<b>2 484</b>	<b>2 499</b>	<b>2 554</b>
<b>Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat</b>	<b>1 313</b>	<b>1 283</b>	<b>1 157</b>	<b>1 265</b>	<b>1 422</b>
Charge d'impôts sur le résultat	265	201	187	237	313
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 048 \$</b>	<b>1 082 \$</b>	<b>970 \$</b>	<b>1 028 \$</b>	<b>1 109 \$</b>
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Banque	1 030	1 064	951	1 010	1 090
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	18	18	19	18	19
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 048 \$</b>	<b>1 082 \$</b>	<b>970 \$</b>	<b>1 028 \$</b>	<b>1 109 \$</b>
<b>Bénéfice par action (en dollars canadiens) (note 16)</b>					
De base	1,53 \$	1,59 \$	1,42 \$	1,52 \$	1,65 \$
Dilué	1,53	1,59	1,42	1,51	1,63

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

## État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes le				
	31 janvier 2013	31 octobre 2012	31 juillet 2012	30 avril 2012	31 janvier 2012
Bénéfice net	1 048 \$	1 082 \$	970 \$	1 028 \$	1 109 \$
Autres éléments du résultat global (de la perte globale)					
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente					
Profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période [après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 6 \$, de (12) \$, de (9) \$, de (2) \$ et de 10 \$]	(18)	22	26	6	(30)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) pertes au cours de la période [après la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de 5 \$, de 14 \$, de 14 \$, de (11) \$ et de 22 \$]	(15)	(39)	14	(23)	(33)
	(33)	(17)	40	(17)	(63)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie					
Profits (pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période [après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 21 \$, de (7) \$, de (63) \$, de 99 \$ et de (19) \$]	(58)	15	177	(300)	46
Reclassement, dans le résultat, de (profits) sur les couvertures de flux de trésorerie (après la charge d'impôts sur le résultat de 12 \$, de 14 \$, de 9 \$, de 15 \$ et de néant)	(34)	(40)	(29)	(38)	-
	(92)	(25)	148	(338)	46
Profit net (perte) provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger					
Profit (perte) latent provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	(34)	(63)	260	(255)	133
Incidence de la couverture du profit (de la perte) latent provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger [après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (7) \$, de (5) \$, de 24 \$, de (23) \$ et de 17 \$]	19	17	(70)	66	(48)
	(15)	(46)	190	(189)	85
Autres éléments du résultat global (de la perte globale)	(140)	(88)	378	(544)	68
<b>Total du résultat global</b>	<b>908 \$</b>	<b>994 \$</b>	<b>1 348 \$</b>	<b>484 \$</b>	<b>1 177 \$</b>
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Banque	890	976	1 329	466	1 158
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	18	18	19	18	19
<b>Total du résultat global</b>	<b>908 \$</b>	<b>994 \$</b>	<b>1 348 \$</b>	<b>484 \$</b>	<b>1 177 \$</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

## Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	31 janvier 2013	31 octobre 2012	31 juillet 2012	30 avril 2012	31 janvier 2012
<b>Actifs</b>					
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>31 519 \$</b>	19 941 \$	33 592 \$	34 117 \$	39 553 \$
<b>Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques</b>	<b>6 149</b>	6 341	5 995	7 010	7 603
<b>Valeurs mobilières</b>					
Titres de négociation	73 580	70 109	70 045	71 432	71 018
Titres disponibles à la vente (note 2)	52 541	56 382	59 297	54 906	54 545
Titres détenus jusqu'à l'échéance	1 280	875	-	-	-
Titres divers	961	958	877	781	825
	<b>128 362</b>	128 324	130 219	127 119	126 388
<b>Titres pris en pension ou empruntés</b>	<b>52 957</b>	47 011	47 453	43 349	43 236
<b>Prêts (notes 3 et 6)</b>					
Prêts hypothécaires à l'habitation	89 025	87 870	85 595	82 260	81 317
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	61 531	61 436	60 792	60 002	59 688
Prêts sur cartes de crédit	7 683	7 814	7 837	7 861	7 871
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	93 965	90 402	90 952	88 704	88 091
	<b>252 204</b>	247 522	245 176	238 827	236 967
Engagements de clients aux termes d'acceptations	8 626	8 019	8 013	7 406	6 782
Provision pour pertes sur créances (note 3)	(1 672)	(1 706)	(1 755)	(1 807)	(1 756)
	<b>259 158</b>	253 835	251 434	244 426	241 993
<b>Autres actifs</b>					
Instruments dérivés	42 548	48 071	52 263	46 760	58 219
Bureaux et matériel	2 165	2 120	2 059	2 033	2 020
Écart d'acquisition (note 9)	3 728	3 717	3 732	3 702	3 656
Immobilisations incorporelles	1 534	1 552	1 572	1 541	1 558
Actifs d'impôt exigible	1 391	1 293	1 141	2 187	1 504
Actifs d'impôt différé	2 792	2 906	3 000	2 820	3 090
Actifs divers	9 962	10 338	9 788	10 439	9 440
	<b>64 120</b>	69 997	73 555	69 482	79 487
<b>Total des actifs</b>	<b>542 265 \$</b>	525 449 \$	542 248 \$	525 503 \$	538 260 \$
<b>Passifs et capitaux propres</b>					
<b>Dépôts (note 10)</b>					
Banques	21 959 \$	17 290 \$	23 314 \$	22 508 \$	20 150 \$
Entreprises et administrations publiques	202 267	185 182	183 698	171 539	173 852
Particuliers	126 699	121 230	121 956	122 020	122 555
	<b>350 925</b>	323 702	328 968	316 067	316 557
<b>Autres passifs</b>					
Instruments dérivés	43 516	48 736	53 132	46 472	55 157
Acceptations	8 626	8 019	8 013	7 406	6 782
Titres vendus à découvert	21 439	23 439	22 523	23 834	21 269
Titres mis en pension ou prêtés	37 709	39 737	47 145	46 076	51 952
Passifs d'impôt exigible	304	404	294	1 017	634
Passifs d'impôt différé	163	171	191	207	225
Passifs divers	44 535	46 596	48 029	50 295	51 342
	<b>156 292</b>	167 102	179 327	175 307	187 361
<b>Dettes subordonnées (note 11)</b>	<b>4 064</b>	4 093	4 107	5 276	5 362
<b>Titres de fiducie de capital (note 12)</b>	<b>451</b>	462	450	462	450
<b>Capitaux propres</b>					
Capital social (note 13)	14 492	14 422	14 213	14 033	14 260
Surplus d'apport	214	213	216	215	119
Résultats non distribués	14 068	13 540	12 977	12 512	11 986
Cumul des autres éléments du résultat global	340	480	568	190	734
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	<b>29 114</b>	28 655	27 974	26 950	27 099
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 419	1 435	1 422	1 441	1 431
Total des capitaux propres	<b>30 533</b>	30 090	29 396	28 391	28 530
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>542 265 \$</b>	525 449 \$	542 248 \$	525 503 \$	538 260 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires. Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

## État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

Pour les périodes de trois mois closes le

	31 janvier 2013	31 janvier 2012
<b>Actions privilégiées</b>		
Solde au début de la période	2 465 \$	2 861 \$
Solde à la fin de la période	2 465	2 861
<b>Actions ordinaires</b>		
Solde au début de la période	11 957	11 332
Émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	37	46
Émises en vertu du régime d'options sur actions	33	21
Solde à la fin de la période	12 027	11 399
<b>Surplus d'apport</b>		
Solde au début de la période	213	113
Charges liées aux options sur actions/options exercées	1	6
Solde à la fin de la période	214	119
<b>Résultats non distribués</b>		
Solde au début de la période	13 540	11 381
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 030	1 090
Dividendes – Actions privilégiées	(33)	(37)
– Actions ordinaires	(469)	(448)
Solde à la fin de la période	14 068	11 986
<b>Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux titres disponibles à la vente</b>		
Solde au début de la période	265	322
Pertes latentes sur les titres disponibles à la vente survenant au cours de la période (après le recouvrement d'impôts sur le résultat de 6 \$ et de 10 \$)	(18)	(30)
Reclassement dans le résultat des (profits) de la période (après le recouvrement d'impôts de 5 \$ et de 22 \$)	(15)	(33)
Solde à la fin de la période	232	259
<b>Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux couvertures de flux de trésorerie</b>		
Solde au début de la période	142	311
Profits (pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenant au cours de la période [après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 21 \$ et de (19) \$]	(58)	46
Reclassement dans le résultat des (profits) sur les couvertures de flux de trésorerie (après le recouvrement d'impôts sur le résultat de 12 \$ et de néant)	(34)	–
Solde à la fin de la période	50	357
<b>Cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger</b>		
Solde au début de la période	73	33
Profit (perte) latent à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	(34)	133
Incidence de la couverture du profit (de la perte) latent à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger [après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (7) \$ et de 17 \$]	19	(48)
Solde à la fin de la période	58	118
<b>Total du cumul des autres éléments du résultat global</b>	<b>340</b>	<b>734</b>
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>29 114 \$</b>	<b>27 099 \$</b>
<b>Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales</b>		
Solde au début de la période	1 435	1 483
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	18	19
Dividendes à la participation ne donnant pas le contrôle	(31)	(31)
Autres	(3)	(40)
Solde à la fin de la période	1 419	1 431
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>30 533 \$</b>	<b>28 530 \$</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

## État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

Pour les périodes de trois mois  
closes le

	31 janvier 2013	31 janvier 2012
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>		
Bénéfice net	1 048 \$	1 109 \$
Ajustements en vue de déterminer les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles		
Réduction de valeur pour dépréciation de titres, autres que de négociation	-	1
(Profit) net sur les titres, autres que de négociation	(26)	(43)
(Augmentation) nette des titres de négociation	(3 464)	(1 106)
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	178	141
Variation des instruments dérivés – (Augmentation) diminution des actifs dérivés	5 728	(3 183)
– Augmentation (diminution) des passifs dérivés	(5 327)	4 251
Amortissement des bureaux et du matériel	90	92
Amortissement des immobilisations incorporelles	87	83
Diminution nette de l'actif d'impôt différé	110	282
(Diminution) nette du passif d'impôt différé	(8)	(89)
(Augmentation) nette de l'actif d'impôt exigible	(104)	(166)
Augmentation (diminution) nette de l'actif d'impôt exigible	(100)	42
Variation des intérêts courus – (augmentation) diminution des intérêts à recevoir	127	(10)
– (diminution) des intérêts à payer	(68)	(112)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	(875)	(1 428)
Augmentation nette des dépôts	27 932	11 744
(Augmentation) nette des prêts	(4 693)	(3 323)
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	(2 000)	1 077
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension ou prêtés	(2 034)	19 934
(Augmentation) nette des titres pris en pension ou empruntés	(5 945)	(5 256)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles	10 656	24 040
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Augmentation (diminution) nette des passifs de filiales	(176)	18
Produit de l'émission (l'échéance) d'obligations couvertes (note 10)	(1 354)	2 000
Rachat de titres d'une fiducie de capital (note 12)	-	(400)
Produit de l'émission d'actions ordinaires	34	23
Dividendes versés en trésorerie	(466)	(441)
Dividendes versés aux actionnaires ne détenant pas le contrôle	(31)	(31)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(1 993)	1 169
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	188	(1 611)
Achats de titres, autres que de négociation	(5 193)	(10 749)
Échéances de titres, autres que de négociation	3 794	2 878
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	3 923	4 568
Bureaux et matériel – achats nets	(138)	(45)
Logiciels achetés et développés – achats nets	(64)	(73)
Acquisitions (note 8)	401	-
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	2 911	(5 032)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	4	(300)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	11 578	19 877
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	19 941	19 676
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>31 519 \$</b>	<b>39 553 \$</b>
<b>Composition :</b>		
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques	29 679 \$	37 731 \$
Chèques et autres effets en transit, montant net	1 840	1 822
	<b>31 519 \$</b>	<b>39 553 \$</b>
<b>Autres renseignements sur les flux de trésorerie :</b>		
Inclusion dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles :		
Montant d'intérêts versés au cours de la période	1 227 \$	1 300 \$
Montant d'impôts sur le résultat payés au cours de la période	335 \$	179 \$
Montant des intérêts et des dividendes reçus au cours de la période	3 484 \$	3 466 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

31 janvier 2013 (non audité)

## Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque) est une société ouverte constituée au Canada et dont le siège social se trouve à Montréal, au Canada. La Banque est un fournisseur de services financiers hautement diversifiés et offre une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires de détail, de la gestion de patrimoine et des services de banque d'affaires.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*. Nous nous conformons également aux interprétations des Normes internationales d'information financière (IFRS) que fait notre

organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). Les présents états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus à la lumière des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2012 qui figurent aux pages 124 à 181 de notre Rapport annuel 2012.

Il n'y a pas eu de changement de nos méthodes comptables aux termes des IFRS au cours du trimestre clos le 31 janvier 2013.

La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par notre Conseil d'administration le 26 février 2013.

## Note 2 : Valeurs mobilières

### Profits et pertes latents

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et des pertes latents sur les titres disponibles à la vente.

(en millions de dollars canadiens)

	31 janvier 2013				31 octobre 2012			
	Coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	16 041	209	40	16 210	17 050	265	38	17 277
des administrations provinciales et municipales canadiennes	2 703	25	3	2 725	2 642	39	1	2 680
l'administration fédérale américaine	7 430	83	5	7 508	10 010	89	-	10 099
des municipalités, agences et États américains	4 179	60	5	4 234	3 771	83	7	3 847
d'autres administrations publiques	6 036	10	5	6 041	6 591	10	5	6 596
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires - Canada 1)	259	2	-	261	432	3	-	435
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires - États-Unis	6 071	59	4	6 126	6 324	78	14	6 388
Titres de créance d'entreprises	8 108	158	8	8 258	7 724	169	18	7 875
Titres de participation d'entreprises	1 121	61	4	1 178	1 129	59	3	1 185
<b>Total</b>	<b>51 948</b>	<b>667</b>	<b>74</b>	<b>52 541</b>	<b>55 673</b>	<b>795</b>	<b>86</b>	<b>56 382</b>

1) Ces montants sont étayés par des prêts hypothécaires assurés.

## Note 3 : Prêts et provision pour pertes sur créances

### Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à d'autres instruments de crédit. La portion liée aux autres

instruments de crédit est comptabilisée dans les passifs divers à notre bilan consolidé. Au 31 janvier 2013, la provision pour pertes sur créances liées aux autres instruments de crédit figurant dans les passifs divers totalisait 253 millions de dollars (220 millions au 31 janvier 2012).

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre provision pour pertes sur créances.

(en millions de dollars canadiens)

	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	31 janvier 2013	31 janvier 2012	31 janvier 2013	31 janvier 2012	31 janvier 2013	31 janvier 2012	31 janvier 2013	31 janvier 2012	31 janvier 2013	31 janvier 2012
Pour les périodes de trois mois closes le										
Provision spécifique au début de la période	76	74	62	59	338	426	-	-	476	559
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	35	8	161	160	(18)	(46)	-	-	178	122
Recouvrements	2	33	35	38	121	152	-	-	158	223
Montants sortis du bilan	(25)	(44)	(196)	(192)	(105)	(141)	-	-	(326)	(377)
Change et autres	(6)	1	2	(2)	(15)	(27)	-	-	(19)	(28)
Provision spécifique à la fin de la période	82	72	64	63	321	364	-	-	467	499
Provision générale au début de la période	47	36	624	565	759	817	30	34	1 460	1 452
Dotation à la provision générale pour pertes sur créances	5	-	(6)	59	6	(29)	(5)	(11)	-	19
Change et autres	-	-	-	-	(2)	6	-	-	(2)	6
Provision générale à la fin de la période	52	36	618	624	763	794	25	23	1 458	1 477
Total de la provision	134	108	682	687	1 084	1 158	25	23	1 925	1 976
Composition : Prêts	122	106	682	687	843	940	25	23	1 672	1 756
Autres instruments de crédit	12	2	-	-	241	218	-	-	253	220

Des revenus d'intérêts sur les prêts douteux de 34 millions de dollars ont été inscrits pour le trimestre clos le 31 janvier 2013 (37 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2012).

### Prêts couverts par FDIC

Certains prêts acquis dans le cadre de notre acquisition d'AMCORE Bank sont assujettis à une entente de partage des pertes conclue avec Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC). Aux termes de cette entente, FDIC nous rembourse 80 % des pertes nettes que nous subissons sur les prêts couverts.

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2013, nous avons inscrit de nouvelles dotations à la provision pour pertes sur créances et des recouvrements de (1,3) million et de 12,5 millions de dollars, respectivement, relativement aux prêts d'AMCORE (des dotations à la provision pour pertes sur créances et des recouvrements de (2,1) millions et de (1,7) million, respectivement, pour le trimestre clos le 31 janvier 2012). Ces montants sont présentés déduction faite des montants qui devraient nous être remboursés par FDIC sur les prêts couverts.

### Prêts productifs acquis

Au 31 janvier 2013, le montant résiduel des prêts productifs acquis figurant au bilan était de 19,4 milliards de dollars (21,1 milliards au 31 octobre 2012). Au 31 janvier 2013, l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel sur les prêts à terme productifs acquis, les prêts renouvelables et les autres prêts productifs s'établissait à 684 millions de dollars, à 259 millions et à 19 millions, respectivement (à 849 millions, à 301 millions et à 23 millions, respectivement, au 31 octobre 2012). Du total de l'ajustement au titre des pertes sur créances relatif aux prêts productifs de 962 millions de dollars, une

tranche de 511 millions sera amortie sur la durée résiduelle du portefeuille. Une tranche de 451 millions de dollars ne sera pas amortie et sera comptabilisée soit dans les revenus nets d'intérêts, soit dans les dotations à la provision générale pour pertes sur créances lorsque les prêts seront remboursés ou que des changements de la qualité de crédit du portefeuille surviendront.

### Prêts douteux acquis

Au 31 janvier 2013, le montant résiduel des prêts productifs acquis figurant au bilan était de 1,1 milliard de dollars (1,2 milliard au 31 octobre 2012). Au 31 janvier 2013, l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel relatif aux prêts douteux acquis s'établissait à 405 millions de dollars (445 millions au 31 octobre 2012).

### Engagements et lettres de crédit non capitalisés repris

En lien avec notre acquisition de Marshall & Ilsley Corporation (M&I), nous avons constaté un passif lié aux engagements et lettres de crédit non capitalisés.

Au 31 janvier 2013, l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel relatif aux engagements et lettres de crédit non capitalisés acquis se chiffrait à 74 millions de dollars (99 millions au 31 octobre 2012).

## Note 4 : Gestion des risques

Nous avons recours à une méthode globale pour repérer, évaluer, surveiller et gérer les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés aux instruments financiers sont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché et le risque de liquidité et de financement.

### Risque de crédit et de contrepartie

Nous sommes exposés au risque de crédit en raison de la possibilité que des contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations financières envers nous. Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et aux autres instruments de crédit. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face.

### Risque de marché

Le risque de marché représente le risque que la valeur de nos actifs et de nos passifs affiche des fluctuations négatives à cause de la variation de certains paramètres du marché, tels les taux d'intérêt, les cours de change, les cours des actions, le prix des produits de base et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts

## Note 5 : Garanties

Dans le cadre normal des activités, nous utilisons divers types de garanties, les principaux étant présentés ci-dessous.

### Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires

Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires représentent notre engagement à effectuer des paiements à des tiers pour le compte d'une autre partie si cette dernière n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou de respecter ses autres engagements contractuels. Le montant maximal à payer en vertu des lettres de crédit de soutien et des cautionnements bancaires était de 12 071 millions de dollars au 31 janvier 2013 (11 851 millions au 31 octobre 2012). La majorité de ces engagements ont une échéance d'au plus un an. Les sûretés exigées relativement aux lettres de crédit de soutien et aux cautionnements bancaires sont conformes aux sûretés que nous exigeons pour les prêts. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis en lien avec ces engagements.

Au 31 janvier 2013, un montant de 31 millions de dollars (29 millions au 31 octobre 2012) était inclus dans les autres passifs relativement à des parties qui étaient visées par un cautionnement bancaire et qui n'étaient pas en mesure de satisfaire à leur obligation envers des tiers (voir la note 3). Aucun autre montant n'était inclus dans notre bilan consolidé au 31 janvier 2013 ou au 31 octobre 2012 relativement à ces lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires.

de taux et le risque de migration du crédit et de défaillance. Nous sommes exposés au risque de marché du fait de nos activités de négociation et de prise ferme, ainsi que de nos activités bancaires structurelles.

### Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, y compris nos obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi qu'à nos engagements au titre de prêts, d'investissements et de nantissements, et ce, même en période difficile. La gestion du risque de liquidité et de financement est essentielle au maintien de la confiance des déposants et à la stabilité du bénéficiaire.

Les principales mesures au 31 janvier 2013 sont exposées dans la section Gestion des risques, aux pages 10 à 14 de notre Rapport de gestion figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre.

### Concours et autres facilités de trésorerie

Les concours de trésorerie sont fournis à des programmes de papier commercial adossé à des actifs (PCAA), qui sont administrés par nous ou par des tiers, et constituent une source de financement de substitution advenant que ces programmes ne puissent accéder aux marchés du PCAA ou lorsque les actifs financiers détenus par ces programmes n'atteignent pas les objectifs de rendement prédéterminés. Les modalités des concours de trésorerie ne nous obligent pas à avancer des sommes aux programmes en question en cas de faillite de l'emprunteur. La durée des concours de trésorerie ne dépasse habituellement pas une année, mais elle peut être de plusieurs années.

Le montant maximal à payer en vertu de ces concours et autres facilités de trésorerie totalisait 4 899 millions de dollars au 31 janvier 2013 (4 467 millions au 31 octobre 2012). Au 31 janvier 2013, une somme de 107 millions était en cours sur des facilités utilisées conformément aux modalités des concours de trésorerie (107 millions au 31 octobre 2012).

### Rehaussements de crédit

Lorsque les conditions le justifient, nous fournissons des rehaussements partiels de crédit pour des transactions effectuées dans le cadre de programmes de PCAA que nous administrons ou qui le sont par des tiers. Les rehaussements de crédit sont compris dans les concours de trésorerie.

### Facilités de financement de premier rang

En plus de notre investissement dans les billets visés par l'Accord de Montréal, nous avons accordé une facilité de prêt de premier rang de 295 millions de dollars au 31 janvier 2013 (295 millions au 31 octobre 2012). Aucun montant n'y avait été prélevé au 31 janvier 2013 ou au 31 octobre 2012.

## Instruments dérivés

Certains de nos instruments dérivés correspondent à la définition comptable d'une garantie lorsqu'ils obligent l'émetteur à faire des paiements afin de rembourser à leur porteur le montant d'une perte qu'il a subie parce qu'un débiteur a omis de faire les paiements au moment prévu par les modalités d'un instrument de créance. Afin de réduire les risques liés à ces dérivés, nous concluons des contrats qui couvrent les risques en question.

Les swaps sur défaillance position vendeur exigent que nous indemnisons une contrepartie par suite d'un incident de crédit lié à un engagement de référence précis, comme une obligation ou un prêt. Le montant maximal à payer en vertu de swaps sur défaillance est égal à leur montant nominal de référence, soit 22 475 millions de dollars au 31 janvier 2013 (24 126 millions au 31 octobre 2012). La durée de ces contrats varie de moins de un an à 10 ans. La juste valeur des passifs dérivés connexes incluse dans les montants relatifs aux instruments dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de 130 millions au 31 janvier 2013 (156 millions au 31 octobre 2012).

## Garanties fournies à des bourses et à des chambres de compensation

Nous sommes membre de plusieurs bourses de valeurs mobilières, de marchés à terme et de chambres de compensation. L'adhésion à certaines de ces organisations pourrait nous obliger à nous acquitter d'une quote-part des pertes de celles-ci si un autre membre manque à ses engagements. De telles obligations varient selon l'organisation et peuvent se limiter aux membres qui traitent avec celui qui est en situation de défaut, au montant relatif à notre apport au fonds de garantie du membre ou au montant stipulé dans le

## Note 6 : Titrisation

Nous titrisons périodiquement des prêts pour obtenir des sources de financement de substitution. La titrisation consiste à vendre des prêts à des fiduciaires (entités de titrisation) qui

Le tableau qui suit présente les valeurs comptables d'éléments liés aux activités de titrisation effectuées avec des tiers figurant dans notre bilan consolidé ainsi que les passifs connexes, relativement à chaque catégorie d'actifs du bilan.

(en millions de dollars canadiens)

	31 janvier 2013 1), 2)		31 octobre 2012	
	Valeur comptable des actifs	Passifs connexes	Valeur comptable des actifs	Passifs connexes
Titres disponibles à la vente	255		428	
Prêts hypothécaires à l'habitation	9 376		9 020	
	9 631		9 448	
Autres actifs connexes	10 643		11 105	
Total	20 274	19 868	20 553	20 312

1) La juste valeur des actifs titrisés se chiffre à 20 476 millions de dollars et la juste valeur des passifs connexes, à 20 235 millions, pour une position nette de 241 millions. Les actifs titrisés correspondent aux actifs que nous avons transférés à des tiers, y compris les autres actifs connexes.

contrat d'adhésion. Il est difficile d'estimer notre risque maximal aux termes de tels contrats puisque cela exigerait d'évaluer les réclamations futures qui pourraient nous être faites par suite d'événements qui ne se sont pas encore produits. Nous estimons que, d'après les résultats passés, le risque de perte est minime.

## Conventions d'indemnisation

Dans le cadre normal des activités, nous concluons diverses conventions prévoyant des indemnisations générales. Ces indemnisations sont habituellement en rapport avec des ventes d'actifs, des placements de titres, des contrats de service, des contrats d'adhésion, des accords de compensation, des contrats sur dérivés et des contrats de crédit-bail. Dans le cadre de l'acquisition de M&I, nous avons acquis des activités de prêt de titres en vertu desquelles des titres appartenant à des clients sont prêtés à des emprunteurs dont le risque de crédit a été évalué selon le même processus d'évaluation du risque de crédit que celui employé pour des prêts et d'autres actifs de crédit. Dans le cadre de ces activités, nous procurons aux prêteurs des indemnisations contre les pertes découlant de l'incapacité des emprunteurs de remettre les titres prêtés à l'échéance. Tous les emprunts sont entièrement garantis par des liquidités ou des titres négociables. Lorsque des titres sont prêtés, la garantie est maintenue à un minimum de 100 % de leur juste valeur et est réévaluée quotidiennement. Le montant des titres prêtés faisant l'objet d'indemnisations s'établissait à 4 799 millions de dollars au 31 janvier 2013 (4 343 millions au 31 octobre 2012). Aucun montant ne figurait dans notre bilan consolidé au 31 janvier 2013 ou au 31 octobre 2012 au titre de ces indemnisations.

achètent ces prêts et émettent ensuite des certificats productifs d'intérêts ou à escompte destinés à des investisseurs.

2) Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2013, nous avons vendu des prêts de 1 016 millions de dollars à des programmes de titrisation de tiers (1 385 millions au cours du trimestre clos le 31 janvier 2012).

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Les autres actifs connexes représentent des paiements reçus sur des prêts cédés en garantis dans le cadre de titrisations et qui n'ont pas été portés en réduction des passifs connexes. Les paiements reçus sont détenus au nom des investisseurs des entités de titrisation jusqu'au moment où les paiements en

capital sur ces passifs deviennent exigibles. Aux fins de la comparaison de tous les actifs étayant ces passifs, le montant en cause a, dans le tableau ci-dessus, été ajouté à la valeur comptable des actifs titrisés.

## Note 7 : Entités ad hoc

Le total des actifs dans nos entités ad hoc non consolidées et notre risque de perte sont résumés dans le tableau suivant.

	(en millions de dollars canadiens)											
	31 janvier 2013					31 octobre 2012						
	Facilités non utilisées 1)		Facilités utilisées et prêts accordés		Titres détenus	Actifs dérivés	Risque de perte	Total des actifs	Risque de perte		Total des actifs	
<b>Entités ad hoc non consolidées</b>												
Entités de titrisation canadiennes des clients 2)	4 134	-	106	-	4 240	2 898	3 691	-	118	-	3 809	2 697
Entités de gestion de placements structurés	s. o.	s. o.	11 201	-	11 201	32 141	s. o.	s. o.	10 324	-	10 324	26 500
<b>Total</b>	<b>4 134</b>	<b>-</b>	<b>11 307</b>	<b>-</b>	<b>15 441</b>	<b>35 039</b>	<b>3 691</b>	<b>-</b>	<b>10 442</b>	<b>-</b>	<b>14 133</b>	<b>29 197</b>

1) Ces facilités constituent les concours de trésorerie accordés à nos entités de titrisation canadiennes des clients. Aucun concours de trésorerie accordé à nos entités de titrisation canadiennes des clients ne visait un soutien de crédit au 31 janvier 2013 ni au 31 octobre 2012.

2) Les titres détenus dans nos entités de titrisation canadiennes des clients sont constitués de papier commercial adossé à des actifs et sont classés dans les titres de négociation et les titres disponibles à la vente. Les actifs détenus par toutes ces entités sont situés au Canada.  
s. o. - sans objet

Le total des actifs dans nos entités ad hoc consolidées et notre risque de perte sont résumés dans le tableau suivant.

	(en millions de dollars canadiens)											
	31 janvier 2013					31 octobre 2012						
	Facilités non utilisées		Facilités utilisées et prêts accordés		Titres détenus	Actifs dérivés	Risque de perte	Total des actifs	Risque de perte		Total des actifs	
<b>Entités ad hoc consolidées</b>												
Entités de titrisation canadiennes des clients	5	-	587	-	592	587	7	-	574	-	581	574
Entité de titrisation américaine des clients	4 150	54	-	-	4 204	3 400	4 144	58	-	2	4 204	3 378
Entités de titrisation de la Banque 2)	-	-	67	-	67	4 230	-	-	192	-	192	5 323
Entité de protection de crédit - Apex 3)	522	-	1 386	70	1 978	2 226	522	-	1 385	104	2 011	2 226
Entités de gestion de placements structurés	30	891	-	6	927	1 064	40	1 440	-	1	1 481	1 597
Fiducies de capital et de financement	3 977	10 128	842	64	15 011	13 879	2 973	11 132	842	91	15 038	14 972
<b>Total</b>	<b>8 684</b>	<b>11 073</b>	<b>2 882</b>	<b>140</b>	<b>22 779</b>	<b>25 386</b>	<b>7 686</b>	<b>12 630</b>	<b>2 993</b>	<b>198</b>	<b>23 507</b>	<b>28 070</b>

1) Nous consolidons les entités ad hoc présentées dans le tableau; par conséquent, la totalité des opérations et soldes intersociétés entre nous et les entités ad hoc consolidées ont été éliminés au moment de la consolidation.

2) Les passifs divers comprennent du papier commercial adossé à des actifs et des titres à terme adossés à des actifs de 4 187 millions de dollars (5 186 millions en 2012) qui financent les entités de titrisation de la Banque.

3) Le total des actifs comprend de la trésorerie et des dépôts ne portant pas intérêt de 2 076 millions de dollars et des titres de 150 millions (2 069 millions et 157 millions en 2012, respectivement).

## Note 8 : Acquisitions

Nous comptabilisons les acquisitions d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'une acquisition est évalué à la juste valeur de la contrepartie, ce qui englobe toute contrepartie conditionnelle. Les frais connexes à l'acquisition sont passés en charges au cours de la période où ils sont engagés. Les actifs identifiables acquis, les passifs identifiables repris et la contrepartie conditionnelle sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. L'écart d'acquisition est évalué comme étant l'excédent du total de la contrepartie transférée sur le montant net des actifs identifiables acquis et des passifs repris. Les résultats opérationnels des entreprises acquises sont pris en compte dans nos états financiers consolidés à partir de la date d'acquisition.

### Entreprise de gestion de patrimoine en Asie (EGPA)

Le 25 janvier 2013, la Banque a conclu l'acquisition d'une entreprise de gestion de patrimoine en Asie pour une contrepartie en espèces de 33 millions de dollars, sous réserve d'un ajustement postérieur à la clôture fondé sur le fonds de roulement. Des coûts de 2 millions de dollars liés à l'acquisition ont été inscrits dans le poste autres des charges autres que d'intérêts de notre état consolidé des résultats. L'entreprise

offre des services de banque privée à des clients fortunés de la région Asie-Pacifique et donne à BMO des occasions importantes d'élargir son offre de services aux clients à valeur nette élevée de cette région. L'écart d'acquisition lié à cette transaction n'est pas déductible aux fins fiscales. Dans le cadre de cette acquisition, nous avons obtenu une immobilisation incorporelle constituée de relations clients, laquelle est amortie selon le mode linéaire sur 15 ans, et des immobilisations incorporelles constituées de logiciels, qui sont amortis sur leur durée d'utilité résiduelle. L'entreprise de gestion de patrimoine en Asie fait partie de l'unité d'exploitation groupe Gestion privée.

### CTC Consulting, LLC (CTC)

Le 11 juin 2012, nous avons conclu l'acquisition de CTC Consulting, LLC., dont le siège social se trouve aux États-Unis, pour une contrepartie en trésorerie de 20 millions de dollars. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, nous avons augmenté de 1 million le prix d'acquisition, ce qui l'a porté à 21 millions de dollars, en fonction d'une réévaluation des capitaux propres. Les coûts d'acquisition de moins de 1 million de dollars ont été passés en charges dans le poste

autres des charges autres que d'intérêts de notre état consolidé des résultats. L'acquisition de CTC nous permettra d'élargir et d'améliorer nos capacités en matière de recherche de gestionnaires et de services-conseils ainsi que notre offre de produits et de services de placement aux clients très fortunés et à certains bureaux diversifiés et conseillers en gestion de patrimoine. Nous renforcerons et étendrons ainsi notre présence aux États-Unis. Dans le cadre de cette acquisition, nous avons acquis une immobilisation incorporelle constituée de relations clients, laquelle est amortie de façon accélérée sur 15 ans. L'écart d'acquisition lié à cette transaction n'est pas déductible aux fins fiscales. CTC fait partie de notre groupe d'exploitation groupe Gestion privée.

#### COFCO Trust Co. (COFCO)

Le 1<sup>er</sup> août 2012, nous avons acquis une participation de 19,99 % dans COFCO Trust Co., qui est une filiale de COFCO Group, l'une des plus grandes sociétés d'État chinoises, dont les activités s'étendent à plusieurs secteurs, y compris l'agriculture et les services financiers. Nous avons comptabilisé notre investissement dans COFCO au coût et l'avons ajusté pour tenir compte de notre quote-part du bénéfice net ou de la perte nette, des autres éléments du résultat global ou de la perte globale et des dividendes. Cet investissement nous donne une occasion importante d'élargir notre gamme de services aux clients à valeur nette élevée ainsi qu'aux clients institutionnels en Chine. COFCO Trust Co. fait partie de notre unité d'exploitation groupe Gestion privée.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimées des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition.

(en millions de dollars canadiens)	2013	2012
	EGPA	CTC
Ressources en trésorerie	434	2
Prêts	311	-
Bureaux et matériel	-	1
Écart d'acquisition	18	7
Immobilisations incorporelles	16	11
Autres actifs	-	2
<b>Total des actifs</b>	<b>779</b>	<b>23</b>
Dépôts	746	-
Autres passifs	-	2
<b>Total des passifs</b>	<b>746</b>	<b>2</b>
Prix d'achat	33	21

La ventilation du prix d'achat de l'EGPA et de CTC pourrait être peaufinée lorsque nous aurons terminé l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris.

#### Note 9 : Écart d'acquisition

Lorsque nous procédons à une acquisition, nous attribuons le prix d'achat payé aux actifs acquis, y compris les immobilisations incorporelles identifiables, et aux passifs repris. Tout excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur des actifs nets acquis est considéré comme un écart d'acquisition. L'écart d'acquisition n'est pas amorti.

Aucune perte de valeur pour dépréciation de l'écart d'acquisition n'a été constatée au cours du trimestre clos le 31 janvier 2013 ou de l'exercice clos le 31 octobre 2012.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'écart d'acquisition, par unité génératrice de trésorerie, pour le trimestre clos le 31 janvier 2013 et l'exercice clos le 31 octobre 2012.

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires Particuliers et entreprises			Groupe Gestion privée		BMO Marchés des capitaux	Total			
	PE Canada	PE États-Unis	Total	Services de placement	Produits de placement	Assurance				
Écart d'acquisition au 31 octobre 2011	122	2 545	2 667	68	377	344	2	791	191	3 649
Acquisitions durant l'exercice	-	-	-	-	-	7	-	7	-	7
Autres 1)	-	48	48	-	4	6	-	10	3	61
Écart d'acquisition au 31 octobre 2012	122	2 593	2 715	68	381	357	2	808	194	3 717
Acquisitions durant la période	-	-	-	-	-	18	-	18	-	18
Autres 1)	-	(6)	(6)	-	(1)	-	-	(1)	-	(7)
<b>Écart d'acquisition au 31 janvier 2013</b>	<b>122 2)</b>	<b>2 587 3)</b>	<b>2 709</b>	<b>68 4)</b>	<b>380 5)</b>	<b>375 6)</b>	<b>2</b>	<b>825</b>	<b>194 7)</b>	<b>3 728</b>

1) Les autres variations de l'écart d'acquisition comprennent l'incidence de la conversion en dollars canadiens de l'écart d'acquisition libellé en monnaies étrangères ainsi que les ajustements relatifs à la méthode de l'acquisition en ce qui concerne les acquisitions des exercices précédents.

2) Concerne essentiellement Corporation Solutions Moneris, bcpbank Canada et Diners Club.

3) Concerne essentiellement New Lenox State Bank, First National Bank of Joliet, Household Bank (succursales), Mercantile Bancorp, Inc., Villa Park Trust Savings Bank, First National Bank & Trust, Ozaukee Bank, Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc., AMCORE et M&I.

4) Concerne Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée.

5) Concerne Groupe de fonds Guardian Ltée, Pyrford International plc, Integra GRS, LGM et M&I.

6) Concerne essentiellement Harris myCFO, Inc., Stoker Ostler Wealth Advisors, Inc., M&I, CTC Consulting, LLC et l'EGPA.

7) Concerne Gerard Klauer Mattison Co., Inc., Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée, Griffin, Kubik, Stephens & Thompson, Inc., Paloma Securities LLC et M&I.

## Note 10 : Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue									
	Productifs d'intérêts		Non productifs d'intérêts		Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe 2), 3)		Total	
	31 janvier 2013	31 octobre 2012	31 janvier 2013	31 octobre 2012	31 janvier 2013	31 octobre 2012	31 janvier 2013	31 octobre 2012	31 janvier 2013	31 octobre 2012
Catégories de déposants :										
Banques	720	816	991	611	2 402	2 653	17 846	13 210	21 959	17 290
Entreprises et administrations publiques	12 366	16 461	23 933	21 431	43 641	44 052	122 327	103 238	202 267	185 182
Particuliers	4 840	4 745	10 579	10 388	69 849	63 770	41 431	42 327	126 699	121 230
<b>Total 1)</b>	<b>17 926</b>	<b>22 022</b>	<b>35 503</b>	<b>32 430</b>	<b>115 892</b>	<b>110 475</b>	<b>181 604</b>	<b>158 775</b>	<b>350 925</b>	<b>323 702</b>
Domiciliation :										
Canada	16 373	21 167	24 370	24 280	65 689	60 654	94 348	97 243	200 780	203 344
États-Unis	928	596	11 079	8 007	49 464	48 968	71 230	49 614	132 701	107 185
Autres pays	625	259	54	143	739	853	16 026	11 918	17 444	13 173
<b>Total</b>	<b>17 926</b>	<b>22 022</b>	<b>35 503</b>	<b>32 430</b>	<b>115 892</b>	<b>110 475</b>	<b>181 604</b>	<b>158 775</b>	<b>350 925</b>	<b>323 702</b>

- 1) Comprend les billets structurés désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.  
 2) Au 31 janvier 2013 et au 31 octobre 2012, le total des dépôts à terme fixe comprenait respectivement 22 492 millions et 17 613 millions de dollars de fonds fédéraux achetés, de papier commercial émis et d'autres éléments du passif-dépôts. Au 31 janvier 2013 et au 31 octobre 2012, les dépôts comprenaient des dépôts de 177 544 millions de dollars et de 146 003 millions, respectivement, libellés en dollars américains et des dépôts de 3 477 millions et de 4 777 millions, respectivement, libellés en d'autres monnaies étrangères.

- 3) Comprend des dépôts de 157 010 millions de dollars, qui étaient tous supérieurs à cent mille dollars, montant dont 75 727 millions étaient domiciliés au Canada, 65 257 millions, aux États-Unis et 16 026 millions, dans d'autres pays (134 146 millions, 79 223 millions, 43 006 millions et 11 918 millions, respectivement, au 31 octobre 2012). Des dépôts de 75 727 millions domiciliés au Canada, 31 179 millions arrivent à échéance dans moins de trois mois, 5 254 millions, dans trois à six mois, 6 010 millions, dans six à douze mois et 33 284 millions, dans plus de douze mois (79 223 millions, 35 023 millions, 5 250 millions, 7 979 millions et 30 971 millions, respectivement, au 31 octobre 2012). Nous détenons des actifs liquides de 166 030 millions pour soutenir ces dépôts et d'autres éléments du passif-dépôts (154 606 millions au 31 octobre 2012). Une partie de ces actifs liquides ont été cédés en garantie.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2013, nous n'avons pas émis d'obligations couvertes. Le 23 janvier 2013, le dépôt constitué d'obligations couvertes de série 1 de 1 000 000 d'euros est arrivé à échéance.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2012, nous avons émis des obligations couvertes - série 5 d'un montant de 2,0 milliards de dollars américains. Ce dépôt porte intérêt au taux de 1,95 % et arrive à échéance le 30 janvier 2017.

Les dépôts à vue sont constitués essentiellement des comptes de chèques de nos clients, comptes dont certains sont productifs d'intérêts. Nos clients n'ont pas l'obligation de nous donner un préavis avant de retirer des fonds de leurs comptes de chèques.

Les dépôts à préavis sont constitués principalement des comptes d'épargne de nos clients; ces comptes sont productifs d'intérêts.

Les dépôts à payer à terme fixe sont constitués des dépôts suivants :

- Les divers instruments de placement qui sont achetés par nos clients afin de gagner des intérêts sur une période fixe, notamment les dépôts à terme et les certificats de placement garanti. Les termes de ces dépôts peuvent varier de un jour à dix ans.
- Les fonds fédéraux achetés, qui représentent des emprunts à un jour de fonds de réserve excédentaires d'autres banques auprès d'une banque fédérale de réserve américaine. Au 31 janvier 2013, le solde des fonds fédéraux empruntés se chiffrait à 2 286 millions de dollars (1 674 millions au 31 octobre 2012).
- Le papier commercial, dont le total atteignait 4 925 millions de dollars au 31 janvier 2013 (4 513 millions au 31 octobre 2012).
- Les obligations couvertes, qui totalisaient 7 675 millions de dollars au 31 janvier 2013 (9 053 millions au 31 octobre 2012).

## Note 11 : Dette subordonnée

Au cours des trimestres clos le 31 janvier 2013 et 2012, nous n'avons ni émis ni remboursé de dette subordonnée.

## Note 12 : Titres d'une fiducie de capital

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2013, nous n'avons ni émis ni remboursé de titres d'une fiducie de capital.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2012, nous avons racheté la totalité de nos titres d'une fiducie de capital BMO – série C (appelés BOaTS BMO – série C) pour un montant équivalant à 1 000 \$, soit un rachat totalisant 400 millions de dollars, majoré des distributions impayées qui ont été déclarées.

## Note 13 : Capital social

Au cours des trimestres clos le 31 janvier 2013 et 2012, nous n'avons ni émis ni racheté d'actions privilégiées.

Le 24 janvier 2013, nous avons annoncé notre intention de racheter, le 25 février 2013, la totalité de nos actions privilégiées de catégorie B à dividende non cumulatif – série 5 au prix de rachat de 25,00 \$ par action majoré des dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat, exclusion faite de celle-ci.

Le 30 janvier 2013, nous avons annoncé que nous avons reçu l'approbation de la Bourse de Toronto (TSX) et du BSIF pour procéder à une offre publique de rachat dans le cours normal

des activités sur la TSX dans le but de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 15 millions de nos actions ordinaires à compter du 1<sup>er</sup> février 2013 jusqu'au 31 janvier 2014. Les dates et les montants des achats effectués en vertu du programme seront déterminés par la direction en fonction de facteurs comme les conditions du marché et la suffisance du capital. La Banque n'entreprendra d'achats en vertu de l'offre publique de rachat qu'après consultation du BSIF.

Nous n'avons pas racheté d'action aux termes de notre ancienne offre publique de rachat dans le cadre normal des activités, qui a pris fin le 15 décembre 2011.

### Capital social en circulation 1)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 janvier 2013		31 octobre 2012		Convertibles en...
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres					
Catégorie B – Série 5	8 000 000	200	8 000 000	200	-
Catégorie B – Série 13	14 000 000	350	14 000 000	350	-
Catégorie B – Série 14	10 000 000	250	10 000 000	250	-
Catégorie B – Série 15	10 000 000	250	10 000 000	250	-
Catégorie B – Série 16	12 000 000	300	12 000 000	300	actions privilégiées – catégorie B – Série 17 2)
Catégorie B – Série 18	6 000 000	150	6 000 000	150	actions privilégiées – catégorie B – Série 19 2)
Catégorie B – Série 21	11 000 000	275	11 000 000	275	actions privilégiées – catégorie B – Série 22 2)
Catégorie B – Série 23	16 000 000	400	16 000 000	400	actions privilégiées – catégorie B – Série 24 2)
Catégorie B – Série 25	11 600 000	290	11 600 000	290	actions privilégiées – catégorie B – Série 26 2)
		2 465		2 465	
Actions ordinaires	652 010 047	12 027	650 729 644	11 957	
Capital social		14 492		14 422	

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 20 et 22 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 octobre 2012, aux pages 156 à 160 de notre Rapport annuel 2012.

2) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconverter en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes.

3) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 17 022 546 actions ordinaires au 31 janvier 2013 (15 801 966 actions ordinaires au 31 octobre 2012).

## Note 14 : Gestion du capital

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui tient compte de nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et de notre évaluation interne du capital économique requis, qui est conforme à nos cotes de crédit cibles, qui soutient les stratégies de nos groupes d'exploitation et qui accroît la confiance des déposants et la valeur à long terme pour les actionnaires.

Au 31 janvier 2013, nous nous conformions aux exigences de la formule de calcul « tout compris » du BSIF concernant les ratios de capital cibles. Notre situation en matière de capital à cette date est décrite à la section qui traite de la gestion du capital, aux pages 17 à 18 du Rapport de gestion figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre.

## Note 15 : Rémunération du personnel

### Options sur actions

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2013, nous avons attribué un total de 2 003 446 options sur actions (2 526 345 options sur actions au cours du trimestre clos le 31 janvier 2012). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées durant le trimestre clos le 31 janvier 2013 a été de

5,29 \$ l'option (5,54 \$ l'option au cours du trimestre clos le 31 janvier 2012).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche de 25 % qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options.

	31 janvier 2013	31 janvier 2012
Options sur actions attribuées durant les périodes de trois mois closes le		
Taux de dividende attendu	6,0 % - 6,2 %	6,8 % - 7,2 %
Volatilité attendue du cours des actions	18,1 % - 18,6 %	21,3 % - 22,3 %
Taux de rendement sans risque	1,7 % - 1,9 %	1,5 % - 1,8 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	5,5 - 7,0	5,5 - 7,0

Des changements dans les hypothèses utilisées peuvent produire des justes valeurs estimées différentes.

## Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages futurs du personnel.

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Autres avantages futurs du personnel	
	31 janvier 2013	31 janvier 2012	31 janvier 2013	31 janvier 2012
Pour les trimestres clos le				
Prestations constituées des employés	56	46	7	4
Coût financier de l'obligation au titre des prestations constituées	64	67	13	13
Perte actuarielle comptabilisée dans les charges	4	-	-	-
Coûts des modifications des régimes constatés dans la charge	-	-	(1)	(1)
Rendement attendu des actifs des régimes	(81)	(79)	(2)	(1)
Charge au titre des prestations	43	34	17	15
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	16	16	-	-
Charge au titre des cotisations définies	2	2	-	-
Total des charges de retraite et des autres avantages futurs du personnel	61	52	17	15

## Note 16 : Bénéfice par action

Les tableaux qui suivent présentent le bénéfice de base et dilué par action de la Banque.

### Bénéfice de base par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les périodes de trois mois closes le	
	31 janvier 2013	31 janvier 2012
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 030	1 090
Dividendes sur les actions privilégiées	(33)	(37)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	997	1 053
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	651 442	640 033
Bénéfice de base par action (en dollars canadiens)	1,53	1,65

### Bénéfice dilué par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les périodes de trois mois closes le	
	31 janvier 2013	31 janvier 2012
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de la dilution	997	1 061
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	651 442	640 033
Actions convertibles	-	10 225
Options sur actions pouvant être exercées 1)	9 314	6 254
Actions ordinaires pouvant être rachetées	(8 124)	(4 972)
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	652 632	651 540
Bénéfice dilué par action (en dollars canadiens)	1,53	1,63

1) En calculant le bénéfice dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 4 648 911 options dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 145,33 \$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2013 (8 236 353 options d'un prix moyen pondéré de 118,58 \$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2012), le prix moyen pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

#### Bénéfice de base par action

Nous calculons notre bénéfice de base par action en divisant notre bénéfice net, après avoir déduit le total des dividendes sur les actions privilégiées, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de l'exercice.

#### Bénéfice dilué par action

Le bénéfice dilué par action représente ce que notre bénéfice par action aurait été si les instruments convertibles en actions ordinaires, dont la conversion aurait eu pour effet de réduire notre bénéfice par action, avaient été convertis, soit au début de l'exercice dans le cas des instruments qui étaient en circulation à l'ouverture de l'exercice, soit à partir de la date d'émission dans le cas des instruments émis au cours de l'exercice.

#### Actions convertibles

Pour déterminer notre bénéfice dilué par action, nous ajoutons au bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires les dividendes versés sur les actions privilégiées convertibles et les intérêts sur les titres d'une fiducie de capital puisque ces distributions n'auraient pas été versées si ces instruments avaient été convertis au début de l'exercice. De même, nous ajoutons au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre d'actions qui auraient été émises si la conversion avait eu lieu au début de l'exercice ou à la date d'émission des instruments si elle y est ultérieure.

### *Options sur actions des membres du personnel*

Pour déterminer notre bénéfice dilué par action, nous ajoutons au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre d'actions qui auraient été émises si toutes les options dont le prix d'exercice était inférieur au cours moyen de l'action pour l'exercice avaient été exercées. Si les objectifs de rendement n'ont pas été atteints, les options touchées sont exclues du calcul. De plus, nous soustrayons du nombre moyen d'actions

ordinaires en circulation le nombre de nos actions ordinaires que nous aurions pu racheter si nous avions utilisé le produit de l'exercice des options sur actions pour les racheter sur le marché libre au cours moyen de l'action pour la période. Notre ajustement ne tient pas compte des options sur actions dont le prix d'exercice est supérieur au cours moyen de l'action pour l'exercice, parce que cela aurait pour effet d'augmenter notre bénéfice par action plutôt que de le diluer.

## **Note 17 : Segmentation opérationnelle et géographique**

### **Groupes d'exploitation**

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut que ces groupes et les résultats qui leur sont attribués ne puissent être comparés à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons les résultats de nos groupes en utilisant des mesures comme le bénéfice net, la croissance des revenus, le rendement des capitaux propres, le profit économique net et le ratio des charges autres que d'intérêts aux revenus (ou ratio de productivité), ainsi que le levier d'exploitation avant amortissement.

### **Services bancaires Particuliers et entreprises**

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) sont constitués de deux unités d'exploitation : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

#### *Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada*

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) offrent une vaste gamme de produits et services à deux segments de clientèle, soit les particuliers et les entreprises, notamment des solutions financières en matière de services bancaires courants, de financement, d'investissement, de cartes de crédit et d'assurance crédit, de même qu'un large éventail de produits aux entreprises et de services-conseils financiers. Nous fournissons nos services grâce à notre réseau de succursales BMO Banque de Montréal, à des services bancaires par téléphone, en ligne et par téléphonie mobile, à des guichets automatiques de même qu'à un personnel de vente hautement compétent qui inclut des spécialistes en prêts hypothécaires, des planificateurs financiers, des banquiers pour les petites entreprises et des spécialistes d'entreprises.

#### *Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis*

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises. Nous offrons nos services par l'intermédiaire de notre réseau de succursales BMO Harris Bank, de centres contact clientèle, de plate-formes de services bancaires en ligne et par téléphonie mobile et de guichets automatiques dans huit États. Nous partageons notre expertise financière avec nos clients des services bancaires aux entreprises par voie d'une vaste gamme de produits et services de prêts et de gestion de trésorerie, les faisant profiter de nos connaissances approfondies de leur

secteur et leur proposant des solutions stratégiques relevant des marchés financiers.

### **Groupe Gestion privée**

Le groupe Gestion privée (groupe GP), soit notre groupe qui offre des services de gestion de patrimoine, sert une grande diversité de segments de clientèle, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée et aux clients institutionnels, et propose un large éventail de produits et solutions de gestion de patrimoine, y compris des produits d'assurance. Le groupe GP exerce ses activités au Canada, aux États-Unis ainsi qu'en Asie et en Europe.

### **BMO Marchés des capitaux**

BMO Marchés des capitaux (BMO MC) est un prestataire nord-américain de services qui offre à sa clientèle une gamme complète de services financiers, notamment en matière de prise ferme de titres de créance et de participation, de crédit aux grandes entreprises, de financement de projets, de services-conseils en fusions et acquisitions, de titrisation, de gestion de trésorerie, de gestion du risque de marché, de recherche sur titres de créance et titres de participation, ainsi que de vente et de négociation de titres institutionnels. BMO MC mène ses activités en Amérique du Nord ainsi que dans divers emplacements partout dans le monde.

### **Services d'entreprise**

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles et l'unité Technologie et opérations.

Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, le droit et la conformité, le marketing, les communications et les ressources humaines.

Technologie et opérations (T&O) fournit des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition à BMO Groupe financier.

Les coûts des services des unités fonctionnelles et de T&O sont transférés aux trois groupes d'exploitation (PE, groupe GP et BMO MC) et seuls des montants peu élevés sont conservés dans les résultats des Services d'entreprise. Par conséquent, les résultats opérationnels des Services d'entreprise reflètent l'incidence de certaines activités de gestion des actifs et des passifs, de l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable, des résultats de certains portefeuilles d'actifs douteux, du recouvrement des provisions pour pertes sur créances relatives au portefeuille de prêts douteux acquis de M&I, des éléments liés au crédit relativement au portefeuille

de prêts productifs acquis de M&I, des activités de crédit structuré en voie de liquidation, des coûts d'intégration de M&I, des coûts liés à l'acquisition de M&I, des ajustements apportés à la provision générale pour pertes sur créances et des coûts de restructuration.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2013, nous avons changé la façon dont nous évaluons nos unités d'exploitation afin de refléter la provision pour pertes sur créances selon les pertes réelles. Ce changement de méthode de ventilation rehausse la comparaison de notre rendement et de celui de notre groupe de référence. Auparavant, les provisions pour pertes sur créances étaient ventilées à chaque groupe en fonction de ses pertes attendues, et la différence entre les pertes attendues et les pertes réelles était comptabilisée dans les Services d'entreprise. Les résultats des périodes précédentes ont été retraités pour tenir compte de ce changement.

#### **Base de présentation**

La présentation des résultats de ces groupes d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les méthodes comptables utilisées par ces groupes sont généralement les mêmes que celles employées pour la préparation de nos états financiers consolidés, tel que nous l'expliquons à la note 1 et tout au long des états financiers consolidés. Une différence notable dans les mesures comptables est l'ajustement sur une base d'imposition comparable, comme il est expliqué ci-dessous.

#### *Base d'imposition comparable*

Nous analysons les revenus nets d'intérêts sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Cette base tient compte d'un ajustement qui augmente les revenus présentés selon les PCGR et la charge d'impôts sur le résultat présentée selon les PCGR d'un montant portant sur les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ils sont assujettis à l'impôt, au taux d'impôt prévu par la loi. Les ajustements bic des groupes d'exploitation sont éliminés au niveau des Services d'entreprise.

#### *Répartitions intergroupes*

Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées dans la préparation de l'information financière des groupes d'exploitation. Nous attribuons les charges directement liées à la génération de revenus aux groupes qui ont gagné ceux-ci. Les charges qui ne sont pas directement liées à la génération de revenus, comme les frais généraux, sont réparties entre les groupes d'exploitation selon des formules de répartition appliquées de manière uniforme. Les revenus nets d'intérêts des groupes d'exploitation reflètent les débits et les crédits liés au financement interne à l'égard des actifs, des passifs et du capital des groupes, aux taux du marché, compte tenu des modalités et des monnaies étrangères appropriées. La compensation de l'incidence nette de ces débits et crédits est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

#### *Information géographique*

Nous exerçons nos activités essentiellement au Canada et aux États-Unis, mais nous en menons également au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous l'élément Autres pays. Nous répartissons nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des charges connexes, sauf pour ce qui est des dotations consolidées à la provision pour pertes sur créances, dotations qui sont réparties en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

Au cours du trimestre, nous avons peaufiné notre méthode de répartition des revenus par région géographique au sein des Services d'entreprise. Par conséquent, nous avons réaffecté certains revenus de périodes précédentes pour les faire passer du Canada aux États-Unis.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité ou groupe d'exploitation et par région géographique.

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de trois mois close le <b>31 janvier 2013</b> 2)	PE	PE	Groupe GP	BMO MC	Services	Total
	Canada	États-Unis			d'entreprise 1)	
Revenus nets d'intérêts	<b>1 102</b>	<b>600</b>	<b>137</b>	<b>298</b>	<b>79</b>	<b>2 216</b>
Revenus autres que d'intérêts	<b>461</b>	<b>152</b>	<b>642</b>	<b>606</b>	<b>4</b>	<b>1 865</b>
Total des revenus	<b>1 563</b>	<b>752</b>	<b>779</b>	<b>904</b>	<b>83</b>	<b>4 081</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>128</b>	<b>32</b>	<b>2</b>	<b>(15)</b>	<b>31</b>	<b>178</b>
Amortissement	<b>41</b>	<b>44</b>	<b>19</b>	<b>11</b>	<b>61</b>	<b>176</b>
Charges autres que d'intérêts	<b>772</b>	<b>405</b>	<b>550</b>	<b>504</b>	<b>183</b>	<b>2 414</b>
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	<b>622</b>	<b>271</b>	<b>208</b>	<b>404</b>	<b>(192)</b>	<b>1 313</b>
Charge d'impôts sur le résultat	<b>164</b>	<b>89</b>	<b>45</b>	<b>94</b>	<b>(127)</b>	<b>265</b>
Bénéfice net comptable	<b>458</b>	<b>182</b>	<b>163</b>	<b>310</b>	<b>(65)</b>	<b>1 048</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	<b>18</b>	<b>18</b>
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	<b>458</b>	<b>182</b>	<b>163</b>	<b>310</b>	<b>(83)</b>	<b>1 030</b>
Actifs moyens	<b>171 437</b>	<b>62 388</b>	<b>21 248</b>	<b>252 907</b>	<b>46 376</b>	<b>554 356</b>
Écart d'acquisition (au)	<b>122</b>	<b>2 587</b>	<b>825</b>	<b>194</b>	-	<b>3 728</b>

Pour la période de trois mois close le 31 janvier 2012 2)	PE	PE	Groupe GP	BMO MC	Services	Total
	Canada	États-Unis			d'entreprise 1)	
Revenus nets d'intérêts	1 116	638	166	290	108	2 318
Revenus autres que d'intérêts	447	149	531	485	187	1 799
Total des revenus	1 563	787	697	775	295	4 117
Dotation à la provision pour pertes sur créances	155	63	5	(9)	(73)	141
Amortissement	39	48	16	10	62	175
Charges autres que d'intérêts	769	445	542	474	149	2 379
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	600	231	134	300	157	1 422
Charge d'impôts sur le résultat	159	72	30	76	(24)	313
Bénéfice net comptable	441	159	104	224	181	1 109
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	19	19
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	441	159	104	224	162	1 090
Actifs moyens	157 528	62 454	19 488	248 724	49 940	538 134
Écart d'acquisition (au)	122	2 552	791	191	-	3 656

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de trois mois close le <b>31 janvier 2013</b>	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
	Revenus nets d'intérêts	<b>1 311</b>	<b>890</b>	<b>15</b>
Revenus autres que d'intérêts	<b>1 303</b>	<b>460</b>	<b>102</b>	<b>1 865</b>
Total des revenus	<b>2 614</b>	<b>1 350</b>	<b>117</b>	<b>4 081</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>133</b>	<b>46</b>	<b>(1)</b>	<b>178</b>
Amortissement	<b>107</b>	<b>67</b>	<b>2</b>	<b>176</b>
Charges autres que d'intérêts	<b>1 459</b>	<b>892</b>	<b>63</b>	<b>2 414</b>
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	<b>915</b>	<b>345</b>	<b>53</b>	<b>1 313</b>
Charge d'impôts sur le résultat	<b>194</b>	<b>69</b>	<b>2</b>	<b>265</b>
Bénéfice net comptable	<b>721</b>	<b>276</b>	<b>51</b>	<b>1 048</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	<b>13</b>	<b>5</b>	-	<b>18</b>
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	<b>708</b>	<b>271</b>	<b>51</b>	<b>1 030</b>
Actifs moyens	<b>347 654</b>	<b>185 808</b>	<b>20 894</b>	<b>554 356</b>
Écart d'acquisition (au)	<b>446</b>	<b>3 189</b>	<b>93</b>	<b>3 728</b>

Pour la période de trois mois close le 31 janvier 2012	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
	Revenus nets d'intérêts	1 312	992	14
Revenus autres que d'intérêts	1 192	473	134	1 799
Total des revenus	2 504	1 465	148	4 117
Dotation à la provision pour pertes sur créances	184	(43)	-	141
Amortissement	99	75	1	175
Charges autres que d'intérêts	1 443	887	49	2 379
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	778	546	98	1 422
Charge d'impôts sur le résultat	152	161	-	313
Bénéfice net comptable	626	385	98	1 109
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	14	5	-	19
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	612	380	98	1 090
Actifs moyens	321 433	196 238	20 463	538 134
Écart d'acquisition (au)	447	3 116	93	3 656

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

2) Les données des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable - voir la section Base de présentation.

Les données des périodes antérieures ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés, au cours de la période à l'étude, à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

## Note 18 : Instruments financiers

### Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs qui sont des instruments financiers étaient comptabilisés à leur juste valeur. Voir les notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2012, aux pages 170 à 176 pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

(en millions de dollars canadiens)			31 janvier 2013		31 octobre 2012	
	Valeur comptable	Juste valeur	Écart positif (négatif) de la juste valeur par rapport à la valeur comptable	Valeur comptable	Juste valeur	Écart positif (négatif) de la juste valeur par rapport à la valeur comptable
<b>Actifs</b>						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	31 519	31 519	-	19 941	19 941	-
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	6 149	6 149	-	6 341	6 341	-
Valeurs mobilières	128 362	128 612	250	128 324	128 492	168
Titres pris en pension ou empruntés	52 957	52 957	-	47 011	47 011	-
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	89 025	89 957	932	87 870	88 554	684
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	61 531	60 152	(1 379)	61 436	61 014	(422)
Prêts sur cartes de crédit	7 683	7 438	(245)	7 814	7 573	(241)
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	93 965	92 607	(1 358)	90 402	88 939	(1 463)
	252 204	250 154	(2 050)	247 522	246 080	(1 442)
Engagements de clients aux termes d'acceptations	8 626	8 534	(92)	8 019	7 966	(53)
Provision pour pertes sur créances 1)	(1 672)	-	1 672	(1 706)	-	1 706
Total des prêts et des engagements de clients aux termes d'acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	259 158	258 688	(470)	253 835	254 046	211
Instruments dérivés	42 548	42 548	-	48 071	48 071	-
Bureaux et matériel	2 165	2 165	-	2 120	2 120	-
Écart d'acquisition	3 728	3 728	-	3 717	3 717	-
Immobilisations incorporelles	1 534	1 534	-	1 552	1 552	-
Actifs d'impôt exigible	1 391	1 391	-	1 293	1 293	-
Actifs d'impôt différé	2 792	2 792	-	2 906	2 906	-
Actifs divers	9 962	9 962	-	10 338	10 338	-
	542 265	542 045	(220)	525 449	525 828	379
<b>Passifs</b>						
Dépôts	350 925	351 125	200	323 702	323 949	247
Instruments dérivés	43 516	43 516	-	48 736	48 736	-
Acceptations	8 626	8 626	-	8 019	8 019	-
Titres vendus à découvert	21 439	21 439	-	23 439	23 439	-
Titres mis en pension ou prêtés	37 709	37 709	-	39 737	39 737	-
Passifs d'impôt exigible	304	304	-	404	404	-
Passifs d'impôt différé	163	163	-	171	171	-
Passifs divers	44 535	44 983	448	46 596	47 111	515
Dettes subordonnées	4 064	4 276	212	4 093	4 297	204
Titres d'une fiducie de capital	451	619	168	462	636	174
Total des capitaux propres	30 533	30 533	-	30 090	30 090	-
	542 265	543 293	1 028	525 449	526 589	1 140
Total des ajustements à la juste valeur			(1 248)			(761)

1) La provision pour pertes sur créances est exclue du calcul de la juste valeur des prêts étant donné que la juste valeur tient déjà compte d'un ajustement au titre des pertes futures prévues sur les prêts. Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

### Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur

Une partie de nos passifs au titre des billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et sont comptabilisés à leur juste valeur, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec la façon dont le portefeuille est géré. La variation de la juste valeur de ces billets structurés a donné lieu à une hausse de 8 millions de dollars des revenus de négociation pour le trimestre clos le 31 janvier 2013 (hausse de 33 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2012). Ce montant tient compte d'une diminution de 14 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2013 attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux (augmentation de 6 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2012). Nous avons constaté des montants compensatoires sur les dérivés et

d'autres contrats sur instruments financiers qui sont détenus en vue de couvrir les variations de la juste valeur de ces billets structurés.

La variation de la juste valeur, qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux et qui a été comptabilisée entre le moment où les billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et le 31 janvier 2013, correspond à une perte latente de 14 millions de dollars. Depuis 2009, nous couvrons l'exposition aux fluctuations de nos écarts de taux.

Au 31 janvier 2013, la juste valeur et le montant dû à l'échéance contractuelle de ces billets structurés étaient respectivement de 4 135 millions de dollars et de 4 140 millions (4 301 millions et 4 284 millions, respectivement, au 31 octobre

2012). Ces billets structurés sont inscrits dans les autres passifs à notre bilan consolidé.

Nous désignons certains titres détenus par nos filiales du secteur de l'assurance qui soutiennent nos passifs d'assurance à la juste valeur par le biais du résultat net étant donné que le calcul actuariel des passifs d'assurance est fondé sur la juste valeur des investissements qui les soutiennent. Cette désignation permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille, soit à la juste valeur. La juste valeur de ces investissements était de 5 606 millions de dollars au 31 janvier 2013 (5 561 millions au 31 octobre 2012) et est prise en compte dans les titres de négociation figurant à notre bilan consolidé. L'incidence de leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a été une diminution de 46 millions de dollars des revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre clos le 31 janvier 2013 (augmentation de 171 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2012). Les variations des soldes des passifs d'assurance sont également comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance.

Nous désignons l'obligation liée à certains contrats de rente à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs au titre des rentes et de compenser les variations de la juste valeur des placements qui les soutiennent sur des bases différentes. La juste valeur des passifs au titre des rentes, soit 331 millions de dollars au 31 janvier 2013 (317 millions au 31 octobre 2012), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de la juste valeur de ces passifs a donné lieu à une baisse de 4 millions de dollars des revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre clos le 31 janvier 2013 (baisse de 12 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2012). Les variations de la juste valeur des placements garantissant les passifs au titre des rentes sont également comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance.

Nous désignons les investissements détenus par notre entité de protection de crédit et par notre entité de gestion de placements structurés à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille, soit à la juste valeur. La juste valeur de ces investissements était de 1 279 millions de dollars au 31 janvier 2013 (1 849 millions au 31 octobre 2012) et est prise en compte dans les titres de négociation figurant à notre bilan consolidé. L'incidence de leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a été une diminution de 1 million de dollars des revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre clos le 31 janvier 2013 (diminution de 5 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2012). Nous avons constaté des montants compensatoires sur les contrats sur dérivés en vue de couvrir les variations de la juste valeur de ces investissements.

Les passifs au titre des billets émis par notre entité de protection de crédit et par notre entité de gestion de placements structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et sont comptabilisés à leur juste valeur. Cela élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs et de compenser les variations de la juste valeur des investissements et des dérivés émis par ces entités sur des bases différentes. La juste valeur de ces passifs, soit 957 millions de dollars au 31 janvier 2013 (946 millions au 31 octobre 2012), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de leur juste valeur a donné lieu à une baisse de 11 millions de dollars des revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre clos le 31 janvier 2013 (baisse de 45 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2012).

Nous désignons certains investissements détenus par nos activités de banque d'affaires à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille. La juste valeur de ces investissements était de 643 millions de dollars au 31 janvier 2013 (654 millions au 31 octobre 2012) et est prise en compte dans les titres figurant à notre bilan consolidé. L'incidence de leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a été une diminution de 11 millions de dollars des profits sur titres, autres que de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre clos le 31 janvier 2013 (diminution de 25 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2012).

#### **Hiérarchie de la juste valeur**

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur. Notre utilisation des cours du marché (niveau 1), des modèles internes comportant des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données de marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les passifs à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés est présentée dans le tableau ci-dessous.

(en millions de dollars canadiens)

	31 janvier 2013			31 octobre 2012		
	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)
<b>Titres de négociation</b>						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	9 035	1 139	-	10 160	1 119	-
des provinces et municipalités canadiennes	2 512	3 299	76	2 731	2 711	73
l'administration fédérale américaine	9 279	-	-	7 052	-	-
des municipalités, agences et États américains	87	205	77	204	165	78
d'autres administrations publiques	166	2	-	521	-	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	-	559	264	-	766	372
Titres de créance d'entreprises	8 056	5 047	1 225	7 518	5 470	1 331
Titres de participation d'entreprises	21 798	10 754	-	19 822	10 016	-
	<b>50 933</b>	<b>21 005</b>	<b>1 642</b>	<b>48 008</b>	<b>20 247</b>	<b>1 854</b>
<b>Titres disponibles à la vente</b>						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	16 210	-	-	17 277	-	-
des provinces et municipalités canadiennes	2 125	600	-	2 080	600	-
l'administration fédérale américaine	7 508	-	-	10 099	-	-
des municipalités, agences et États américains	84	4 149	1	85	3 753	9
d'autres administrations publiques	4 995	1 046	-	5 388	1 208	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	2 774	3 613	-	3 140	3 683	-
Titres de créance d'entreprises	5 903	2 288	67	5 285	2 548	42
Titres de participation d'entreprises	103	138	937	106	137	942
	<b>39 702</b>	<b>11 834</b>	<b>1 005</b>	<b>43 460</b>	<b>11 929</b>	<b>993</b>
<b>Titres divers</b>	<b>142</b>	<b>-</b>	<b>501</b>	<b>128</b>	<b>-</b>	<b>526</b>
<b>Passifs à la juste valeur</b>						
Titres vendus à découvert	19 988	1 451	-	22 729	710	-
Passifs liés aux billets structurés et aux autres billets	-	5 092	-	-	5 247	-
	<b>19 988</b>	<b>6 543</b>	<b>-</b>	<b>22 729</b>	<b>5 957</b>	<b>-</b>
<b>Actifs dérivés</b>						
Contrats de taux d'intérêt	9	32 863	1	7	38 180	3
Contrats de change	26	7 906	-	35	8 010	-
Contrats sur produits de base	1 142	38	-	1 132	100	-
Contrats sur titres de participation	7	331	4	20	342	5
Swaps sur défaillance	-	177	44	-	200	37
	<b>1 184</b>	<b>41 315</b>	<b>49</b>	<b>1 194</b>	<b>46 832</b>	<b>45</b>
<b>Passifs dérivés</b>						
Contrats de taux d'intérêt	13	32 330	24	7	37 037	20
Contrats de change	15	7 449	-	9	7 496	2
Contrats sur produits de base	1 095	90	-	1 463	278	-
Contrats sur titres de participation	50	2 263	57	78	2 146	44
Swaps sur défaillance	-	127	3	-	154	2
	<b>1 173</b>	<b>42 259</b>	<b>84</b>	<b>1 557</b>	<b>47 111</b>	<b>68</b>

### Techniques d'évaluation et données importantes

Pour déterminer la juste valeur des titres à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés actifs (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou de remboursement anticipé ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché.

Nos titres de négociation de niveau 2 sont essentiellement évalués en fonction de modèles de flux de trésorerie actualisés faisant intervenir des écarts observables ou se fondant sur des cotes provenant de courtiers. La juste valeur des titres disponibles à la vente de niveau 2 est déterminée au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

L'analyse de sensibilité au 31 janvier 2013 pour les instruments de niveau 3 les plus importants, soit les titres pour lesquels plus de 10 % des instruments sont classés dans le niveau 3, est présentée ci-dessous lorsque nécessaire.

Les titres de négociation de niveau 3 comprennent des titres adossés à des créances hypothécaires et des titres garantis par des créances hypothécaires d'un montant de 264 millions de dollars. La juste valeur de ces titres est établie à partir de comparaisons avec des instruments semblables et au moyen de l'obtention de prix fournis par des tiers vendeurs, de cotes provenant de courtiers et d'indices de marché pertinents, le cas échéant. Lorsqu'aucune information externe sur les prix n'est disponible, nous évaluons le rendement de la garantie en estimant la juste valeur des titres. L'incidence de l'hypothèse d'une hausse ou d'une baisse de 10 points de base des écarts du marché consisterait en une variation de la juste valeur de (3) millions de dollars et de 3 millions, respectivement.

Les titres de négociation de niveau 3 comprennent des titres de créance d'entreprises de 1 113 millions de dollars ayant trait à des titres qui sont couverts par des swaps sur rendement total et des swaps sur défaillance, lesquels sont également considérés comme des instruments de niveau 3. L'analyse de sensibilité des produits structurés est réalisée pour l'ensemble de ces produits et elle est décrite ci-après dans la section portant sur les dérivés.

Les titres disponibles à la vente de niveau 3 comprennent des titres de participation d'entreprises d'un montant de 626 millions de dollars se rapportant aux Federal Reserve Banks et aux Federal Home Loan Banks des États-Unis que nous détenons pour respecter les exigences des organismes de réglementation américains ainsi que d'un montant de 311 millions se rapportant à des placements en titres de participation de sociétés fermées. L'évaluation de ces placements exige que la direction exerce un jugement étant donné l'absence de prix cotés sur les marchés, le manque possible de liquidités et la nature à long terme de ces actifs. Chaque trimestre, l'évaluation de ces placements est réexaminée à la lumière de données pertinentes sur chaque société et sur le secteur en général, y compris le bénéfice net historique et le bénéfice net prévu, la situation du crédit et de trésorerie, ainsi que les récentes transactions, le cas échéant. Comme l'évaluation de ces placements n'est pas effectuée à partir de modèles, aucune analyse de sensibilité pour cette catégorie n'est effectuée.

Les actifs dérivés et les passifs dérivés comprenaient, au 31 janvier 2013, des sommes de 45 millions de dollars et de 27 millions, respectivement, relatives à l'évaluation à la valeur de marché de swaps sur défaillance et de swaps sur rendement total à l'égard de produits structurés. Nous avons déterminé l'évaluation de ces instruments dérivés et des titres connexes en fonction de prix externes obtenus de courtiers pour des produits structurés similaires. Lorsqu'aucune information externe sur les prix n'est disponible, nous avons recours à des modèles standards sur le marché pour modéliser la composition des garanties particulières et la structure des flux de trésorerie liées à la transaction. Les écarts du marché pour chaque cote de crédit, le type de garantie et les autres modalités contractuelles pertinentes constituent les principales données du modèle. L'incidence de l'hypothèse d'une hausse ou d'une baisse de 10 points de base des écarts du marché consisterait en une variation de la juste valeur de (3) millions de dollars et de 3 millions, respectivement.

### **Principaux transferts**

Des éléments sont transférés d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre en raison de changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Ce qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés d'un niveau à un autre au cours du trimestre clos le 31 janvier 2013.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2013, des titres adossés à des créances hypothécaires classés dans les titres de négociation de 16 millions de dollars ont été transférés du niveau 2 au niveau 3 en raison de la disponibilité moindre de prix pour ces titres de la part de tiers vendeurs au cours du trimestre.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2013, des passifs dérivés de 2 millions de dollars ont été transférés du niveau 3 au niveau 2 puisque des données observables sont maintenant disponibles pour certains contrats de change.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, des titres de créance d'entreprises disponibles à la vente d'un montant de 24 millions de dollars, des titres garantis par des créances hypothécaires de 12 millions classés dans les titres de négociation et des titres adossés à des créances hypothécaires classés dans les titres de négociation de 14 millions ont été transférés du niveau 3 au niveau 2 puisque les évaluations de ces titres sont maintenant obtenues d'un tiers vendeur et qu'elles s'appuient sur des cours du marché. De plus, des titres de négociation, à savoir des titres adossés à des créances hypothécaires de 105 millions de dollars et des titres de créance d'entreprises de 18 millions, ont été transférés du niveau 2 au niveau 3 en raison de la disponibilité moindre de prix pour ces titres au cours de l'exercice.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2012, des passifs dérivés de 9 millions de dollars ont été transférés du niveau 3 au niveau 2 puisque des données de marché relatives à certains contrats sur titres de participation hors cote sont devenues disponibles.

## Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Le tableau suivant présente un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés

dans le niveau 3 au cours du trimestre clos le 31 janvier 2013, incluant les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et dans les autres éléments du résultat global.

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de trois mois close le 31 janvier 2013	Variation de la juste valeur			Achats	Ventes	Échéances 1)	Transferts au/(depuis le) niveau 3	Juste valeur au 31 janvier 2013	Profits (pertes) latents 2)
	Solde au 31 octobre 2012	Inclus dans le résultat	Inclus dans les autres éléments du résultat global						
<b>Titres de négociation</b>									
Titres émis ou garantis par :									
des provinces et municipalités canadiennes	73	3	-	-	-	-	-	76	3
des municipalités, agences et États américains	78	(1)	-	-	-	-	-	77	(1)
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	372	14	-	-	(120)	(18)	16	264	14
Titres de créance d'entreprises	1 331	13	-	-	(119)	-	-	1 225	14
<b>Total des titres de négociation</b>	<b>1 854</b>	<b>29</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(239)</b>	<b>(18)</b>	<b>16</b>	<b>1 642</b>	<b>30</b>
<b>Titres disponibles à la vente</b>									
Titres émis ou garantis par :									
des municipalités, agences et États américains	9	-	-	-	(8)	-	-	1	-
Titres de créance d'entreprises	42	-	1	27	(2)	(1)	-	67	3
Titres de participation d'entreprises	942	(2)	(3)	20	(20)	-	-	937	(3)
<b>Total des titres disponibles à la vente</b>	<b>993</b>	<b>(2)</b>	<b>(2)</b>	<b>47</b>	<b>(30)</b>	<b>(1)</b>	<b>-</b>	<b>1 005</b>	<b>-</b>
<b>Titres divers</b>	<b>526</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>24</b>	<b>(52)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>501</b>	<b>3</b>
<b>Actifs dérivés</b>									
Contrats de taux d'intérêt	3	(2)	-	-	-	-	-	1	(2)
Contrats sur titres de participation	5	(1)	-	-	-	-	-	4	(1)
Swaps sur défaillance	37	7	-	-	-	-	-	44	7
<b>Total des actifs dérivés</b>	<b>45</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>49</b>	<b>4</b>
<b>Passifs dérivés</b>									
Contrats de taux d'intérêt	20	4	-	-	-	-	-	24	(4)
Contrats sur titres de participation	44	14	-	-	(1)	-	-	57	(14)
Contrats de change	2	-	-	-	-	-	(2)	-	-
Swaps sur défaillance	2	1	-	-	-	-	-	3	(1)
<b>Total des passifs dérivés</b>	<b>68</b>	<b>19</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(1)</b>	<b>-</b>	<b>(2)</b>	<b>84</b>	<b>(19)</b>

1) Comprend le règlement en trésorerie d'actifs dérivés et de passifs dérivés.

2) Représente les profits ou pertes latents sur les titres de négociation, les actifs dérivés et les passifs dérivés toujours détenus au 31 janvier 2013 qui ont été portés en résultat au cours de la période. En ce qui concerne les titres disponibles à la vente, les profits ou pertes latents sur les titres toujours détenus au 31 janvier 2013 sont pris en compte dans le cumul des autres éléments du résultat global.

## Note 19 : Passage aux Normes internationales d'information financière

Les tableaux ci-dessous présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs financiers inscrits au bilan et non inscrits au bilan. L'échéance contractuelle des actifs et des passifs financiers entre en jeu dans la gestion du risque de liquidité et de financement, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'échéance attendue des actifs et des passifs servant à cette gestion. Par exemple, les actifs de négociation et les instruments dérivés sont souvent détenus non dans l'optique

d'être détenus jusqu'à leur échéance et sont souvent réglés avant leur échéance contractuelle, à la juste valeur. De plus, les dépôts à vue et à préavis et les dépôts à terme de particuliers et d'entreprises constituent une source de financement stable et diversifiée pour la Banque et, aux fins de la gestion du risque de liquidité et de financement, ils sont considérés comme ayant une plus longue échéance que leur durée contractuelle.

	31 janvier 2013						31 octobre 2012					
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Instruments financiers inscrits au bilan</b>												
<b>Actifs</b>												
Trésorerie et équivalents de trésorerie	31 519	-	-	-	-	31 519	19 941	-	-	-	-	19 941
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	6 149	-	-	-	-	6 149	6 341	-	-	-	-	6 341
Titres de négociation												
Émis ou garantis par :												
l'administration fédérale canadienne	2 747	3 339	1 604	2 484	-	10 174	3 794	2 689	1 731	3 065	-	11 279
des provinces et municipalités canadiennes	970	493	576	3 848	-	5 887	913	594	448	3 560	-	5 515
l'administration fédérale américaine	812	3 956	2 921	1 590	-	9 279	1 336	3 574	1 181	961	-	7 052
des municipalités, agences et États américains	1	8	48	312	-	369	-	139	89	219	-	447
d'autres administrations publiques	-	166	2	-	-	168	88	142	291	-	-	521
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires												
	22	26	178	597	-	823	29	51	198	860	-	1 138
Titres de créance d'entreprises	2 143	2 244	2 839	7 102	-	14 328	2 484	1 789	2 833	7 213	-	14 319
Titres de participation d'entreprises	-	-	-	-	32 552	32 552	-	-	-	-	29 838	29 838
Titres disponibles à la vente												
Émis ou garantis par :												
l'administration fédérale canadienne	5 145	5 784	5 281	-	-	16 210	3 431	8 230	5 616	-	-	17 277
des municipalités, agences et États américains	496	360	1 073	796	-	2 725	366	509	856	949	-	2 680
l'administration fédérale américaine	790	4 548	2 170	-	-	7 508	4 045	3 725	2 329	-	-	10 099
des municipalités, agences et États américains	1 583	722	787	1 142	-	4 234	1 354	810	758	925	-	3 847
d'autres administrations publiques	3 344	2 098	599	-	-	6 041	4 006	1 758	832	-	-	6 596
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires - Canada												
	254	7	-	-	-	261	428	7	-	-	-	435
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires - États-Unis												
	7	20	9	6 090	-	6 126	5	15	6	6 362	-	6 388
Titres de créance d'entreprises	399	3 985	3 337	537	-	8 258	351	3 344	3 714	466	-	7 875
Titres de participation d'entreprises	-	-	-	-	1 178	1 178	-	-	-	-	1 185	1 185
Titres détenus jusqu'à leur échéance												
Émis ou garantis par :												
l'administration fédérale canadienne	-	101	499	255	-	855	-	101	-	499	-	600
des provinces et municipalités canadiennes	-	-	425	-	-	425	-	-	275	-	-	275
Autres titres	45	62	4	13	837	961	45	45	33	17	818	958
<b>Total des titres</b>	<b>18 758</b>	<b>27 919</b>	<b>22 352</b>	<b>24 766</b>	<b>34 567</b>	<b>128 362</b>	<b>22 675</b>	<b>27 522</b>	<b>21 190</b>	<b>25 096</b>	<b>31 841</b>	<b>128 324</b>
Titres pris en pension ou empruntés	52 957	-	-	-	-	52 957	47 011	-	-	-	-	47 011
Prêts et acceptations												
Canada												
Particuliers	21 851	46 102	45 479	8 091	12 405	133 928	19 363	43 189	48 365	8 234	12 925	132 076
Entreprises et grandes entreprises 1)	40 021	2 694	3 013	1 316	-	47 044	33 706	8 172	2 670	1 198	-	45 746
Secteur immobilier commercial	4 466	1 854	1 896	593	-	8 809	4 557	1 898	1 872	681	-	9 008
États-Unis	20 733	12 499	19 372	13 117	453	66 174	20 469	14 059	19 993	9 015	433	63 969
Autres pays	4 163	563	149	-	-	4 875	3 949	793	-	-	-	4 742
<b>Total des prêts et acceptations</b>	<b>91 234</b>	<b>63 712</b>	<b>69 909</b>	<b>23 117</b>	<b>12 858</b>	<b>260 830</b>	<b>82 044</b>	<b>68 111</b>	<b>72 900</b>	<b>19 128</b>	<b>13 358</b>	<b>255 541</b>
Instruments dérivés												
Contrats de taux d'intérêt	1 412	6 113	8 468	16 880	-	32 873	1 819	6 077	9 028	21 266	-	38 190
Contrats de change	3 704	2 132	669	1 427	-	7 932	3 567	2 245	766	1 467	-	8 045
Contrats sur produits de base	840	249	44	47	-	1 180	781	373	49	29	-	1 232
Contrats sur titres de participation	216	87	39	-	-	342	215	119	33	-	-	367
Contrats de crédit	11	27	139	44	-	221	14	35	146	42	-	237
<b>Total des actifs dérivés</b>	<b>6 183</b>	<b>8 608</b>	<b>9 359</b>	<b>18 398</b>	<b>-</b>	<b>42 548</b>	<b>6 396</b>	<b>8 849</b>	<b>10 022</b>	<b>22 804</b>	<b>-</b>	<b>48 071</b>
Autres actifs	8 813	-	-	518	631	9 962	9 200	-	-	508	630	10 338

1) Sauf le secteur immobilier.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2013						31 octobre 2012					
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Instruments financiers inscrits au bilan</b>												
<b>Passifs</b>												
Dépôts 2)	131 500	27 988	17 611	4 505	169 321	350 925	114 309	23 836	17 482	3 148	164 927	323 702
Instruments dérivés												
Contrats de taux d'intérêt	1 626	6 105	8 449	16 187	-	32 367	1 802	6 259	8 643	20 360	-	37 064
Contrats de change	3 510	2 141	719	1 094	-	7 464	3 193	2 267	843	1 204	-	7 507
Contrats sur produits de base	652	428	59	46	-	1 185	1 156	500	62	23	-	1 741
Contrats sur titres de participation	1 254	855	261	-	-	2 370	712	611	209	736	-	2 268
Contrats de crédit	46	35	46	3	-	130	61	38	51	6	-	156
Total des passifs dérivés	7 088	9 564	9 534	17 330	-	43 516	6 924	9 675	9 808	22 329	-	48 736
Autres passifs	17 494	5 558	8 326	6 910	6 247	44 535	17 690	7 455	8 017	7 205	6 229	46 596
Acceptations	8 626	-	-	-	-	8 626	8 019	-	-	-	-	8 019
Titres vendus à découvert	21 439	-	-	-	-	21 439	23 439	-	-	-	-	23 439
Titres mis en pension ou prêtés	37 709	-	-	-	-	37 709	39 737	-	-	-	-	39 737
Titres de fiducie de capital	-	-	-	451	-	451	-	-	-	462	-	462
Dette subordonnée	-	-	100	3 964	-	4 064	-	-	-	4 093	-	4 093

2) Les dépôts à vue et les dépôts à préavis ne sont pas inclus dans la colonne Sans échéance.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2013						31 octobre 2012					
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Instruments financiers non inscrits au bilan</b>												
Crédits fermes 3)	16 086	20 027	24 931	738	-	61 782	14 161	18 087	24 800	2 937	-	59 985
Contrats de location simples	274	471	355	673	-	1 773	274	469	359	700	-	1 802
Contrats de garantie 3)	4 799	-	-	-	-	4 799	4 343	-	-	-	-	4 343
Obligations d'achat	896	1 612	826	148	-	3 482	518	517	286	207	-	1 528

3) La grande majorité de ces engagements viennent à échéance sans avoir fait l'objet de prélèvements. Par conséquent, les montants contractuels peuvent ne pas être représentatifs du financement qui sera probablement requis au titre de ces engagements.

## RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

### Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance de notre Rapport annuel pour 2012, du présent communiqué trimestriel, des présentations qui l'accompagnent et des données financières complémentaires sur notre site au [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs).

### Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 26 février 2013 à 14 h 00 (HNE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au 416-695-9753 (région de Toronto) ou au 1-888-789-0089 (extérieur de Toronto, sans frais). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au mardi 28 mai 2013, au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 1254867).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs). Elle sera également accessible en différé sur notre site.

### Relations avec les médias

Ralph Marranca, Toronto, [ralph.marranca@bmo.com](mailto:ralph.marranca@bmo.com), 416-867-3996

Ronald Monet, Montréal, [ronald.monet@bmo.com](mailto:ronald.monet@bmo.com), 514-877-1873

### Relations avec les investisseurs

Sharon Haward-Laird, responsable, relations avec les investisseurs,

[sharon.hawardlaird@bmo.com](mailto:sharon.hawardlaird@bmo.com), 416-867-6656

Andrew Chin, directeur principal, [andrew.chin@bmo.com](mailto:andrew.chin@bmo.com), 416-867-7019

### Chef des finances

Tom Flynn, vice-président à la direction et chef des finances,

[tom.flynn@bmo.com](mailto:tom.flynn@bmo.com), 416-867-4689

### Secrétaire général

Barbara Muir, première vice-présidente, conseil général délégué,

Affaires générales et secrétaire général

[corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com), 416-867-6423

---

### Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Prix moyen du marché

Novembre 2012 59,22 \$

Décembre 2012 60,98 \$

Janvier 2013 64,11 \$

### Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9<sup>th</sup> Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : [service@computershare.com](mailto:service@computershare.com)

### Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21<sup>st</sup> Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : [corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com)

### Pour de plus amples informations sur ce rapport, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 18<sup>th</sup> Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

### Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à l'adresse [www.bmo.com](http://www.bmo.com)